

Un taureau dans l'arène

Christophe Colinet

Un taureau dans l'arène

Chronique d'une mise à mort politique

InLibroVeritas

Edition
IN LIBRO VERITAS.
4, place de la pergola
Immeuble ACCET
95021 Cergy
www.inlibroveritas.net

Livre publié sous licence Creative Commons BY-ND.

Vous êtes libres :

de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public.

Selon les conditions suivantes :

Paternité. Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'œuvre).

Pas de Modification. Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création.

À chaque réutilisation ou distribution de cette création, vous devez faire apparaître clairement au public les conditions contractuelles de sa mise à disposition. La meilleure manière de les indiquer est un lien vers la page web citée ci-dessous.

Chacune de ces conditions peut être levée si vous obtenez l'autorisation du titulaire des droits sur cette œuvre.

Rien dans ce contrat ne diminue ou ne restreint le droit moral de l'auteur ou des auteurs.

<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/>

ISBN : 978-2-35209-140-0

EAN : 9782352091400

« Pour satisfaire au besoin d'imaginaire se sont créées des usines de rêve exactement comme il existe des usines de réalité. Ces usines de rêves, c'est-à-dire en définitive tout ce qui est lié à des transmissions dans le domaine de l'esprit - cinéma, télévision, radio - elles appartiennent ou bien à l'État ou bien au secteur privé. Quand elles appartiennent à l'industrie privée, quel but recherche celle-ci ? Certainement pas de dispenser de la culture, mais bien plutôt de gagner de l'argent. Pour cela, elle doit obligatoirement faire appel au maximum à l'instinct car c'est ce qui rapporte le plus. Notre civilisation est en train de comprendre qu'elle est en quelque sorte attaquée – ou soutenue, comme on voudra – par d'énormes puissances qui agissent sur l'esprit à travers l'imaginaire, et elle veut se défendre contre ces puissances-là. »

André Malraux
Présentation du budget des affaires culturelles
9 novembre 1967

Un taureau dans l'arène

Édito de l'éditeur

J'ai rarement détesté autant un homme que Renaud Donnedieu de Vabres...

Comme bon nombre de Français j'ai toujours cru que la fonction de ministre de la Culture, chargée émotionnellement et intellectuellement au pays des Lumières, était une sorte d'écrin abritant un joyau sous les ors de la République. Une pierre plus précieuse que le diamant : le savoir, la culture, les arts, l'intelligence, pour tous au nom de tous. Le point nodal de tous les feux, comme un phare d'Alexandrie, éclairant le chemin de l'éternité de la mémoire des Hommes, protégeant les livres comme d'autres font des mondes depuis les terres d'argiles ancestrales, bâtissant des Eglises au sommet des monts de merveilles uniques et sonores, donnant à réfléchir jusqu'à l'éveil ou encore bombant le torse à la moindre entorse à nos libertés d'Humains, le corps d'exégète révolté en arrière. Le tout à base de petits fours, de choucroute dans les cheveux, de baisemains, de statues improbables, de points verts au milieu d'un tableau par terre ou d'une cuvette de chiotte. Après tout il faut savoir faire des sacrifices pour le bien commun. Payer de sa personne, c'est ça le noble art de la politique. Et puis le métier qui invente la Fête de la Musique ne peut pas être foncièrement mauvais.

« Entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège [...] Entre avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle ! »

Des frissons me parcourent à chaque fois que je lis ou entends cette phrase prononcée par Malraux, le premier ministre de la Culture de l'histoire. C'est dire le poids de ce ministère.

Renaud Donnedieu de Vabres entra en chaire le 31 mars 2004. Sans que personne ne puisse simplement imaginer l'étrange destin de cet homme dont le grand-père jugea lui-même les dignitaires nazis qui furent à la tête de la bête immonde au ventre fécond qui assassina Jean Moulin. Martyr de guerre dont on finira par déplacer la poussière retournée un jour glacial de décembre 1964 au Panthéon des Héraults. Porté par la voix terrible de Maïtraux.

Renaud Donnedieu de Vabres s'assiera dans le fauteuil de l'immense homme quarante ans plus tard, sous le regard d'un grand-père qu'il n'aura jamais vraiment connu sinon par la mémoire collective et le souvenir familial.

Le 15 mai 2007, Renaud Donnedieu de Vabres comprit sans doute, mais un peu tard, que le Ministère en toute chose est un sacerdoce.

Tout est lié, étrangement, divinement pensent certains. Entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège... Mais je ne puis continuer ma phrase, dire tout le texte ? Je ne sais pas. En cause la naissance d'un couple infernal RDDV (Renaud Donnedieu de Vabres) et DADVSI (Droit d'Auteur et Droit Voisin dans la Société de l'Information) qui me plongea dans la réalité froide et noire du monde des Hommes.

On a toujours une vision assez lointaine du fonctionnement des institutions de notre République, n'en connaissant que le fonctionnement théorique. Le président préside, le premier ministre premier ministre, le Sénat ronronne et l'Assemblée nationale reste un beau bazar, mais où, in fine, le « législateur fait bien les choses ». Le tout à l'aune de l'adoubement du plus puissant des Dieux : le citoyen.

Il n'en est rien.

InLibroVeritas est né en janvier 2005. Une maison d'édition parmi des milliers d'autres, avec pour seule exception que tous les livres de tous ses auteurs devraient être proposés au public sous des licences ouvertes ou libres. C'est ce que l'on appelle le Copyleft, l'inverse du Copyright. Pour faire simple, toutes les œuvres, tous les livres d'InLibroVeritas sont téléchargeables gra-

tuitement sur le site internet. Pire, certaines peuvent être revendues ou modifiées sans intervention de l'auteur ou de l'éditeur. Un truc de fou me direz-vous, en tout cas c'est ce qu'on m'a dit lorsque j'ai expliqué que j'allais bâtir une maison d'édition dont le principal moteur ne serait pas la vente des livres, mais le partage et l'échange démocratique, universel et fraternel du savoir et de la culture.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Copyleft>

Drôle d'idée ? pas tant que ça. Ce modèle prend racine dans le logiciel libre qui, depuis 1984, explique inlassablement qu'il vaut mieux partager et mutualiser le savoir et les connaissances pour le bien commun.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Logiciel_libre

Lorsque l'on crée une maison d'édition, il est préférable de connaître un tant soit peu le droit d'auteur. Le droit d'auteur, pas le Copyright. Le droit d'auteur, pas le pourcentage reversé à chaque vente. Le droit d'auteur tel qu'on a savamment oublié de nous l'expliquer à la signature d'un contrat d'édition ou de production. Le droit d'auteur, qui hisse l'œuvre, l'artiste et l'art au rang du sacré. Le droit d'auteur, qui dit « l'œuvre de l'esprit appartient à celui qui l'a créé », aussi simplement que ça... Artistes et créateurs n'oubliez jamais que votre création n'appartient à personne d'autre que vous, et que personne n'a rang sur elle.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Droit_d'auteur

Au fur et à mesure qu'InLibroVeritas grandissait il était de plus en plus clair que le partage de la culture, plus précisément pour moi la littérature, serait la nouvelle voie de l'histoire. Immense pensée initiée par un génie universel dont la puissance la vision nous éclaire et nous enveloppe encore aujourd'hui : Victor Hugo.

<http://www.inlibroveritas.net/lire/oeuvre1923.html>

Béotien de l'édition sans aucun doute, naïf certainement pas. Car je n'étais pas ignorant qu'une directive européenne devait être transposée dans le droit français, la directive EUCD (European Union Copyright Directive). Une patate chaude que tous les ministres de la culture avaient soigneusement évité de cuisiner.

ner, une patate que RDDV n'eut que le choix de manger. Ce fut ma rencontre avec RDDV, le début d'une haine.

Ceteris paribus sic stantibus... (Toutes choses étant égales par ailleurs) Il est des connexions qu'on a parfois du mal à comprendre, des moments de la vie où l'on se dit « mais comment en sommes nous arrivés là ? », « qu'est-ce qui nous échappé ? ». Comment un éditeur micrométrique naissant a-t-il pu en arriver à détester un ministre de la Culture ? C'est assez simple finalement : Bill Clinton voulait se faire élire pour un deuxième mandat à la présidence de la première puissance du monde.

Les États-Unis voulant s'assurer l'hégémonie et la protection sur un média en plein essor, l'Internet, instaurèrent un plan de développement le NII (National Information Infrastructure). L'administration Clinton mit en place un groupe de travail – le Working Group on Intellectual Property Rights – chargé d'étudier comment renforcer la loi américaine, et le droit international pour que, à l'ère du numérique, la propriété intellectuelle américaine soit protégée. Nous sommes en 1993, 12 ans avant RDDV à la Culture & la Communication et pourtant c'est à cette date que se scelle le destin d'un homme, d'un peuple, d'un pays, d'un monde. C'est le premier domino d'une chute en cascade qui mènera jusqu'à une loi votée en 2006 appelée DADVSI en France et EUCD en Europe. Une loi française défendue par RDDV née 12 ans plutôt dans les couloirs de l'Intelligence Service des USA. Dont le seul et unique but est de défendre la propriété intellectuelle américaine. But atteint en France grâce à RDDV qui céda à la pression des lobbies. Tout savoir et comprendre <http://eucd.info/>

Nous savions, du moins tous ceux qui s'intéressaient au droit d'auteur, et donc également à notre droit à la copie privée, que la directive EUCD, issue de traités internationaux de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle de 1996, (eux-mêmes issus du Working Group on Intellectual Property Rights qui publia un livre blanc en 1995 contenant une proposition de loi inepte sur le droit d'auteur : le National Information Infrac-

structure Copyright Protection Act – NIICPA –, travaux issus du cadre de développement NII), allaient tout droit nous mener dans le mur. C'est ainsi : les intérêts particuliers des puissants valent toujours plus que les intérêts généraux, ou que les intérêts des moins forts. L'intérêt particulier des États-Unis prenant alors le pas sur les intérêts de la France, fusse-t-elle patrie des Lumières, de Victor Hugo ou de Malraux.

Voyant que cette directive européenne, articulée sur des principes vieux de douze ans, une éternité si l'on songe qu'elle était censée réguler la propriété intellectuelle à l'ère du numérique, n'importe qui un tant soit peu raisonnable aurait compris que les choix basés sur la technologie de 1996 n'avaient plus le moindre sens en 2005. L'ADSL était déjà bien né, wikipédia existait, les réseaux sociaux, les blogs, le téléchargement, le streaming vidéo, les MP3, les jeux... tout ou presque n'existant pas en 1996... Comment l'Assemblée nationale pouvait elle seulement débattre, et a fortiori prendre une décision, à la lumière de cette évidence ?

Il ne s'agissait pas non plus de prendre une décision sur le diamètre du tuyau de douze, mais simplement de décider de ce que serait, comment fonctionnerait, comment évolueraient la culture, les arts et le savoir dans la société de l'information, un monde en perpétuelle mutation par essence inenvisageable. La culture... le savoir... la connaissance... finalement la mémoire.

Pendant des siècles et des siècles les anciens se sont évertués à collecter la mémoire des Hommes et la graver dans la pierre, le marbre et le papier avant que l'on oublie jamais ce que nous fûmes, pensâmes, dûmes, fîmes ou créâmes, ce qui fait de nous des êtres éclairés, pas de la simple matière brute. Les livres sont les gardiens de cette mémoire, on le sait, pour preuve la première chose que font les dictatures c'est de les brûler. L'autodafé est un crime contre l'humanité.

Garantir la libre circulation et le libre accès à cette mémoire est, ou devrait, être un service régalien de l'État, de la Cité. Et l'idée même qu'on puisse y contrevenir ou la spolier nous faire dresser contre l'oppression. C'est que nous avons fait lorsque

RDDV prit en main le dossier de transposition de l'EUCD dans le droit français, la DADVSI. RDDV devenant soudainement la cible de cette révolte.

Toute l'histoire de la DADVSI n'est qu'une succession de décisions prises dans l'urgence et sans concertation, dans le seul but de se débarrasser du « problème » EUCD, et qu'importe si cette loi viole et va à l'encontre de nos droits les plus fondamentaux, si elle met en péril l'exception culturelle française, si elle génère des paradoxes invraisemblables, plongeant l'ensemble des citoyens français dans l'insécurité juridique complète et dans l'obscurantisme.

RDDV est devenu un symbole. Le Charon nous ayant fait traverser le Styx en l'échange de quelques pièces d'or. Nous portant sur les flots noirs du monde des Titans avant l'abîme des Enfers. C'est ce que nous vîmes, les Titans bannis de la Terre par Zeus lui-même, dans un monde inconnu des mortels, le monde d'Hadès. De l'Olympe aux Enfers...

Longtemps j'ai eu l'espoir que cette transposition soit abandonnée, d'ailleurs Noël 2005 approchait. Mais la trêve des confiseurs n'eut pas lieu.

Dans l'urgence, sans préparation, dans l'espoir d'être invisible au cœur de l'hiver, on convoqua l'Assemblée nationale pour débattre de la transposition de loi. RDDV entra sur le devant de la scène en même temps que l'on célébrait la naissance de Jésus. En pleine lumière du web. Car ce qu'il ne vit pas ce jour-là c'est la mobilisation des internautes contre la transposition de la directive. L'incroyable se passa alors, jusque-là jamais vu.

Une pétition de plus de 158.000 signatures fut portée au palais Bourbon, des milliers puis des dizaines et des centaines de milliers d'internautes se connectèrent sur le serveur Internet de l'Assemblée nationale pour suivre les débats en direct, jusqu'à ce que la machine rende l'âme. Les gens se relayèrent devant les écrans d'ordinateurs, échangeant et partageant les informations minute après minute, ceux qui savaient expliquant à ceux qui ne savaient pas le fonctionnement de l'assemblée, des fils de discussion naquirent aux quatre coins du web afin de se donner

des lignes d'actions : envois de mails en masse aux députés, interpellation des élus. Au travail, à l'école, à la maison, partout tout le temps la mobilisation ne faiblit pas une seule seconde. Le droit d'auteur, le logiciel libre, les artistes, les créateurs, la culture étaient mobilisés. Manifestant dans la rue comme dans le virtuel. Des sites internet pulvérisèrent leurs statistiques de visite. Une force incroyable, une énergie colossale qui renverse des montagnes... mais pas des Titans.

Nous vîmes les lobbies des majors de la musique entrer dans l'hémicycle sacré « vendre » la DADVSI, et les fabricants de logiciels américains faire pression de tout leur poids. Au cœur de la représentation du peuple, dans le saint des saints de la manifestation de la *vox dei* vinrent les aigles manger la foi de tous ceux qui osèrent dénoncer les majors, comme si apporter la lumière de la connaissance était un blasphème. Les Titans prirent le contrôle des débats. Imposant la décision finale, quitte à pousser à un nouveau vote après un scrutin désavantageux, aidés en cela par le prince des aigles du haut de son perchoir. L'invraisemblable loi serait votée, en catastrophe, sous la pression, malgré l'intervention de députés courageux comme Martine Billard, ou encore François Bayrou.

Oui, François Bayrou prit en ces moments une position courageuse dénonçant l'atteinte à nos libertés fondamentales qui était l'essence même de la DADVSI. Une position, une stature, qu'il prit devant des centaines de milliers d'internautes. L'exacte position, l'exacte stature, mais en miroir, en symétrie, que celle de RDDV. C'est ainsi que nous pûmes voir Bayrou défendre le droit d'auteur et la copie privée, contre le ministre de la Culture et la Communication. Seule stratégie digne d'un ministre de la France.

Fatigué, à bout de forces, RDDV remporta sa victoire à la Pyrrhus. Devenant le symbole des armes posées aux pieds de César.

Une amertume rageuse nous submergea tous, avec le seul sentiment d'avoir tout essayé pour unique réconfort. Et le secret espoir d'une deuxième bataille qui ne vint jamais.

Je savais la politique dure et âpre, mais pas à ce point-là. Les mois de lutte, de manifestation, d'énergie dépensée, pour rien ou pas grand-chose, laissèrent de profondes traces.

Nous n'oublierons pas le funeste Vanneste, l'homme de la colonisation « positive », qui fut rapporteur de la loi auprès de RDDV et auteur de propos homophobes [1]. Comme une honte, comme la volonté de jamais oser dire. Pourtant il participa et aida à la promotion de cette loi et à la chute de RDDV.

Nous n'oublierons pas non plus les Universal, Fourtoux et autres canardeurs pour l'ensemble de leur œuvre.

La DADVSI a fait des ravages, tant sur plan du droit que sur le plan politique, qui aujourd'hui encore se font sentir. Il y a un prix à payer. Toujours.

Puis virent les jours suivants, puis les semaines et les mois. Avec toujours dans la mémoire l'hiver 2005.

Le temps passa.

InLibroVeritas continua son petit bonhomme de chemin jusqu'à croiser celui de Christophe Colinet, qui vint vers moi armé d'une volonté et d'une certitude : la voie de partage et d'échange de la culture choisie par InLibroVeritas se trouvait être celle vers laquelle il avait toujours voulu s'engager sans peut être le savoir. Chaque rencontre est un monde à découvrir, Christophe est un univers à lui seul.

Il y a des symboles qui ne trompent pas, le premier livre qu'il publia sur InLibroVeritas s'appela *Code Source*. Tout est dit. On peut bien évidemment se procurer le livre, mais aussi et surtout le lire en ligne librement et gratuitement [2]. J'avais accueilli un auteur de talent mais également un homme qui avait un petit plus que les autres n'avaient pas. Et ce petit truc en plus prend toute sa dimension aujourd'hui. Puisqu'il me permettra de continuer, pour ne pas dire finir (rien n'est jamais fini), un travail commencé voilà des années.

Puis vint le temps de voter. Les internautes se muèrent en citoyens, avec entre leurs mains l'une des armes les plus puissantes.

tes jamais créée : le bulletin de vote.

D'abord les présidentielles. Bayrou emportant une incroyable adhésion, retrouvant autour de lui des millions d'hommes et de femmes. Hasard ou fatalité ?

Puis les législatives. Une vague bleue submergea l'Assemblée nationale. Une simple formalité pour ceux qui présentaient leur appartenance à la droite. RDDV vit le sol se dérober sous ses pieds. Il ne recouvrera pas son poste de député.

Et enfin les municipales. La terre s'ouvrit une dernière fois, entraînant RDDV dans l'ancre des Hydres de l'enfer. Il ne sera pas maire de Tours. C'est sur le lieu que l'on gagne le lieu, pas dans les palais des rois.

Il y a un prix à payer toujours.

Lorsque Christophe me téléphona pour me demander si j'étais intéressé par l'édition d'un livre sur RDDV, je n'ai pas hésité une seule seconde. Je n'ai pas hésité parce que Christophe est un très bon journaliste et parce qu'il me parcourut un frisson à l'idée même de publier un livre sur RDDV. Une opportunité extraordinaire.

L'opportunité de dire : « *Aujourd'hui, c'est à notre tour de nous exprimer, à nous de parler, à nous de dire. Sur notre terrain, avec nos règles. Portés par la philosophie même que RDDV avait combattue âprement pendant les mois de DADVSI. Nous qui fûmes impuissants à hurler, nous qui ne fûmes pas écoutés, nous que l'on ignore, trouvons aujourd'hui l'espace pour être entendus. Que les procès, les erreurs, les plis d'échines devant les lobbies auraient dû forcer à la retraite...* ». Mais est-ce le vrai message ?

La dernière fois que j'avais vu RDDV c'était au faite de sa victoire. Christophe me montra un autre visage de l'homme. Un homme qui, après s'être assis dans le siège de Malraux, n'est plus qu'un conseiller municipal de l'opposition de la mairie de Tours. Que dire de cette chute ?

Certes, il fit de bonnes choses, la TNT, la préservation du

patrimoine mobilier français, mais est-ce bien suffisant au regard de sa succession d'échecs qui prirent naissance longtemps avant ? Tant sur le plan national que local.

Le temps a passé et nous sommes aujourd'hui et maintenant. Christophe va nous expliquer avec force et brio, faits, chiffres et dates, l'histoire de RDDV, et plus largement ce que peut être la chute d'un homme en politique. Je le remercie d'avoir choisi InLibroVeritas et une licence ouverte pour le faire.[3]

Et demain ?

Le fait même que je puisse écrire ces lignes montre qu'il n'y a pas de fatalité, mais simplement ce que nous faisons.

Il y a un peu plus de deux ans, je maudissais RDDV. Je sais aujourd'hui que je me trompais, je maudissais un monde capable d'écrire sa propre histoire sur l'autel des sacrifices mercantiles. Je ne me suis simplement pas résigné.

C'est ce que nous accomplissons qui compte. Et c'est à la fin, seulement à la fin, qu'on fera le bilan. Nous ne sommes que des Hommes, perfectibles et lâches, faibles et dogmatiques, mais ô combien capables de se dresser sur nos pieds pour s'accomplir, de s'élever contre les chimères, d'abattre les montagnes et traverser les océans, mais surtout d'anéantir nos démons et nos cauchemars. Nous pouvons tout et rien. C'est tout cela que nous compterons à la fin, avec le fol espoir d'avoir juste un tout petit peu plus de lumières que de ténèbres.

C'est cela que m'a enseigné ma modeste expérience de la DADVSI. Il faut toujours respirer, le soleil se lèvera demain, et l'on ne sait jamais ce que la marée nous apportera.

Alors j'ai travaillé pas à pas, pied à pied, non pas seul – je n'y serai jamais arrivé – mais avec une communauté tout entière. Une communauté de femmes et d'hommes tous passionnés de lecture et d'écriture, des amoureux de la littérature, qui plutôt que d'enfermer leurs créations ont préféré les laisser s'envoler. Des artistes qui, avec leurs talents, leurs émotions, leurs passions, leur énergie, ont décidé qu'il valait mieux laisser à tous la possibilité

de lire leurs œuvres au lieu de les laisser disparaître dans les limbes de poussières.

Je voudrais dédier l'édition de ce livre à tous ces auteurs, sans qui je ne serai pas éditeur, sans qui InLibroVeritas n'existerait pas, sans qui ces phrases ne seraient pas.

À tous les artistes, à tous les auteurs, à tous les créateurs qui ont fait le choix de l'Art Libre[4], qui ont décidé de nous offrir leur création en disant « je te la confie, prends en soin et fais en bon usage mon Frère ».

À vous tous qui créez de l'Art Libre.

À tous ceux qui ont l'envie, le besoin et l'espoir de permettre le partage et l'échange universel, démocratique et fraternel du savoir et de la culture...

Restez libres, et ne renoncez jamais...

C'est ça, Renaud, que nous voulions t'expliquer.

[1] Et dont le site officiel <http://www.christianvanneste.fr> ne parle jamais de la DADVSI, à peine de téléchargement sur internet à cette page : http://www.christianvanneste.fr/?page_id=59 seul un commentaire d'un internaute permet de lier le site officiel de Christian Vanneste à la DADVSI : <http://www.google.fr/search?q=christianvanneste.fr+dadvisi> > <http://www.christianvanneste.fr/?p=616>

sans cela point de connexion.

[2] <http://www.inlibroveritas.net/lire/oeuvre12470.html>

[3] Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public. Selon les conditions suivantes : vous devez citer le nom de l'auteur original et vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création.

[4] Œuvres publiés sous licences libres ou ouvertes : Creative Commons, GNU/GPL, Licence Art Libre, GFDL... voir en fin de livre les explications sur ce qu'est l'Art Libre.

Un taureau dans l'arène

« **J**amais l'accès à la culture n'aura été aussi facile et aussi large ; jamais la création n'aura été aussi menacée. C'est-à-dire, non seulement nos capacités de rêver et d'inventer des espaces imaginaires en interrogeant le réel, mais aussi nos emplois, notre rayonnement, le message que nous adressons au monde, notre attitude collective face à l'avenir. Dans l'ensemble, ce projet de loi n'a d'autre objectif que de concilier la pérennité de la création et l'accès le plus large à la culture, qui est à la fois l'un des grands acquis et l'un des grands défis de notre temps. Il nous revient de faire en sorte que dans notre société numérique, les technologies faites pour le progrès des hommes permettent aussi d'assurer le développement durable et la diversité des œuvres de l'esprit, qui sont aussi essentielles à son avenir que ceux de son environnement naturel. »

Extrait du discours de Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la Culture et de la Communication, à l'Assemblée nationale, présentant le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (DADVSI) – 20 décembre 2005.

« C'est comme si on ne pouvait lire un livre de Gallimard qu'avec des lunettes Afflelou, et que si vous le lisiez avec des

lunettes d'une autre marque, vous deveniez contrefacteur », commente Christophe Espern, cofondateur du collectif EUCD.info, principal nid de résistance au projet.

Bien que personne ne soit capable aujourd'hui de démontrer si cette loi défend la culture ou ceux qui en ont fait une industrie, si elle sert les auteurs plus que les majors, Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la Culture et de la Communication de mars 2004 à mai 2007, dans un Internet qu'il a découvert deux ans plus tôt, a mené la mission à son terme. Entre liberté et répression, c'était un combat difficile, voire impossible. Mais Renaud Donnedieu de Vabres a l'habitude. Il est né à Neuilly, mais c'est un fils de protestant des Cévennes, une famille de « durs à cuire ».

RDDV s'est relevé de plusieurs cabales : vente de frégates à l'Arabie Saoudite, financements occultes du Parti Républicain et conflit des intermittents du spectacle. Entre temps, il a refusé en 1998 de se marier avec le FN pour prendre la tête de la Région Centre. Rien que ça...

C'est que dans la famille Donnedieu de Vabres, on a le goût de la justice, de l'âpreté au combat et l'horreur des extrêmes. Le grand-père, Henri, était juge au procès de Nuremberg. Martin Bormann, Wilhem Frick, Herman Goering... le 20 novembre 1945 s'ouvre ce procès historique où, pour la première fois, des criminels de guerre sont jugés comme des criminels contre l'humanité en audience publique. Mais la destinée des grands hommes n'est ni tracée sur les cartes d'un grand architecte, ni congénitale, et le petit-fils de celui qui a posé les fondements du droit pénal international va s'effondrer dans un combat politique local.

« Il faut dire que rien ni personne ne nous a aidés... Le système municipal est puissant. Tout était bien réglé, réparti, orchestré. À l'avance. Il fallait juste un taureau dans l'arène ! Je suis fier et heureux d'avoir mené ce combat, en ayant toujours su que l'architecture des trahisons, des alliances contre nature et du clientélisme ne laissaient que peu d'espoir... »

Voilà les mots écrits en mars 2008 par cet ancien ministre de la France au lendemain de ce qu'il faut appeler une débâcle électorale. Les faits se déroulent à Tours, ville moyenne de pro-

vince, au bord de la Loire, fleuve caractérisé par son classement au patrimoine mondial de l'Unesco et la dangerosité de ses sables mouvants. RDDV y a perdu son fauteuil de député et les grâces du suffrage universel communal.

Celui qui était encore ministre de la Culture et de la Communication en juin 2007, l'homme du conflit des intermittents du spectacle et de la loi DADVSI, vient, pour la deuxième fois, de se faire renvoyer par un modeste petit gars de Bourgueil au simple rang de conseiller municipal d'une opposition déconfitée. Nous sommes à Tours. Le 17 mars 2008. Renaud Donnedieu de Vabres vient de passer dix mois dans un laminoir.

En ce printemps 2008, RDDV rejoint le panthéon des anciens ministres rudoyés par le terrain municipal : Gilles de Robien, Renaud Dutreil, Dominique Perben...

La droite perdue

La ville de Tours où a régné Jean Royer en maître jusqu'en 1995 vote majoritairement à droite aux élections municipales jusqu'en 2001. Quand le socialiste Jean Germain emporte la ville en 1995, c'est au bénéfice d'une triangulaire : cette année-là, la droite, certes divisée entre un Royer déclinant et un de ses adjoints dissident, est encore à 60 %. Elle descendra à 46,5 % en 2001 puis à 38 % en 2008.

De plus, sur les sept cantons de la circonscription où RDDV devient député en 1997, la droite en détenait sept en 1993, six en 1994, trois en 1998 et un seul en 2001. Après les cantonales de 2008 où l'on votait aussi pour ce canton de Tours Centre, le candidat de droite ne l'a emporté qu'à moins de 300 voix. Tours Centre, qui votait à 68 % pour la droite en 94, à 59 % en 2001 et à 52,4 % en 2008.

Par ailleurs, on ne peut pas dire, au regard des scrutins nationaux, que Tours soit franchement une ville de gauche : en 1995, Chirac arrive devant Jospin avec 51,88 %. En 2007, Royal n'arrive devant Sarkozy « qu' » avec 50,83 %. La première circonscription d'Indre-et-Loire a même résisté à la vague rose de

1997 pour porter RDDV à l'Assemblée nationale.

En fait, si l'érosion de la droite locale remonte au milieu des années 90, la déchéance électorale de Renaud Donnedieu de Vabres n'est patente qu'à partir des législatives de 2007. Dix ans après être devenu député de cette circonscription d'Indre-et-Loire, à Tours, après trois années passées dans le rôle de ministre de la culture, le vent de la défaite souffle sur lui et emporte tout. Comme dans les tragédies grecques, quand soudain l'homme sent gronder la colère des dieux.

Le 15 mai 2007, il quitte le gouvernement, remercié par un nouveau Président de la République. Un mois plus tard, tandis que Nicolas Sarkozy, tout frais dans le costume, soulève une vague bleue à l'Assemblée nationale, RDDV perd sa circonscription. Probablement naufragé, comme d'autres, sur les récifs de la TVA sociale.

Voilà RDDV déchu. Il ne lui reste plus qu'une chaise au fond de la grande salle du conseil de l'hôtel de ville de Tours, où il a jusqu'alors siégé en pointillés, trop occupé au ministère... Il rejoint les rangs d'une opposition dont il est le chef, un peu comme un patron qui remettrait les pieds dans son entreprise après trois ans en déplacement.

Est-ce que celui dont le carnet d'adresses personnel s'est longtemps confondu avec l'annuaire du pouvoir en France saura rebondir ? Est-ce que celui qui s'est toujours fait fort de digérer les épreuves, réussira à avaler la dernière ?

Comme une petite souris

Dans cette histoire, je n'ai été qu'une petite souris, comme on rêve parfois d'en devenir pour tout voir sans être remarqué. Journaliste à Tours, j'ai couvert depuis octobre 2005 cette actualité singulière, sans être du cru. Juste un ch'ti expatrié, habitué à des terres de franche camaraderie, débarquant soudain dans ces sables mouvants tourangeaux, cette Mésopotamie entre Loire et Cher où les mœurs sont si indolentes en surface. Ici, point de prolétariat, pas de passé industriel, aucun patron puissant capable de

dicter sa loi à la main d'œuvre sur le carreau du marché aux bras. Pas d'acier, pas de charbon, pas de textile. Du vin, des châteaux, de la douceur... Zone occupée, limite libre, mais pas interdite.

Tours, c'est la ville des lumières, terreau d'humanisme et d'esprits libres, capitale d'un département qui compte plus de deux mille francs-maçons, dont la plupart des protagonistes de cette histoire. Jean Germain est issu du Grand Orient de France, comme Marc Pommereau, le président du Conseil général d'Indre-et-Loire jusqu'en mars 2008. Philippe Briand, le maire de Saint-Cyr-sur-Loire et patron de l'UMP locale, est un frère de la Grande Loge nationale de France. Quant à Renaud Donnedieu de Vabres, il s'est fait initié à la Grande Loge, « mais c'était il y a vingt ans et je me suis mis en retrait au bout de deux ans », précise-t-il.

Autre substrat tourangeau : le catholicisme, sous toutes ses formes, depuis les intégristes de la Fraternité sacerdotale Saint Pie X, qui ont pignon sur rue dans une des plus belles chapelles de la ville, jusqu'aux chrétiens sociaux. Des communautés chrétiennes qui pèsent dans l'électorat. A droite, Jean Royer en son temps en avait fidélisé beaucoup. Mais cet électorat chrétien a changé et Renaud Donnedieu de Vabres n'y compte pas que des amis.

J'ai demandé un jour à Jean Germain qui venait de parler du « flegme tourangeau » de donner une définition de cette notion. Il s'agit, expliquait-il, « du caractère calme et non émotif, de la décontraction, de l'égalité d'âme, de l'équanimité, du sang-froid, de la sérénité, de la tranquillité et de la maîtrise ». L'équanimité, synonyme de constance, d'égalité d'humeur, ça ne veut pas dire que Tours vit au fil d'un long fleuve tranquille. La Loire est dangereuse, ses sables sont mouvants.

La Touraine, vallée des rois, jardin de la France, vit à un autre rythme, au beau milieu du centre de la France. On ne crache pas par terre, on ne jure pas, on n'y mène pas de lutte des classes. Les bras restent sagement le long du corps. Ce sont les esprits qui transpirent pour organiser des combats, des résistances dont la violence parfois dépasse celle d'une lutte armée.

Heureusement, une petite souris n'est pas là pour mener des combats et elle passe absolument inaperçue dans cette grande arène. C'est qu'en Touraine, rester invisible est une force. La discrétion vous hisse rapidement sur un invraisemblable mirador d'où l'on voit soudain se dessiner les pistes fermes sur le sable. Cette ligne de mire ouvre une perspective et une ligne de conduite qui se transforment facilement, quand on est journaliste, en lignes dans le journal.

Ces lignes noircies dans les colonnes de la Nouvelle République, vous en retrouverez parfois certaines au fil du récit. Comme en photographie, ce ne sont que des instantanés, souvent en noir et blanc, du long film d'une vérité constituée d'une multitude de nuances et de couleurs. Et bien sûr, comme toujours, quand on consulte les informations dans un journal, quand on épluche les papiers, il faut – comble de l'injustice – savoir lire entre les lignes.

L'essentiel de cet ouvrage est fait de cet entre-deux-lignes, absent du quotidien, qui contient paradoxalement l'essentiel de l'information. Ce que l'on rêvait de dire mais qu'on ne pouvait écrire. Parce que lorsqu'on travaille pour un grand journal régional et c'est normal, on ne peut pas toujours élever le débat trop haut de peur d'y perdre ses lecteurs ou de se brûler les ailes.

Pas plus qu'on ne s'autorise à descendre dans le caniveau de l'information, de peur d'en dégoûter ses clients. C'est frustrant pour le journaliste, parce qu'au-dessus des nuages, la lumière est plus forte. De même, il arrive que sous les plaques d'égouts, dans les eaux troubles, apparaissent des vérités des plus limpides.

Chronique aussi d'une vraie campagne sur Internet. Sites et blogs, ce combat politique à Tours est de ce point de vue remarquable. La plupart des protagonistes mènent une double campagne : la première, réelle, sur le terrain, et la seconde, virtuelle, sur le web, à l'exception de Jean Germain. Si, sur la toile, RDDV ponctue le temps de sa communication, sur le terrain, Jean Germain maîtrise son calendrier électoral. Et ces deux espaces-temps ne se croisent en fin de compte presque jamais.

Alors la petite souris dans l'arène tourangelle a suivi Re-

naud et les autres. Taureau, toréador, picador ou matador ? Jean, Renaud, Philippe, Guillaume... Vous voulez savoir ? Venez voir.

Un taureau dans l'arène

I. Rivaux

1. Jean

En face d'un RDDV partagé entre l'arène locale et la scène nationale, le maire de Tours, Jean Germain, a conforté ses positions dans cette bonne vieille cité des rois où le chevaleresque Renaud pense être en mesure de faire valoir sa légitimité. C'est là qu'est né le socialisme à la française...

C'est là que naît Jean Germain le 11 septembre 1947. C'est là qu'il a accompli ses études secondaires et supérieures, son service militaire. C'est à Tours qu'il débute sa carrière universitaire au début des années soixante-dix. Droit constitutionnel et finances publiques, ça n'est pas l'ENA, mais ça forge aussi le sens du service public et le goût pour l'intérêt général.

C'est là que Jean Germain va apprendre à gérer une cité. Non pas une ville, mais une université. Il prend part à l'administration universitaire jusqu'à atteindre, en 1983, une vice-présidence de l'Université de Tours et la présidence en 1988.

De la cité universitaire à la cité tout court, il n'y a qu'un pas. En 1995, Jean Germain est élu à sa grande surprise maire de Tours. Il bat Jean Royer qui vient de se faire enliser dans les sables de la Loire par son propre camp politique.

Et le petit Jean va se lancer et poursuivre son bonhomme de chemin, discrètement, modestement, efficacement. Le maire

socialiste de Tours depuis 1995 devient premier vice-président de la région Centre en 1998 et président de la communauté d'agglomération tourangelle, Tour(s)plus en janvier 2000.

Là, c'est une véritable prouesse politique : dans cette agglomération multipolaire, Jean Germain réussit à fédérer largement depuis les communistes de Saint-Pierre-des-Corps, à commencer par leur sénatrice-maire, Marie-France Beaufile, jusqu'aux UMP de Saint-Cyr et Philippe Briand. Tous dans la même gabarre rament dans le même sens. Jean Germain est l'artisan de cette cogestion du territoire qui l'emporte sur les étiquettes et les lignes nationales. Un exemple ? Le tramway de Tours : RDDV se battra contre, mais Philippe Briand a voté en sa faveur deux ans plus tôt. Quand on appartient au même parti, ça ne fait pas sérieux. Mais cette cogestion objective du territoire séduit encore plus largement à droite : deux figures historiques de l'UDF devenues MoDem, au printemps 2007, se mettent à en rêver. Quitte à rouler pour Jean Germain ? Pas encore officiellement aux législatives de 2007... ça se fera aux municipales de 2008.

Une école politique ? Probablement aucune si ce n'est la sienne. Reste toutefois une expérience formatrice : de 1988 à 1993, Jean Germain a été directeur de cabinet d'André Laignel, alors qu'il était secrétaire d'État de Michel Rocard, d'Édith Cresson puis de Pierre Bérégovoy.

Jean Germain adhère à la convention des institutions républicaines, le club fondé par François Mitterrand avant le congrès d'Epinay de 1971 (qui donnera naissance au PS). En avance aussi sur les autres pour soutenir Ségolène Royal le 17 août 2006.

Il admire Pierre Mauroy et loue le courage de Bertrand Delanoë, qui, au moment de se battre pour devenir maire de Paris, n'a pas hésité à afficher son homosexualité. C'est aussi un message subliminal pour RDDV.

Voilà toute sa biographie officielle ; pour le reste, Jean Germain reste un mystère qui fascine.

Sept pages dans le cahier spécial Indre-et-Loire de L'Express paraissent mi-septembre 2006 sur le « système Jean Germain ». Sept pages que les tourangeaux ont lues avec avidité.

Enfin des révélations sur le maire de Tours ? Des confidences du président de l'agglomération ? Non. Rien de neuf pour le lecteur. Le mystère Germain reste entier.

Tel un Mitterrand local, Germain est un sphinx. Il brouille les pistes au point que tous ceux qui témoignent dans le dossier, observateurs, amis, proches ou opposants, peinent à exprimer un avis tranché. Au rayon des adjectifs, il est tantôt effacé, jovial, tranquille, agité, pragmatique, machiavélique, faussement tolérant, ferme, consensuel, habile, redoutable, dogmatique, flamboyant, disponible, travailleur, timide, réservé... Allez-y comprendre quelque chose !

Il doit jubiler, Jean Germain, en lisant L'Express, comme au premier jour de son élection à la mairie de Tours, lui qu'on n'attendait pas. Lui qui fit vaciller la citadelle Royer. À tout lire, on imagine un homme de dossier, souvent enfermé dans son bureau. Il n'en sortirait que pour aller au Helder, le bistrot de Robert Sabourin, casser la croûte et entretenir ses réseaux franc-maçonniques, universitaires, religieux ou autres. On lui sent davantage de proximité avec Jean Royer, Philippe Briand, le fils Bouygues ou le père Mulliez qu'avec les membres de sa propre famille politique, où il ne compterait que deux ou trois fidèles !

Ici ou là, nos confrères se prennent un peu les pieds dans le tapis, comme sur la course à Ikea entre Chambray et Tours sur fond de taxe professionnelle, alors que dans l'agglomération tout le monde la partage. Ou encore dans les appartenances franc-maçonniques des uns et des autres. Cela dit, en revanche, on trouve de la pertinence dans le dossier du tram, noyé dans l'attentisme ou encore dans l'analyse de l'offre politique à droite : entre RDDV et Philippe Briand, y aurait-il eu une erreur de casting ? Pas sûr que le maire de Saint-Cyr aurait pu connaître la même réussite politique et immobilière combinée en franchissant la Loire...

2. Renaud

Renaud, lui, c'est l'élite, la voie royale des grands commis de l'état : Sciences-po, ENA préfectorale. À l'Ecole Nationale d'Administration, dans la promotion Voltaire, il côtoie d'autres premiers de la classe, comme Dominique de Villepin, François Hollande, Ségolène Royal, ou encore le Michel Sapin, que Renaud retrouvera au conseil de la Région centre, Sapin président, RDDV dans l'opposition. C'est en 1978, avant même de sortir de l'ENA qu'il tombe amoureux de Tours où il va naviguer sur la Loire et dans la préfectorale en Indre-et-Loire, jusqu'au milieu des années quatre-vingt.

Ensuite, c'est la politique qui prend le dessus : il suit son ami François Léotard, accomplissant des missions au gré de ses ministères, s'implique au Parti Républicain, dont il devient délégué général.

Avocat de l'union de la droite, il rapproche l'UDF, où il prend du galon, et le RPR de 1998 à 2002. Renaud roule pour Balladur en 1995, préfère Chirac à Bayrou en 2002, pousse à l'UMP qui se crée. Il en devient même secrétaire général adjoint, puis porte-parole. Bref, si ce garçon-là n'est pas fait en caoutchouc, c'est qu'il a inventé une matière plus rebondissante encore.

Premier maroquin ! Tout semble aller à merveille en ce printemps 2002 : RDDV, député de Tours, ministre délégué aux affaires européennes du gouvernement Jean-Pierre Raffarin... Sauf que dans le ciel bleu passent des nuages. Ministre quarante jours. Mis en examen dans l'affaire du financement de l'ex-Parti Républicain, RDDV n'est pas reconduit le 16 juin dans le gouvernement Jean-Pierre Raffarin.

Sawari

Pas de Léo (François Léotard) sans Renaud et vice versa. Ce sont de vrais compagnons de route. Loyauté et fidélité sur une

voie semée d'embûches, dont la première est un dossier d'état que RDDV avait en main quand il était chargé de mission au cabinet de Léo, ministre de la Défense d'avril 1993 à janvier 1995. Cette opération répond au nom de *Sawari 2*. Il s'agit d'un contrat de vente d'armes de deux frégates Lafayette, le plus gros signé en vingt ans avec l'Arabie Saoudite, le 19 novembre 1994, pour une vingtaine de milliards de francs. Il comprend la construction d'une base navale et la formation des équipages, soit en heures de travail, l'équivalent de 5 000 emplois. Bref, une bonne affaire pour la France, mais pas seulement.

Le problème n'est pas tant le marché que les commissions qui s'élevaient à 20 %. Plus finement, 10 % revenaient aux autorités saoudiennes, 2 % rémunéraient la Sofresa, office chargé du marché et 8 % étaient prévus pour les intermédiaires (c'était à l'époque cinq fois plus que le montant habituel). Parmi eux, un homme d'affaire saoudien, Cheikh Ali Ben Moussalam, qui a négocié en direct avec le Premier ministre Edouard Balladur, le ministre de la Défense, François Léotard et son attaché, RDDV. Le cheikh et ses associés décrochent une exclusivité de cinq ans sur les futurs contrats. En arrière plan, le Président de la République Chirac soupçonne Léo et Renaud d'avoir monté un sponsoring pour la campagne présidentielle d'Édouard Balladur.

Les conditions de cette affaire étaient tellement exorbitantes que Jacques Chirac demande à Alain Juppé, dès 1995, de « nettoyer » le dossier. Jacques Chirac qui devra s'en expliquer lui-même directement avec le roi Fahd en juillet 1996. On passe du nettoyage au ménage : dans une banque genevoise, en avril 1996, le successeur de François Léotard à la Défense se fait ouvrir un coffre où se trouve un document « confidentiel défense ». C'est l'accord liant la France à Cheikh Ali Ben Moussalam. Il le déchire... L'affaire restera secret défense, connue seulement d'une poignée d'hommes, dont Renaud.

Fondo très spéciaux

En 1996, cinq millions de francs (plus de 760 000 €) en

liquide ont été remis par le Parti Républicain au Fondo Sociale di Cooperazione Europea (FSDCE). C'est le nom d'une banque coopérative italienne qui a mis en place, en juin 1996, un prêt au profit du Parti Républicain de François Léotard de... cinq millions de francs pour l'achat de ses locaux, rue Constantine à Paris. Le problème, c'est qu'en épluchant les comptes du FSDCE, la juge Laurence Vichnievsky present le blanchiment.

Cinq millions de francs en liquide, en espèces, provenant selon les dirigeants du Parti Républicain d'alors, de fonds secrets versés sous le gouvernement d'Édouard Balladur, contre un prêt bancaire « adossé ». Qui portait les valises ? Renaud.

Sauf que le FSDCE cède mystérieusement sa créance à une société anglaise, qui la cède à une autre... qui réclame le paiement de la somme et des intérêts. Sauf qu'entre temps, le Parti Républicain est devenu Démocratie Libérale et qu'à sa tête, c'est Alain Madelin, qui se paie celle de François Léotard : le cabinet Madelin, où Hervé Noveli est chef, s'énervé. Démocratie Libérale se porte partie civile, son trésorier prétend que François Léotard lui avait tout caché...

Le 16 février 2004, Renaud est condamné par le Tribunal correctionnel de Paris dans le cadre du financement occulte du Parti Républicain, pour blanchiment d'argent. Renaud Donnedieu de Vabres et François Léotard, sont soupçonnés d'avoir fait glisser cinq millions de francs depuis les fonds spéciaux de Matignon vers les caisses du PR. Selon le tribunal, RDDV, mis en examen en août 1998, savait « que ces espèces avaient été versées au profit du Parti Républicain d'une manière parfaitement occulte puisqu'elles étaient dissimulées dans son bureau ». Toutefois, Renaud Donnedieu de Vabres est relaxé : il reste « propre » et éligible. Le Tribunal correctionnel de Paris ne le condamne qu'au paiement d'une simple amende de 15 000 € au Trésor Public.

Mais un ministre en correctionnelle, ça passe mal. Au bout de sa cinquième semaine aux affaires européennes dans le premier gouvernement Raffarin, RDDV est contraint de démissionner en juin 2002. Petit bout de désert à traverser : RDDV repart dans l'ombre pour deux années, « simple député » de Tours.

Ce n'est pas si mal, mais il rêve de grandeur. Et puis, dans une famille politique, quand les formations s'unissent, les comptes aussi. Et ça, ça compte.

Malraux

Aillagon a fauté. Dans l'urgence, RDDV doit recoller les morceaux. C'est son deuxième maroquin. Et pas des moindres. Dans l'histoire et la symbolique de la V^e République, le ministère de la Culture et de la Communication est entouré d'une incroyable aura de prestige. Il incarne la grandeur intellectuelle de la France, le rayonnement mondial du pays des Droits de l'homme. Y entrer, c'est en quelque sorte se hisser sur les épaules du géant Malraux. Il faut avoir beaucoup d'humilité pour ne pas être pris de vertige.

Il y accède, le 31 mars 2004, c'est une consécration. Renaud vient d'avoir 50 ans. Quand il est nommé ministre de la Culture et de la Communication dans le gouvernement Jean-Pierre Raffarin (poste auquel il est reconduit le 3 juin 2005, dans le gouvernement de Dominique de Villepin), il ne découvre pas la rue de Valois. Il connaît déjà la musique : Léo la lui a apprise quand il était ministre de la Culture, de 1986 à 1988. Renaud était déjà un de ses proches collaborateurs. Mais cette fois, RDDV n'est plus dans l'ombre : c'est sur lui que les flashes de la presse crépitent. Et ça va continuer, mais pas forcément dans la rubrique people.

Intermittents

Lors de ses vœux au personnel du ministère de la Culture, au Grand Palais, le 9 janvier 2007, Renaud Donnedieu de Vabres lance : « Une page est désormais tournée dans ce domaine, avec la signature toute récente, par les partenaires sociaux, de l'accord sur le nouveau système d'assurance chômage. Mais en trois ans, nous avons changé, non seulement de perspective, mais de paradigme. À ce qu'il était convenu d'appeler « la crise des intermittents du spectacle » j'ose affirmer que succède désormais

une véritable politique de soutien à l'emploi des artistes et des techniciens du cinéma, de l'audiovisuel et du spectacle vivant. Il y a fallu beaucoup d'efforts, de volonté, d'écoute, de dialogue, de propositions de la part de tous les partenaires, des partenaires sociaux, bien sûr, mais aussi du gouvernement, des services de l'État et du parlement. »

Dans le bilan de son action rue de Valois intitulé « Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la Culture et de la Communication (2004-2007). Trois ans d'engagements, de convictions, d'actions et de réalisations, au service de la culture et de la communication », RDDV résume : « Le triptyque – protocole, fonds de professionnalisation et de solidarité, convention collective – permet désormais de sécuriser le parcours professionnel des artistes et des techniciens. Un nouveau protocole, pour un nouveau système d'assurance chômage, est aujourd'hui en place. Sur l'initiative de Renaud Donnedieu de Vabres, l'État s'est engagé fortement, avec le fonds de professionnalisation et de solidarité, qui repose désormais sur une base législative, acquise lors du vote de la loi de finances pour 2007, et qui vient renforcer la protection assurée par le régime d'assurance chômage en s'articulant avec lui. C'est aussi par les conventions collectives, beaucoup plus que par l'assurance-chômage, que s'organise désormais l'emploi dans le secteur du spectacle vivant et enregistré, et c'est la manière la plus vertueuse de mettre fin aux abus qui ont trop longtemps miné le système. Il s'agit d'un mouvement de fond, d'un mouvement durable, qui traduit la prise de conscience, par le ministère de la Culture et de la Communication, de la responsabilité éminente qui lui incombe en matière d'emploi, avec le concours et le soutien actif des autres ministères, de l'Emploi, de la Fonction publique et du Budget, sous l'autorité du Premier ministre. »

C'est que le dossier a été brûlant pendant ces trois années. Marc Slyper, négociateur pour la CGT, se souvient d'un ministre qui n'hésitait pas à aller au devant des manifestants. Quand RDDV arrive rue de Valois, le « démineur de la Culture », se colle à la tâche. Le pire serait de planter encore une autre saison culturelle, Cannes, Avignon...

Deux ans plus tard, rien n'est réglé. Au 60^e festival d'Avignon, en juillet 2006, les intermittents mobilisés pour une manifestation affichent une banderole qui va faire le tour de la presse nationale et internationale : « RDDV, à la libération, tu seras tondu ».

« Cela n'a plus rien à voir avec le combat politique. Faire de telles références, je trouve ça abject », commentait RDDV. Mettre dans la peau de la fille qui a couché avec des Nazis le petit-fils du juge français de Nuremberg, raccourci saisissant. Marc Slyper a fini par lâcher que c'était une « connerie », un « débordement ». N'empêche, pour que ça déborde à ce point, fallait qu'il y ait un malaise profond.

Comment ça ? C'est Frédéric Martel, spécialiste des industries culturelles, qui donnait la réponse (Libération du 17 mars 2007) : « De Malraux à RDDV, on a un résumé saisissant du déclin du ministère de la Culture. Le dossier de l'intermittence en effet n'a pas été réglé. Pour les artistes, les conditions sociales se sont détériorées et ils perdent confiance en eux ; pour la collectivité publique, le coût n'a cessé de croître : 242 millions d'euros supplémentaires déjà dépensés pour le fonds « transitoire » géré par l'État. Dans les télévisions publiques et à TF1, abus et combines se généralisent, financées, via l'Unédic, par les salariés du privé. Nous sommes en train de conduire notre vie culturelle à la dépression et d'assécher la création. À Paris, aujourd'hui, un RMiste sur sept est un artiste : 7 800 sur 59 000 allocataires. Il y a deux millions d'artistes qui travaillent aux États-Unis contre 440 000 en France. Rapporté à la taille des deux pays, c'est un chiffre à peu près équivalent. Notre problème n'est donc pas d'avoir trop d'artistes, ou trop d'intermittents du spectacle, comme on le dit souvent, mais de manquer d'opportunités de travail. Il aurait fallu réorienter l'ensemble de notre politique culturelle vers la création d'emplois culturels et non plus seulement vers la gestion de la misère. La *creative class* (la classe créative) est le premier gisement d'emplois aux États-Unis, avec les industries culturelles, les universités, la médiation culturelle, le numérique... »

Bande de pirates

Renaud Donnedieu de Vabres explique, dans son bilan de ministre de la Culture, qu'il s'est « lancé, dès son arrivée au ministère, dans la lutte contre le téléchargement illégal, en privilégiant la pédagogie à la répression. L'examen du projet de loi sur les Droits d'Auteur et les Droits Voisins dans la Société de l'Information (DADVSI) a suscité un vaste et riche débat public, qui a révélé l'ampleur du poids économique des industries culturelles, leur importance pour l'emploi, et la place centrale qu'elles occupent dans la vie quotidienne des Français. »

Il dresse l'historique de son action :

« 19 mai 2004 : annonce d'un plan de lutte contre le téléchargement illégal dans les industries culturelles ;
28 juillet 2004 : signature de la charte d'engagement entre les fournisseurs d'accès et la filière musicale ;
21 mars 2005 : présentation d'un guide de sensibilisation des jeunes internautes ;
18 juillet 2005 : installation de l'observatoire des usages numériques culturels ;
20 décembre 2005 : signature du protocole sur la vidéo à la demande dans le domaine du cinéma ;
3 août 2006 : promulgation de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, qui garantit une juste rémunération des artistes, et les conditions du développement d'une offre légale et diversifiée ;
6 avril 2007 : installation par Renaud Donnedieu de Vabres de l'Autorité de Régulation des Mesures Techniques de Protection ».

C'est une mission présidentielle : « La piraterie des œuvres audiovisuelles est un fléau qu'il faut combattre avec détermination, qu'il s'agisse du trafic de cassettes vidéo, de la copie sauvage de disques ou de l'échange de fichiers protégés sur Internet. À chaque fois, c'est un artiste qu'on spolie, c'est la création que l'on met en danger. C'est la culture qui est menacée. » Tel est le message du Président de la République, Jacques Chirac, au collo-

que sur la piraterie audiovisuelle de Cannes, le 16 mai 2004. Ce texte, c'est le ministre de la Culture d'alors, Renaud Donnedieu de Vabres, qui le lit.

C'est le début d'un long processus qui le conduira à faire adopter la loi DADVSI. Protéger les auteurs, préserver les intérêts de l'industrie du film et du disque, respecter la liberté de l'utilisateur, ne pas se soumettre aux monopoles, s'assurer que les produits culturels numériques soient interopérables, c'est-à-dire utilisables sous tous les systèmes d'exploitation, propriétaires ou libres (Windows contre Linux pour simplifier)... Bref, trouver les garde-fous légaux « à la française » d'une guerre économique planétaire.

Deux ans plus tard, à l'issue d'un long feuilleton législatif et d'une formidable bataille de lobbies, ce projet de loi critiqué au sein même de la majorité, trituré, amendé, se retrouve en commission mixte paritaire le 30 juin 2006. Renaud Donnedieu de Vabres explique qu'il a trouvé son parfait point d'équilibre : « Un éditeur de logiciel dont l'objectif délibéré est de porter atteinte aux œuvres protégées, avec pour ambition d'attirer ainsi un grand nombre d'utilisateurs, doit être sanctionné car il détruit ainsi sciemment l'économie de la musique et du cinéma, et l'avenir de la création. Le texte garantit pleinement l'avenir du logiciel libre. La transposition de directive place la France dans un cadre européen harmonisé, mais nous avons utilisé toutes les souplesses possibles en faveur du logiciel libre. Le projet de loi clarifie la définition des mesures techniques, il préserve clairement l'exception de décompilation, qui est une alternative aux procédures engagées auprès de l'autorité pour obtenir les informations essentielles à l'interopérabilité et il exclut explicitement de l'interdiction de contournement des mesures techniques les actes réalisés à des fins d'interopérabilité. »

Entre-temps, le projet a essuyé plusieurs offensives dépassant les clivages droite/gauche : pénalisation du piratage, abandon de la copie privée, allégeance du ministre aux maisons de disques... aboutissant en première lecture à l'adoption d'un amendement en faveur de la licence globale, contre l'avis du gouvernement.

L'association EUCD.info, l'une des plus actives dans cette affaire, appelle les députés à rejeter le texte de loi. L'association avait déjà réuni en décembre 158 000 signatures demandant le retrait du projet.

Voici un extrait de l'appel lancé par EUCD.info aux députés : « S'il était adopté, le texte résultant créerait une insécurité juridique majeure tant pour les citoyens (nota : amende de 38 euros pour copie, 150 euros en cas de «mise à disposition», et quasi enterrement de la copie privée) que pour les entreprises du secteur des nouvelles technologies (nota : développeurs responsables si des fonctions P2P [*Peer to Peer; échange de fichiers entre ordinateurs*] permettent la copie, amendes de plusieurs centaines de milliers d'euros). »

RDDV, qui a découvert Internet en 2002, en a probablement sous-estimé l'importance. Mails il va domestiquer la bête pour les municipales à Tours. Et sur son blog, où parfois, il ira très loin, mettant en perspective personnellement une de ses déclarations à Libération en avril 2006. Pour RDDV, La loi DADVSI n'est que le premier acte « d'une longue série d'adaptations de notre droit à l'ère numérique et je compte bien, par exemple, m'attaquer un jour au problème de la presse et de l'Internet. C'est un autre sujet capital parce qu'il n'y aura pas d'informations de qualité sur l'Internet sans de vraies signatures, de vrais acteurs dont c'est le métier ».

Tout ça pour ça...

L'EUCD.info, le mardi 18 septembre 2007, fait dans un communiqué un point sur l'application de la loi, sous le titre : « DADVSI : faudrait arrêter de se la raconter ! »

« À la lecture des dernières prises de position publiques de Christine Albanel sur le dossier des droits d'auteur et d'Internet, EUCD.info constate que la ministre s'inscrit dans la droite ligne de son prédécesseur : elle ment. À croire que son cabinet n'a pas tiré les leçons de l'épisode DADVSI qui a conduit Renaud Donnedieu de Vabres au purgatoire. Ainsi quand la ministre

déclare que la loi DADVSI “a déjà prouvé son efficacité contre les comportements les plus graves – je pense notamment aux pirates qui cassent massivement les systèmes de protection”, il s’agit d’une contre-vérité évidente et d’un amalgame inacceptable. D’une part, malgré la loi DADVSI, la fréquentation du P2P n’a pas fléchi et tous les systèmes de DRM (*Digital Right Management* ou Mesure Technique de Protection) tombent peu à peu, cassés et re-cassés. D’autre part, cette contre-vérité se double de mensonges par omission et de démagogie puisque la ministre se garde bien d’aborder les effets réels de la loi DADVSI tant pour la libre concurrence que les droits du public. La sécurité de développement du Logiciel Libre est clairement fragilisée par cette loi et contourner un DRM est une obligation pour qui veut accéder à la culture avec les outils de son choix et exercer son droit à la copie privée. Point de pirates endurcis donc, simplement des utilisateurs qui refusent une loi stupide et injuste. Plutôt que de nier cette réalité, il serait temps que le gouvernement admette qu’il est urgent de réviser la loi DADVSI, en posant l’interopérabilité et la copie privée comme des droits réels. L’insécurité juridique dans laquelle vivent aujourd’hui les auteurs et utilisateurs de logiciels libres touche jusqu’à l’Assemblée nationale et la copie privée doit redevenir possible sans risquer les poursuites, surtout que la redevance copie privée a encore été étendue récemment. À défaut, la ministre risque bien de rejoindre son prédécesseur au panthéon des Pinocchio de la république, les faits étant aussi têtus que les lobbies Gepetto qui l’influencent. »

La référence à l’Assemblée nationale est instructive : les postes de travail des députés sont passés sous logiciels libres en juillet-août 2007. « Mais face à l’imprévisibilité de la loi DADVSI, note l’EUCD.info, elle n’aurait pas installé de logiciel libre de lecture de DVD, préférant saisir l’autorité administrative créée par la loi DADVSI et installer dans l’attente d’une réponse un logiciel propriétaire connu pour ses *spyware*. L’autorité n’a toujours pas répondu et ne semble pas tenue de le faire, d’ailleurs. Si cela est avéré (et d’après nos informations cela l’est), cela démontre le ridicule de cette loi vu que le logiciel que l’assemblée souhaite

installer est disponible sur Internet depuis des années et des millions d'utilisateurs l'utilisent tous les jours pour lire et faire des copies privées. » À noter que depuis, la gendarmerie nationale est passée sous un système d'exploitation libre !

Intéressante aussi pour illustrer le propos, la démarche d'un internaute, Jérôme Martinez, qui a envoyé le 18 septembre 2007 une lettre ouverte à Christine Albanel, ministre de la Culture et de la Communication, avec copie à sa consœur de la justice.

Il y écrit : « C'est avec étonnement et perplexité que j'ai lu vos propos à l'occasion de l'interview du Figaro du 13 Septembre 2007. On peut en effet y lire : “[La loi DADVSI] est une loi importante parce qu'elle installe l'idée que l'on ne peut plus faire n'importe quoi. Elle fournit des armes efficaces pour les actions à mener contre les pirates endurcis, ceux qui cassent les mesures de protection.” Vous m'en voyez fort étonné, car bien que je ne pense pas rentrer dans la catégorie “pirate”, et encore moins “endurci”, je fais partie de ces “casseurs de mesures de protection” et, bien que je me sois personnellement dénoncé par deux fois, je n'ai jamais vu cette loi appliquée. En effet, je maintiens toujours, depuis désormais plus d'un an, le site <http://drm.mediaarea.net>, sur lequel différents outils permettant de casser les mesures de protection pour les fichiers musicaux et vidéos sont mis à disposition de tous, et ce au su et au vu de la justice et de la police : je me suis présenté par deux fois au commissariat de police – une première fois avant la promulgation de la loi DADVSI et une seconde après la parution du décret de promulgation – afin de m'autodénoncer et j'en ai retiré deux mains courantes, un Procès Verbal m'ayant été refusé. À la suite de ces entrevues au commissariat, j'ai également été entendu par la BEFTI (Brigade d'Enquêtes sur les Fraudes aux Technologies de l'Information) qui a transmis le dossier à la justice. Cette dernière ne m'a depuis jamais contacté : rien n'y fait, personne ne semble disposé à utiliser les « armes efficaces » que vous évoquez. Je vous propose donc de vérifier les faits avant de vous exprimer publiquement sur le sujet et ce de manière manifestement faussée... »

Jérôme Martinez poursuit : « Je vous propose ainsi

d'utiliser votre "arme efficace", afin que tous les Français puissent connaître l'efficacité réelle de cette arme jamais utilisée. Plutôt que de réfléchir à une nouvelle législation un an après la mise en place de la loi DADVSI, il serait bon d'étudier son bilan et son application, comme l'article 52 de cette même loi le requiert par ailleurs. En outre, je note que vous qualifiez du terme "pirate", peu flatteur et inapproprié à mon sens, des consommateurs de culture pourtant légitimes : j'ai en effet acheté la musique et les films dont j'ai cassé les protections, mais ces dernières m'empêchaient l'usage légitime des œuvres payées sur mes divers appareils de lecture personnels. Ce n'est pas en injuriant les acheteurs honnêtes que vous les motiverez à continuer d'acheter des produits dont ils ne peuvent même pas jouir légalement. À cet égard je vous invite à méditer ces paroles de Guillaume Champeau (fondateur de ratiatum.com) : « L'oraison funèbre continue de se dessiner sous les yeux d'une industrie de la musique enregistrée qui a commis essentiellement une seule erreur, mais de taille : ne pas écouter les demandes répétées de ses (potentiels) clients et leur répéter chaque jour qu'ils sont déjà des voleurs, ou des voleurs en puissance. Elle a brisé le lien magique qui lie les artistes à leur public, elle a brisé la confiance, et plus grave, le respect... »

Dans son interview à Libé (Libération du 17 mars 2007), la charge de Frédéric Martel portait aussi sur la question : « Le bilan est aussi calamiteux sur le téléchargement : après la loi au nom barbare de DADVSI, les artistes ne sont pas mieux rémunérés ; ceux qui téléchargent légalement de la musique sont pénalisés par les mesures de protection des supports ; les internautes qui le font illégalement sont poursuivis, mais les tribunaux les relaxent toujours davantage. Les jeunes Français qui innovent dans le peer to peer [P2P] ou sur l'Internet partent aux États-Unis. Donnedieu est le dindon de cette farce : par clientélisme, il a cédé aux lobbies et aux industries culturelles, et aujourd'hui les majors construisent dans son dos de nouveaux modèles fondés sur la gratuité et la publicité. On ne mettra pas des millions de jeunes en prison ! »
Dernier acte : début avril 2007, avec la mise en place de l'Autorité de Régulation des Mesures Techniques (ARMT), dessinée par

Renaud Donnedieu de Vabres et sa loi sur le droit d'auteur (DAD-VSI). Elle doit régler les différends autour de l'interopérabilité, des DRM et de la copie privée... Une semaine après l'abandon des DRM par EMI et Apple ! « Qui peut croire que l'ARMT parviendra à un quelconque résultat sur l'interopérabilité quand cela fait des années que l'UE tente de faire plier Microsoft à coup d'amendes records sans résultats significatifs », interroge Christophe Espern dans le quotidien 20Minutes du 6 avril 2007.

II. Les autres

1. Guillaume

Guillaume Peltier est né le 27 août 1976. Et s'il s'affiche comme l'avenir de la « droite décomplexée » à Tours, il revient en fait de beaucoup plus loin. Le numéro deux du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers (secrétaire général, porte-parole et membre du bureau national) a « erré » un temps à l'extrême-droite avant de se refaire une virginité en Touraine.

Brillant garçon : khâgne puis Sorbonne, il devient professeur d'histoire-géographie en septembre 1999 en même temps qu'il s'engage au Front National. Il n'a pas encore vingt ans lorsqu'il devient l'adjoint de Samuel Maréchal, directeur national du Front National de la jeunesse. Il fonde à la même époque l'association Jeunesse Action Chrétienté, un mouvement catholique qui se mobilise contre le PACS, l'IVG, l'euthanasie, la pilule du lendemain et la contraception à l'école.

Quand Bruno Mégret décide d'aller vivre sa vie loin de Jean-Marie Le Pen, Guillaume Peltier le suit et lance l'organisation de la jeunesse du MNR (MNJ).

Il est tenté un temps par Charles Millon, mais rencontre Guillaume de Villiers, fils de Philippe, et rejoint le MPF en 2001, se met en congé de l'Éducation nationale et devient permanent du MPF.

Sa première expérience du suffrage universel direct n'est pas extraordinaire : aux législatives de 2002, il est tête de liste MPF dans la 6^e circonscription de la Marne où il obtient à peine 3 % des suffrages exprimés.

Il vire au Sud-Ouest, direction la Touraine, secrétaire général du MPF dès 2003 et directeur de la campagne de Philippe de Villiers pour les européennes de 2004 ainsi qu'au référendum de 2005, et porte-parole de la campagne présidentielle de Philippe de Villiers.

Aux Européennes, il est par ailleurs tête de liste MPF dans la circonscription interrégionale Massif central-Centre (Auvergne, Centre et Limousin), où un 6,62 % des voix, ne lui permet pas d'être élu au Parlement européen. Mais il découvre Tours.

Sa recette ? Il aurait réussi à recycler au MPF beaucoup de rescapés du FN et du MNR. Le tout avec un réel talent pour la communication. D'abord, son physique de gendre idéal plaît et il est brillant sur les plateaux de télé. Surtout, il a un vrai sens du marketing politique et la fameuse formule « Villiers, le candidat de la vraie droite » fait mouche. Tant et si bien qu'il l'utilisera à Tours : « Peltier, le candidat de la vraie droite ». Idéologiquement, il « muscle » le discours de de Villiers sur un socle rude : contre l'islamisation, les 35 heures, le mariage homosexuel, les allocations aux sans-papiers...

Fort de cette équation personnelle, il obtient – s'accorde – une carte blanche pour un ancrage local qui doit servir d'expérience à toute la droite : si un homme tel que lui réussit à s'installer dans une ville moyenne plutôt centriste en faisant la synthèse à droite, l'UMP en tirera des leçons : il se dit alors qu'il est en charge des négociations avec Brice Hortefeux pour les accords UMP/MPF (Libé du 19/09/07).

Le 29 novembre 2006, Philippe de Villiers arrive à Tours. Son loyal numéro deux et porte-parole national de sa campagne, Guillaume Peltier, l'accueille. C'est la seconde visite du leader du MPF en moins de six mois. Pourquoi ? « Parce que Tours, c'est saint Martin, le berceau de la France, et qu'il y a Guillaume qui fera un jour un très bon maire de Tours », déclarait Philippe

de Villiers. En Touraine à cette époque, le MPF qui compte déjà 440 encartés vient d'enregistrer près d'une centaine d'adhésions. Pour les présidentielles, Philippe de Villiers a reçu le soutien de six maires d'Indre-et-Loire.

En avril 2007, Guillaume Peltier a toujours le sourire. Depuis un an et demi, il a fait 165 réunions publiques en France, parcouru plusieurs milliers de kilomètres, vu 30 à 40 000 personnes, recueilli beaucoup de témoignages. Son discours, comme celui de son chef, est rôdé : « Le patriotisme plutôt que le socialisme, l'autorité plutôt que le laxisme, la page de mai 68 est tournée ».

Mi-mai, le Mouvement pour la France présente Guillaume Peltier sur la première circonscription. Le MPF a obtenu 10 500 voix (3,1 %) dans le département au premier tour de la présidentielle. Guillaume Peltier annonce la couleur : dans la foulée des législatives, il se lancera dans la campagne municipale sur Tours, où il espère bien dépasser les 5 % en incarnant « droite populaire », par opposition à une « droite des paillettes ».

Début juin, il enfonce le clou : « RDDV, c'est une droite un peu molle. Guillaume Peltier, c'est le Sarkozy de Tours. Les attaques régulières dont je suis victime à droite montrent que je les dérange, que j'ai le vent en poupe. De toute façon, cette campagne est pour moi un marchepied aux municipales. » Certes, Le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers n'a fait « que » 2 % au premier tour des présidentielles, mais Guillaume Peltier mène une campagne particulièrement offensive : campagne de « *phoning* » auprès d'électeurs pour leur faire savoir qu'il est le seul candidat vraiment de droite. Mais c'est dans la ligne du message de ses affiches, dont les collages intempestifs font aussi polémique : une plainte a été déposée, par l'entourage de RDDV, pour affichage sauvage. Guillaume Peltier qui juge cette plainte « pathétique » et qui assume d'ailleurs complètement ces affichages et ce *phoning*, veut rester dans la ligne d'une campagne « décomplexée ». Son objectif : passer la barre des 5 %.

2. Philippe

Depuis le 27 juin 2007, c'est le questeur de l'Assemblée nationale. C'est le patron de l'UMP en Indre-et-Loire, dont il est président départemental. Mais avant tout, c'est un parcours hors normes.

Le maire de Saint-Cyr a accumulé les succès professionnels et politiques. Rusé renard pour les uns, bateleur de foire pour les autres, qui Philippe Briand est-il vraiment ? Golden boy, en langage boursier, signifie « faiseur d'or ». Le terme s'applique à ces jeunes financiers de la City qui savent obtenir le meilleur rendement pour un investissement. C'est probablement, avec une capacité de travail impressionnante, la qualité première de Philippe Briand.

Il est à la tête d'une fortune personnelle et d'un empire construits dans l'immobilier et l'assurance. En politique, il a atteint les sommets : l'élu local a été appelé à devenir ministre de la République – beaucoup en rêvent – un court instant, certes.

Rien ne laissait imaginer à sa naissance, le 26 octobre 1960, que le petit dernier des Briand, fils de petits commerçants, connaîtrait un tel parcours. Sa mère, Madeleine, était coiffeuse en haut de la Tranchée. Son père, Henri, était grossiste en fruits et légumes. « Un couple heureux », résume Philippe Briand, mais un bonheur qui s'envole ce jour de 1983 où ses parents se tuent dans un accident de voiture. Il a 23 ans.

Il a déjà rencontré celle qui deviendra son épouse, Catherine, en 1981, année de son service militaire, aspirant dans les commandos paras de l'armée de l'air. Ça fait partie de ces expériences qui le transforment. Comme sa rencontre avec sœur Marie-du-Perpétuel-Secours, une de ses enseignantes à l'institution Sainte-Marguerite à Tours. Il doit à celle qu'il surnomme SOS de lui avoir « inculqué l'intelligence ». Le jeune Philippe s'ouvre au savoir, se charge de bagages : bac technique en gestion, puis l'IUT techniques de commercialisation à Tours, avec son « po-

teau de toujours », Christophe Bouhour, ami dans la vie et associé dans les affaires. C'est avec lui qu'il va faire fortune dans l'immobilier.

Et en politique ? Le Général est son idéal, et le cabinet d'André Voisin son école. Dans cet univers gaulliste, c'est Jacques Chirac qui l'aide à gravir les marches depuis la mairie de Saint-Cyr jusqu'au secrétariat d'État à l'Aménagement du territoire.

Comment Philippe Briand a-t-il réussi un tel parcours ? Dans la classe politique, les superlatifs ne manquent pas, à droite comme à gauche. « Fraîcheur en politique », pour Marc Pomme-reau (droite), « garçon dynamique, qui aime les gens » pour Yves Dauge (PS), « homme tonique » pour Jean Germain (PS).

C'est en l'entendant raconter des histoires que l'on comprend d'où il tire sa force. Philippe Briand sait écouter, s'imprégner de l'autre. « J'aime les gens », confie-t-il. Ce qui ne l'empêche pas le moment venu de trancher sans faiblesse, quitte à se faire des ennemis auprès desquels il n'hésite pas à exercer une puissante force de dissuasion. Il le reconnaît lui-même, c'est son défaut : « Je suis rancunier et je paie toujours mes dettes. » Il a même une devise qui relègue la loi du talion au rayon des gentillesse : « Pour un œil les deux et pour une dent toute la gueule... » (généralement attribuée à Lénine, cette terrible formule fut imprimée en 1934 dans les colonnes de L'Humanité sous la plume de son rédacteur en chef d'alors, Vaillant-Couturier, par ailleurs membre du comité central du PCF).

Philippe Briand est encarté au RPR dès 1977. Il entre au conseil municipal de Saint-Cyr en 1983, en devient adjoint en 1985 et maire en 1989. Il est élu conseiller régional en 1990 et député en 1993.

D'où Philippe Briand tire-t-il sa vocation d'homme politique ? « Un jour, j'ai vu mon père saluer Bernard Chautemps, l'adjoint au maire. En voyant le respect dans son salut, je me suis dit qu'il faudrait qu'un jour je devienne adjoint au maire. » Mais pour faire du jeune gestionnaire un homme politique, il faut un maître d'apprentissage. C'est André Voisin, le « président »

qui va s'en charger. L'ancien « patron historique du département » jusque dans les années 80 (président du conseil général d'Indre-et-Loire, député RPR de la 4e circonscription) va forger sa carrière comme celle de la plupart des collaborateurs de son cabinet. « À la mort de mes parents, il m'adopte, raconte Philippe Briand. Je ne connaissais rien aux institutions. Il me forme. C'était un homme d'une stature incroyable. Chez Voisin, il y avait du De Gaulle. Il nous a appris à ne pas être médiocres, à refaire les discours huit fois de suite. Il a fait de nous des mecs debout... ». Qui ça « nous » ? Le cabinet de Voisin, où l'on retrouve, outre Philippe Briand, Jean-Gérard Paumier, Pascal Rivet (devenu secrétaire général de la CCI) ou encore Jean-Louis Sureau (directeur de la Fondation de France). Un vrai « clan Voisin » qui se retrouve invariablement, rituellement, une fois par an en été « pour bouffer, mais pas seulement ».

Jacques Chirac, c'est la troisième rencontre de sa vie. Beaucoup de choses se jouent entre les deux hommes, encore aujourd'hui. En 1992, Jacques Chirac est en Touraine, Philippe Briand s'exprime devant lui et usant de son plus grand talent : l'art de raconter des histoires et d'imiter les personnages. Qui imite-t-il ? Jacques Chirac !

C'est Chirac, explique Philippe Briand, qui lui demande de se présenter aux législatives de 1993, alors que Renaud Donnedieu de Vabres est candidat. Le scénario est catastrophique. Juppé lui retire l'investiture RPR, Philippe Briand se maintient. Dans ces primaires fratricides, RDDV se retire avant le premier tour.

RDDV lui en veut-il ? Un an avant les municipales de 2008, RDDV confiait, à propos de Philippe Briand : « Il faudra qu'on se rencontre pour préparer ça. Il faut que je sache, quand je bouge une pierre à Tours, s'il n'est pas derrière... » La boutade faisait sourire Philippe Briand. Le maire de Saint-Cyr n'a jamais caché sa sympathie pour Jean Germain : « On a réussi à bâtir l'agglomération de manière équilibrée parce qu'il n'a pas été hégémonique et con. Si on répartissait les sièges au poids démographique, c'était dix sièges pour Tours et un seul pour Saint-Cyr. Il a ac-

cepté une représentation aux nombres de conseillers, ça a donné cinq/trois... » Philippe Briand n'a évidemment rien contre son « ami » RDDV. Ce dernier peut-il compter sur son soutien dans la course au fauteuil de maire de Tours ? Philippe Briand a une réponse en forme de conseil, ou de constat : « Nous sommes ici en terres radicales. Pour prendre Tours, il faut être un Royer... ».

Les bonnes affaires de Philippe Briand naissent de l'adversité : à la mort de ses parents, il hérite : 300 000 F qu'il investit dans des studios. Il s'intéresse à l'immobilier, connaît quelques déboires avec un associé nazillon qui lui vaut une cabale en fascisme. « C'était dégueulasse, commente-t-il, j'en ai été la première victime. »

Dans les années quatre-vingt-dix avec son « poteau de toujours », il crée le cabinet Bouhour-Briand. L'affaire va prospérer. À tel point que le cabinet assure aujourd'hui 1 200 restaurants Mac Donald, toute la chaîne Quick, les Hippopotamus, des concessions automobiles et deux entreprises cotées. Affaires immobilières aussi. Philippe Briand « industrialise le dispositif » dans le domaine de la gestion de biens avec Citya, qui ne pèse pas loin de mille salariés en France (40 à Tours), 70 millions d'euros de chiffre d'affaires (dont quatre millions d'euros à Tours). « Une location tous les quarts d'heure, une transaction toutes les 90 minutes », résume Philippe Briand.

Le succès dans le business, une des clés qui permettent de comprendre le phénomène Philippe Briand. L'argent qu'il gagne lui permet de se payer cette liberté de ton qui le sert en politique. Sa carrière, il le sait, est liée à son indépendance financière. C'est une des grilles d'analyse de sa démission au poste de secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, en avril 2004, au bout de quinze jours. Motif : incompatibilité juridique entre son statut ministériel et sa fonction de directeur d'un cabinet d'assurances et de président d'un groupe de gestion immobilière.

Pour se maintenir, Philippe Briand aurait dû quitter ses affaires, passer au second plan, être largement imposé sur la fortune, perdre sa place, un outil de production dont il avait « indus-

trialisé le dispositif », et donc sa belle indépendance. Être obligé de devoir se concevoir un avenir en professionnel de la politique, ou une planque de haut fonctionnaire, quand on est fils de petits commerçants, ça ne fait pas forcément rêver. Et puis il ne se voyait pas expliquer à ses collaborateurs qu'il allait devoir les lâcher alors que beaucoup étaient venus pour lui...

Ceux qui l'aiment ne tarissent pas d'éloges et ceux qui le détestent ont la dent dure. Que disent-ils ? « Quand il a une idée, il faut qu'elle s'impose aux autres... ».

Quoi d'autre ? « Autoritaire, il est prêt à tout faire pour obtenir ce qu'il veut. Les gens n'ont qu'à bien se tenir, car la fin justifie les moyens. ». Mais attention, ça n'est pas si simple, il y a la méthode : « Il peut être très cassant, mais il faut lui reconnaître une chose : il sait y faire pour convaincre, il est capable de discuter avec tout le monde. Il serait même capable de discuter avec le diable. Dans ces cas-là, il s'adapte à son interlocuteur avec beaucoup de talent. Il aurait pu faire une très belle carrière de comédien... » Les autres sons de cloche jouent à l'unisson : « calculateur », « séducteur », « populiste », « grand manipulateur »...

Mais il est vrai, l'exercice est injuste : on fait ici un portrait de Philippe Briand à visage découvert tandis que ses opposants – on n'osera pas écrire ses ennemis – ne s'expriment qu'avec un masque sur la figure.

Quand on leur demande des déclarations officielles, ils se taisent. Pourquoi ? Parce qu'ils ont peur. De quoi ? Après tout, le maire, le député ou le secrétaire d'État, même à la quinzaine, ne sont que des élus qui peuvent, au gré des courants d'opinion, surfer ou plonger, nager ou se noyer. Quant au patron, tout salarié se sentant opprimé peut rompre son contrat ou aller aux prud'hommes. Mais non, Philippe Briand en impose, fait peur, et ce ne sont pas ses mandats ou ses fonctions qui suffisent à expliquer le phénomène. Ce qui compte est ailleurs. C'est dans la façon d'être un « mec debout » comme il l'a appris à l'école du président Voisin. Le « mec debout », cela n'est pas seulement celui qui se dresse : c'est aussi celui qui ne s'incline pas. Quand il doit défendre ses

intérêts, Philippe Briand sait rester inflexible. Sur des terres – des fiefs pourrait-on dire – marquées par mille ans d’histoire des rois de France et de franc-maçonnerie, l’exercice prend tout son sens. Celui qui reste debout quand tout le monde fait la courbette apparaît instinctivement comme l’homme qui commande. C’est peut-être pour cela aussi que Philippe Briand aspire davantage au pouvoir local qu’à celui des maroquins parisiens. Sous d’autres cieux, les vents sont plus rudes. Ils peuvent même, parfois, pousser les plus raides à s’incliner.

Aujourd’hui, Philippe Briand est le patron du quatrième administrateur de biens en France. Ce bijou n’appartient à aucun groupe. Alors que les trois autres ont été intégrés à des banques qui marient la vente de biens à celle de financements, il résiste aux sirènes.

En politique, Philippe Briand, fidèle chiraquien, a trouvé sa place dans la majorité présidentielle sarkoziste. Là, il y avait du travail : quand le Nicolas Sarkozy roulait pour Balladur, Philippe Briand a eu droit à un de ces numéros dignes des guignols de l’info : « Mais ça n’est pas très sérieux, cher Philippe Briand, de soutenir Monsieur Chirac. Édouard Balladur fera un très bon président pour notre pays. Et puis il y a tellement de fonctionnaires de l’administration fiscale qui ne demandent qu’à s’intéresser à vous... »

Depuis, Philippe Briand aura eu droit à la reconnaissance chiraquienne, puis à un cadre supérieur de l’administration fiscale dédié exclusivement à la surveillance de son entreprise...

Quand on est questeur à l’Assemblée nationale, ça doit être assez plaisant ! Surtout quand au final, on a fini par rouler efficacement pour Sarko et que, cerise sur le gâteau, on a contribué à alimenter l’UMP en nouveaux adhérents. Bref, de quoi donner envie de passer le reste de sa vie encore longue à siroter des cocktails sur une plage de Floride.

3. Et pour le reste de la distribution

Voilà les stars de cette aventure. Mais il ne faut surtout pas oublier les seconds rôles, ceux qui, sans apparaître sous les projecteurs du devant de la scène de ces municipales de 2008, traversent le champ de temps en temps, où même restent dans l'ombre, juste pour glisser quelques tirades.

Jean-Patrick Gille, c'est l'homme qu'on ne voit pas venir. Militant, philosophe, idéaliste... Premier adjoint de Jean Germain tout de même, mais bourré d'incertitudes. Il ne doute que de lui-même jusqu'à ce jour béni où il bat RDDV pour devenir député socialiste d'Indre-et-Loire à Tours, une configuration historique. Le dernier socialiste à avoir occupé ce poste n'est autre que Jean Meunier, grand résistant fondateur de la Nouvelle République, le quotidien régional.

Marc Pommereau, sorte de José Bové de la droite tourangelle. Moustaches de Gaulois, formation trotskyste... Maire de Vallères, charmante bourgade du Ridellois, près de Chinon, depuis 1995, conseiller général depuis 1997, il est tombé en politique un peu par hasard, non-inscrit, et s'est retrouvé propulsé en 2001 à la tête du conseil général d'Indre-et-Loire sans que quelqu'un semble avoir pris la peine de lui demander son avis. Le prof de mathématiques n'a pas calculé grand-chose. Ce frère du Grand Orient aura eu le mérite de payer de sa personne pour démontrer que les dessins du grand architecte, « c'est vraiment des conneries »... D'où l'annonce de sa retraite avant même que la campagne ne soit ouverte.

Colette Girard, ténor de l'UDF, compagnon de route de RDDV au conseil régional dans cette terrible élection de 1998 où un morceau de la droite n'était pas hostile à la signature d'un pacte avec le FN pour prendre le pouvoir. Elle et lui refusent courageusement l'infamie. Mais plus tard, lui (Renaud) jouera la fusion des centristes dans l'UMP. Elle (Colette), ne le lui pardonnera pas et rejoindra, à Tours, le socialiste Jean Germain.

Alain Devineau. Leader de l'UDF lui aussi, et compagnon de route de Colette Girard. L'homme poussé par le tramway pour Tours depuis un quart de siècle en a défendu loyalement le projet sous Jean Royer, dont il fut adjoint es-compétence de 1989 à 1995, quittant son maire qui n'en voulait plus épouser la cause. Lui aussi file aux côtés de Jean Germain en 2008. Ce qui vaudra à Alain Devineau comme à Colette Girard de se faire suspendre du MoDem. Ce qui donnera à Jean Germain entre 3 et 5 % de voix aux municipales.

François Lafourcade. Le Vert qui se compte. Devant une plate-forme politique et programmatique de Jean Germain qui se recentre, le Vert Lafourcade veut exister dans cet espace libéré à gauche et il y parvient. Roulant seul au premier tour, il capitalise un électorat bobo-écologiste-altermondialiste non négligeable qu'il orientera au second tour vers Jean Germain. Gagnant au passage quelques engagements sur des dossiers et un poste d'adjoint.

Robert Sabourin. Intellectuel limonadier récurrent. Et trop bavard. Pigiste à Nice-Matin dans une vie antérieure, le patron du bistrot Le Helder a gardé du goût pour l'info... et l'intox. On peut le lire facilement dans la presse nationale qui débarque en Touraine pour comprendre l'exception tourangelle et ses réseaux de francs-maçons beaucoup plus efficaces et purs qu'à Paris. Comme il est le seul frangin à s'afficher comme tel et qu'il en sait un peu long sur son obédience et les autres, le patron est pour les journalistes de passage un bon client.

Il joue tant et si bien de ses réseaux et de sa transversalité entre les obédiences qu'il apparaît dans le comité de soutien de Jean Germain aux municipales à Tours tout en roulant pour Guillaume Peltier, qu'il conseille finement, aux cantonales sur les Rives du Cher...

Bruno Lavillatte est à la croisée des chemins. Né en 1959 à Blois, philosophe, historien, sociologue... il est maître de conférences à l'Institut Pétrarque de Milan et auteur de nombreuses publications tant en Italie qu'en France. Conseiller municipal d'opposition à Tours aux côtés de RDDV et attaché parlementaire du député Philippe Briand, l'homme est réputé être la voix de l'un

chez l'autre... et vice versa. Une situation bipolaire qui le place au beau milieu de beaucoup de non-dits et de secrets. Celui qu'on appelle « l'éminence bleue » s'est toujours obligé au silence. Il se dévoile enfin.

Jacques Petitjean. Si vous aimez les films de Claude Lelouch, vous l'avez aperçu sans même vous en rendre compte. Cet ami de toutes les stars, ancien grand pourvoyeur de fonds événementiels dispose d'un agenda gros comme un « who's who ». Mais il est peuple plus que people. On le soupçonne d'avoir été curieux sinon séduit par Jean-Louis Tixier-Vignancour, dont Jean-Marie Le Pen est directeur de campagne en 1965. Ou par le candidat à la présidence de la République Française en 1974, Jean Royer, alors ministre de Pierre Messmer, député et maire de Tours de 1959 à 1995.

Ancien colistier de RDDV en 2001, Jacques Petitjean marche pour Jean Germain en 2008. Élu le 16 mars, comme garant d'une victoire écrasante, puisque dernier dans l'ordre de la liste, il se retrouve à siéger au conseil municipal de Tours juste à côté du premier élu de l'opposition dans l'ordre alphabétique : Renaud Donnedieu de Vabres. Doyen de la majorité, il prononce le 21 mars 2008 lors de la première séance du nouveau conseil un discours qui va faire causer à Tours.

Jacques et Olivier Saint-Cricq. Patrons de presse de père en fils, dans le sillon de Jean Meunier, grand résistant, député-maire socialiste de Tours à la libération et fondateur de la Nouvelle République du Centre-Ouest, père de Mireille, devenue épouse de Jacques Saint-Cricq, père d'Olivier, successeur légitime et actuel dirigeant du titre.

Jacques Saint-Cricq réservera au jeune RDDV qui débarque à Tours en préfectorale le meilleur accueil. Olivier hérite, entre autres particularités d'entreprises plus ou moins faciles à assumer, de cette proximité. Il doit apprendre à la gérer pour asseoir sa propre légitimité. Pas simple avec une rédaction réputée, comme partout, être à gauche. Mais on dit aussi que les grands patrons de presse régionale sont conservateurs...

Serge Babary, né le 16 Juillet 1946 à Tours. Chef d'entre-

prise, ancien adjoint de Jean Royer de 1989 à 1995, puis conseiller municipal d'opposition de 1995 à 2001, il est un des seuls « vieux de la vieille » de la droite tourangelle à repartir au combat sur la liste de RDDV. À peine élu, il démissionne. Et s'en explique dans un communiqué ravageur : « La liste municipale de RDDV ne peut prétendre qu'à dix élus et se trouve bloquée dans l'opposition pour les six prochaines années, son leader souhaitant rester dans cette position. Cette situation ne me semble pas porteuse de renouvellement et ne marque aucune rupture avec les pratiques politiques qui ont entraîné des échecs successifs. »

Pascal Ménage, né le 21 mai 1960, médecin neurologue, élu suppléant de Renaud Donnedieu de Vabres le 16 juin 2002, il devient député le 1er mai 2004 suite à l'entrée au gouvernement de RDDV.

Enfin, ne pas oublier Hervé Novelli. Né le 6 mars 1949, le secrétaire d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et moyennes entreprises, du Tourisme et des Services, dans le gouvernement de François Fillon est aussi le patron d'une entreprise tourangelle de vingt salariés, spécialisée dans la fabrication de prothèses, à Richelieu.

Il a en commun avec Guillaume Peltier des débuts politiques très à droite. Dans les années soixante il est à Occident, avec Alain Madelin, puis à l'Ordre nouveau, au Front National et au Parti des Forces Nouvelles dans les années soixante-dix. Années quatre-vingt, tandis que la gauche prend le pouvoir en France, il rejoint le Centre national des indépendants et paysans, puis l'UDF et son ami Alain Madelin dont il sera le chef de cabinet. À la fin des années quatre-vingt-dix, il est, comme Renaud Donnedieu de Vabres, aux premières loges des règlements de comptes entre Alain Madelin et François Léotard.

III. Prélude

1. Les favoris dans la première...

26 mai 2007. Campagne des législatives. Deux poids lourds dans la première circonscription : Renaud Donnedieu de Vabres et Jean-Patrick Gille. Comment font-ils campagne ? Jeu de pistes... Porté par la vague bleue de Sarko et son « équation personnelle », RDDV devrait, en tout cas selon les sondages nationaux, retrouver le fauteuil de député qu'il a occupé entre 1997 et 2002. Oui mais la première circonscription a changé et au second tour de l'élection présidentielle, Ségolène Royal est passée devant Nicolas Sarkozy. Alors, même si la tendance nationale est au bleu, le PS local croit en une exception tourangelle pour confier cette première circonscription à son cador de premier secrétaire.

C'est donc sur le terrain que se joue la partie. Et là, on est en plein antagonisme : en meeting, RDDV vous décroche un premier prix d'éloquence les doigts dans le nez. Il était même limite grandiloquence dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville devant un gratin très Tours-Centre. Quelques jours plus tôt, sous le préau d'une école du Sanitas, il s'en sortait bien en expliquant à une institutrice au bord de la crise de nerfs que punir les élèves irrespectueux était une nécessité, tout comme leur offrir des loisirs dignes de ce nom.

JPG, sans strass ni paillettes, s'enferme souvent dans une dialectique pas toujours limpide. Mais il est tout bonnement pragmatique tandis que RDDV fait décoller le niveau du débat dans des sphères si hautes qu'on en perd parfois l'objet de vue.

Alors, c'est bien sur le trottoir, au contact de la population, que l'on mesure le mieux la différence. RDDV écoute, ouvert, attentif, presque en empathie. Il est extrêmement rassurant face à ces électeurs qui confient leurs soucis. Puis il ponctue la conversation par un « laissez vos coordonnées à mon collaborateur, on va s'en occuper ».

JPG, lui, ne s'ouvre pas aussi facilement. Il écoute – avec un brin de distance – jusqu'à ce qu'il ait pu mesurer précisément le problème. Quand un commerçant du Vieux-Tours l'interpelle pour se plaindre des débordements de la terrasse du bistrot d'à côté, JPG sort presque le double décimètre pour voir si c'est vrai. Ensuite, il engage un dialogue sur la façon de régler concrètement le différend sans rien promettre. Qu'est-ce qui l'anime ? « Ma conscience, confie-t-il, un idéal d'émancipation de l'être humain. » Quant à RDDV, c'est « l'engagement, le refus de la grisaille ».

Ce qui a changé sur la première circonscription, c'est aussi l'épaisseur des deux hommes : JPG l'« apparatchik », sort un peu plus qu'avant de l'ombre de Jean Germain. Il a pris de l'envergure à gauche et de l'enracinement sur le terrain : animer les réunions de conseils de vie locale vous fait rencontrer du concitoyen. La formation professionnelle et l'insertion vous remettent les pieds sur terre.

Quant à RDDV, il n'est plus tout à fait le même homme. Le dévoué serviteur de l'État, c'est une tradition familiale de Chaban à Sarko en passant par Léotard et Chirac, vient d'encaisser trois années à la Culture. Les intermittents... ça vous durcit un ministre. En tout cas, ces épreuves lui ont donné de la robustesse pour s'imposer dans le paysage de la droite tourangelle. Au point d'obtenir le ralliement du discret Marc Pommereau et du tonitruant Philippe Briand. RDDV suit son plan de route : législatives, leadership, mairie de Tours. Ses moyens : « Conscience, âpreté, précision ».

Vous voulez encore mieux connaître les favoris de la première circonscription ? « JPG a une forme de sincérité, explique RDDV. Il est certainement beaucoup plus authentique que d'autres à gauche autour de lui. Mais bon, politiquement, ça n'est pas un enfant de l'assistance. ». Et RDDV ? « Je crois que c'est un gars qui s'est embarqué en politique un peu par hasard, commente JPG. Il n'est pas fait pour ça. Il est sûrement dans une sorte de personnage dont il joue le rôle. »

2. Tapette à mouches

28 mai 2007. En campagne électorale, il faut toujours prendre soin de maîtriser sa communication et prendre garde aux dérapages. Exercice difficile, surtout sur Internet, où l'on trouve sur le blog de Jean-Patrick Gille une référence à « RDDV le jeu, pour se défouler ». Le but ? « Empêcher Donnedieu d'atteindre l'Assemblée nationale ». Quand vous entrez dans le jeu, vous voyez effectivement l'Assemblée nationale, sur fond d'immeubles parisiens. Apparaissent de petites mouches à tête humaine qui grossissent au fil de la partie. Le visage sur le corps de l'insecte est celui du candidat aux législatives de l'UMP. Le curseur de votre souris est transformé en... tapette à mouches et d'un simple clic, vous pouvez écrabouiller la drosophile.

Écrabouiller la mouche RDDV pour l'empêcher d'accéder à l'Assemblée nationale va devenir un jeu dangereux. Au bout de quelques jours, cette petite application ludique, accessible sur le blog du candidat du PS aux législatives, fait l'objet d'une autocensure avec un petit bandeau d'explication. On y lit : « Suite à l'incompréhension suscitée par ce jeu qui n'avait d'autre but que de faire rire, le candidat (Jean-Patrick Gille) a demandé son retrait immédiat, afin de continuer une campagne de fond, projet contre projet. » Le philosophe Gille vient de se souvenir de Freud, de Lacan et de Saussure...

Il faut dire que sur le blog de « JPG », les commentaires ont été critiques, dans le genre : « Je trouve que l'on atteint le niveau zéro de la politique. ». Certains même devaient être très durs, parce qu'ils ont été tout bonnement censurés par le modérateur.

Certes, il est difficile de faire la part des choses sur les blogs politiques : ils peuvent être victimes d'intoxications avec de vrais faux militants qui cachent en fait des opposants. D'autant que les blogueurs signent souvent avec un pseudo.

RDDV réagit sur son blog : « Aucune provocation ne me

fera dévier de ma ligne de conduite. Une campagne électorale est un beau moment d'information, de confrontation d'idées et de projets, de libres discussions. Pour nourrir la réflexion de nos concitoyens. L'attitude socialiste à Tours où se mêlent la calomnie, l'injure et la discrimination n'est pas seulement honteuse, abjecte et dégradante. Elle serait passible de la loi si je ne préférerais le mépris. Le respect de la personne humaine, de la vérité et de la déontologie sont des principes sacrés pour moi. Il y va de la réconciliation de nos concitoyens avec la politique. Les bas-fonds où se complaisent certains leur ressemblent. Ils s'y confondent avant de s'y noyer ! Ce qui est au fond positif, c'est que les masques tombent et que les vrais visages de petite haine ordinaire apparaissent... Malgré les démentis hypocrites ! ».

Tout ça à cause de – ou grâce à – un jeu de potache dont l'auteur, Adrien Soisson, alors animateur fédéral des MJS, n'imaginait pas un seul instant qu'il glisserait vers la question de l'homophobie et l'outing de RDDV sur la blogosphère et la scène politique des législatives.

Mais si le glissement sémantique de la tapette a eu un tel retentissement, ça n'est pas un hasard. Au travers de cette affaire, c'est un vrai procès en personnalité qui est fait à RDDV : pourquoi ce garçon toujours célibataire à cinquante ans cache-t-il si soigneusement sa vie privée, ses préférences sexuelles ? Tairait-il une chose honteuse ? Refoulerait-il, par exemple, des penchants homosexuels ?

Cela fait un moment que la presse nationale s'y intéresse. Et c'est compliqué depuis les manifs anti-pacs de 1999, où RDDV a été vu. RDDV a toujours démenti, expliquant que s'il était là, c'était pour accueillir une délégation... Un vieux procès en suspend qu'il fallait bien régler un jour ou l'autre auprès d'une communauté *gay* qui se bat fermement à Tours depuis l'oppression des années Royer, franchement aussi homophobe que l'est aujourd'hui un Philippe de Villiers conseillé par... Guillaume Peltier.

Une communauté *gay* tourangelle qui préférera rouler pour l'adjoint à la Culture du maire de Tours, Jean-Pierre Tolo-

chard, homosexuel et fier de l'être. Jean Pierre Tolochard qui se bat pour faire reculer l'homophobie depuis le début des années 80 et, en accédant au pouvoir avec Jean Germain, libère la communauté homo de Tours : une maison des homosexualités, des bars homos. Vingt ans plus tard, pour la première *Gay Pride* à Tours, en 2006, ils étaient 800 dans les rues.

Poids de l'électorat catholique, pudeur ou souci de protéger un jardin secret ? Renaud Donnedieu de Vabres n'a jamais voulu s'exprimer publiquement sur ses moeurs.

3. C'est serré

10 juin 2007. Premier tour des législatives : RDDV, 38,13 % ; Jean-Patrick Gille, 31,89 % ; Colette Girard (MoDem) 9,62 % ; Guillaume Peltier, 5,92 %. Comme un air de déjà-vu sur la première circonscription de Tours : l'UMP Renaud Donnedieu de Vabres est en tête, avec 6,24 points devant le PS Jean-Patrick Gille. Arrivent ensuite Colette Girard (MoDem) et Guillaume Peltier (MPF).

Un quarté tout en nuances au regard des scores. D'abord parce que les deux qualifiés pour le second tour sont en recul par rapport à 2002, tant RDDV que Jean-Patrick Gille, mais dans une moindre mesure. Face à une impressionnante vague bleue, Jean-Patrick Gille ne résiste pas si mal, mais pas aussi bien que Ségolène Royal au second tour de la présidentielle. Quant à RDDV, il est en-dessous du score national de l'UMP.

Pourquoi ? Parce qu'au centre, Colette Girard fédère quelque 3 000 électeurs, et qu'à la droite de la droite, Guillaume Peltier recueille près de 2 000 voix. Et c'est probablement là la véritable surprise de ce scrutin : le numéro deux de Philippe de Villiers triple presque le score de son patron.

C'est là que ça se corse : RDDV et JPG vont devoir compter sur les réserves. Pour JPG, on peut les estimer entre 2 000 et 3 000 voix (PCF + Verts + extrême gauche). Théoriquement, pour RDDV, la réserve serait de 5 000 à 6 000 électeurs, si on cumule ceux de Colette Girard et Guillaume Peltier. Mais comme le faisait remarquer à chaud Jean Germain au soir du premier tour : le ralliement du villiériste Peltier à RDDV, « ça ne réjouirait pas les centristes ».

En tout cas sur cette première circonscription, on peut dire que le terrain tourangeau l'a emporté sur les tendances nationales, les électeurs laissant au lendemain de ce premier tour un JPG et un RDDV pas si bien. Les électeurs de JPG ont avant tout voté pour le premier adjoint de Tours et ceux de RDDV davantage

pour « Renaud » que pour l'ancien ministre UMP de la Culture. Comme soixante-dix autres députés déconfits, RDDV n'en finira pas de pester contre Jean-Louis Borloo et la TVA sociale « erreur majeure de communication » selon Renaud Dutreil, ex-ministre des PME.

À l'UMP, Serge Babary, le conseiller général de Tours centre, poste sur son blog un commentaire de la situation : « Au soir du 1^{er} tour des législatives les chiffres sont plutôt favorables pour RDDV sur la 1^{ère} circonscription. Pour le deuxième tour, le candidat PS a quelques soucis à se faire car ses réserves de voix à gauche sont étriquées ; les Verts et le PC sont laminés et ne peuvent lui apporter que de maigres bataillons, l'extrême gauche est sans doute peu mobilisable. Restent les abstentionnistes ? Pour RDDV la situation semble en apparence plus confortable. Le candidat MPF qui se réclame de la majorité présidentielle devrait logiquement lui apporter ses suffrages. La candidate UDF-MoDem qui met constamment en avant son mandat de conseillère régionale élue sur une liste de fusion UMP-UDF ne devrait pas, logiquement, s'écarter de cette proximité... Toutefois, je l'ai entendu dès hier soir, sur France 3, indiquer qu'elle ne donnerait aucune consigne de vote, suivant en cela les positions du MoDem national. On a pu entendre en direct, immédiatement, Jean-Patrick Gille se déclarer très satisfait de cette attitude ! Cette stratégie ambiguë, si elle devait se poursuivre, serait suicidaire pour les municipales à venir sur Tours. Les électeurs tourangeaux ayant permis à Colette Girard d'être élue à la Région sur une liste d'union UMP-UDF apprécieront ce retournement ! (Et tout particulièrement les candidats qui se sont écartés lors de la fusion pour laisser leur place aux candidats UDF !) Bref, ce positionnement marginal ne devrait pas avoir trop de conséquence pour l'Union de la droite et du Centre autour de RDDV pour le deuxième tour. Rien n'est joué cependant, il faut une mobilisation totale le 17 juin ! Les électeurs tourangeaux, comme dans l'ensemble de la France, auront à cœur de confirmer leur souhait de donner une majorité forte au Président de la République pour mettre en œuvre rapidement les réformes qu'ils attendent avec impatience. »

Le 13 juin, fort des quelque 2 000 électeurs qui se sont prononcés pour lui, Guillaume Peltier, candidat du MPF, appelle à voter pour Renaud Donnedieu de Vabres au second tour. C'est à l'issue d'une rencontre de près de deux heures avec RDDV, précise-t-il, qu'il a pris la décision de soutenir le candidat de l'UMP, « un entretien direct, franc et chaleureux au cours duquel des engagements ont été pris par Renaud Donnedieu de Vabres », insiste Guillaume Peltier. Il s'agit d'engagements sur le « non à l'entrée de la Turquie dans l'Europe », une « politique familiale ambitieuse », la « baisse des charges pour les PME, les artisans et les commerçants », l'« affirmation des lois de la République contre tous les communautarismes », l'« engagement sur un pacte de confiance pour les élections municipales et cantonales pour battre la gauche et le duo Germain/Gille en mars 2008 et redonner à la ville de Tours le rayonnement qu'elle mérite ». RDDV démentira avoir évoqué ces sujets avec Guillaume Peltier.

Mais la position de Colette Girard est moins nette : elle ne donne aucune consigne de vote en public. Et en privé, elle ne semble pas franchement aller dans le sens de RDDV.

Un bilan de ministre critiqué, une polémique, un adversaire socialiste farouche dans une ville de gauche qui vient de s'illustrer en affichant un vote Royal fort, un soutien villiériste plutôt embarrassant, une défaillance centriste, beaucoup d'absentionnistes au premier tour... les dés sont jetés pour le second.

4. Par 666

Le dimanche 17 juin, vers 20 heures, c'est plié. Le socialiste Jean-Patrick Gille devance RDDV : 51,07 % à gauche, 48,93 % à droite. L'abstention est encore forte (41,67 % contre 16,34 % au second tour des présidentielles). 15 826 électeurs ont voté pour JPG, 15 160 pour RDDV. L'écart entre les deux candidats est de 666 voix, ça ne s'invente pas.

Le soir même, Renaud Donnedieu de Vabres commente à chaud sa défaite : « J'ai le sentiment d'avoir mené une campagne digne, à la différence de celui qui a été élu et qui a mené une campagne dans le déshonneur. Les caricatures, les saloperies, ça n'est pas très digne pour ceux qui en ont profité... »

Le 18 juin, sur son blog, il précise le fond de sa pensée : « Je me suis rasé ce matin la tête haute. Fatigué. Déçu de ne pouvoir représenter à l'Assemblée nationale mes concitoyens de Tours. Mais fier d'avoir mené une campagne positive, seule méthode susceptible de réconcilier nos concitoyens avec la politique. Que ceux qui aiment le caniveau y pataugent... Ils finiront par s'y noyer, ou par se déchirer et se détruire entre eux. Tours reste ma ville. Celle avec laquelle s'est tissé un vrai lien depuis presque trente ans, n'en déplaît aux analystes partiaux. Cela m'a permis d'améliorer le score de Nicolas Sarkozy. Si la tempête TVA sociale ne s'était pas levée avec violence, aujourd'hui j'aurais le magnifique privilège d'être député de Tours. C'est violent la politique. C'est violent de toujours proclamer : le peuple a raison... » Défaite, déceptions... Après une telle dégringolade, certains pensaient que Renaud Donnedieu de Vabres se retirerait de la vie politique. À ce moment précis, Renaud semble lui-même ne pas trop savoir. Quoique...

29 juin 2007, réflexion et message sur le blog de RDDV : « Dans l'édition de la Nouvelle République de ce matin page 3 une pub : “quel avenir à Tours pour RDDV ?”. Une pub ? Mais c'est donc pour faire vendre ! Si ça continue comme ça, ça va me

donner la grosse tête ! Comme ministre, je me suis occupé du soutien concret à la presse quotidienne nationale, régionale et départementale. Comme citoyen, conseiller municipal, ancien ministre et candidat battu, je suis heureux de contribuer à la stratégie commerciale de la NR ! Si je fais grimper les ventes, c'est bon signe pour mon avenir électoral aux prochaines municipales... À ce sujet, chacun, j'imagine, aimerait bien savoir le conseil que m'a donné le Président de la République que j'ai rencontré hier après-midi à l'Élysée... Mais ça c'est secret ! Je m'arrête pour aller sur le marché Saint-Paul, prouver à mes concitoyens que Tours c'est ma ville et que je ne fais pas partie de ces élus qu'on ne voit sur les marchés qu'en période de campagne électorale... Combien de fois n'ai-je pas entendu cette remarque acerbe et parfois malheureusement justifiée ? »

Cette « pub » annonçait une interview à paraître le lendemain dans la NR, où RDDV revient notamment sur le jeu de la tapette à mouches : « J'aurai pu porter plainte et je ne dis pas que je ne le ferai pas. J'ai trois mois pour me décider. Mais c'est vrai que ce jeu homophobe sur le site des MJS pendant la campagne était ignoble. C'est vrai que je n'ai pas aimé le comportement d'adjoints au maire de Tours faisant le bruit de la mouche sur mon passage ou exécutant des bras d'honneur dans les couloirs de TV Tours (lors d'un débat entre RDDV et JPG). Ce sont des méthodes de voyou... » Mais de sa vie privée, une fois de plus, RDDV ne lâchera rien : « Parle-t-on des maîtresses des uns ou des autres dans les campagnes électorales ? »

Le 14 septembre 2007, RDDV annonce à ses amis de l'UMP tourangelle qu'il se lance dans un nouveau combat : il conduira la liste de la majorité présidentielle aux élections municipales de mars 2008. Mais ça ne rentre pas comme une évidence dans les esprits d'autres, à droite, qui se verraient bien mener la bataille à la place de Renaud Donnedieu de Vabres.

IV. En piste

1. Blogopolitique

Caractéristique marquante de cette campagne municipale à Tours : elle se joue aussi dans la blogosphère. Grâce notamment à Guillaume Lapaque. La trentaine, blogueur passionné et fondateur d'une agence de presse spécialisée dans la gastronomie et les vins de Loire. Il découvre la blogosphère en 2005 et crée dans la foulée www.touraineblogs.com, une plateforme de blogs locaux tourangeaux qui connaît un succès rapide. Ce qui est intéressant, c'est que ce virtuose de la blogosphère va se propulser à la tête d'une improbable liste du MoDem aux municipales de Tours après la défection des deux leaders historiques et l'échec d'un transfuge, David Martin, ancien adjoint de Jean Germain.

Mais surtout, dans la blogosphère politique tourangelle, il n'est pas le seul. Il peut compter sur l'animateur fédéral des MJS, Adrien Soisson, auteur de « RDDV, le jeu » qui défraie la chronique des législatives. Il y a aussi un futur colistier de Renaud Donnedieu de Vabres : Christophe Becker. Ce quadra est également auteur d'un blog où il se présente ainsi : « installé à Tours avec ma famille depuis juillet 2003, je prends la « navette » quotidienne pour Paris où je dirige une petite PME d'une douzaine de personnes... » Ajoutez-y Stéphane Fradet, 25 ans, secré-

taire départemental du Parti radical (valoisien) d'Indre-et-Loire, Serge Babary, le conseiller général de Tours, tous deux colistiers de RDDV, et vous obtenez le noyau actif d'une blogosphère qui se met en friction fin septembre 2007, précisément sur le « blog des blogs » de Guillaume Lapaque.

L'auteur de *touraine.blog* y poste un message qui va faire parler : « Pendant l'été, alors que Renaud Donnedieu de Vabres semblait hésiter à se présenter une seconde fois comme tête de liste aux élections municipales de Tours, on raconte que certains voulaient pousser à sa place les candidatures de Pascal Ménage, son ancien suppléant, ou de Serge Babary, conseiller général de Tours, qui fut suppléant de Michèle Beuzelin, contre RDDV, aux législatives de 1997 ». Évidemment, ce « on raconte » est proprement invérifiable et sera immédiatement et légitimement taxé de mauvaise « rumeur » par une droite qui semble aujourd'hui unie derrière la candidature de l'ancien ministre de la Culture. Sauf que... Parfois, au détour d'un blog, on découvre une parcelle de vérité. Ainsi, sur le blog de Stéphane Fradet, responsable des Jeunes Radicaux d'Indre et Loire, chargé de mission au bureau national des Jeunes radicaux (la branche jeune du parti de Jean-Louis Borloo), on découvre la vidéo d'une soirée de Jeunes Radicaux. Et... Surprise ! Alors que RDDV a très officiellement annoncé sa candidature, les jeunes militants accueillent l'ancien député de Tours aux cris de « Pascal, maire de Tours ! ».

Ni une ni deux, commentaire de Christophe Becker : « C'est effectivement très instructif de voir qu'un bon groupe de jeunes, emmenés par une forte personnalité locale pleine d'avenir, Pascal Ménage, s'engage dans la prochaine campagne derrière la seule équipe crédible pour changer la majorité municipale. C'est également très instructif de constater que l'équipe de reconquête municipale compte des personnes aussi engagées derrière RDDV que Serge Babary ou Pascal Ménage. Pour le reste, il s'agit d'une soirée entre amis, dans la bonne humeur. Que quelques slogans sympathiques pour leur « invité surprise » fusent... Il n'y a rien de surprenant ou de « révélateur ». C'est « bon enfant » tout comme on pourrait crier lors du prochain apéro-blog : « Lapaque prési-

dent » ou « Lapaque à la mairie » ! ;-)) Pour le reste, il y a ceux qui passent leur temps à ressasser le passé et ceux qui préparent l'avenir. Les notes du maître des lieux ne sont jamais innocentes... en attendant de le retrouver officiellement derrière la candidate (d'ailleurs, sera-ce « la » candidate ??? Il paraît qu'il y a quelques tiraillements internes au MoDem ???) de François Bayrou. En période électorale, on peut difficilement être juge et parti, non ? » Adrien Soissons, pour les MJS, écrit : « Vingt jeunes réunis pour boire une bière dans les locaux de l'Uni Jeunes pop avec le portrait de De Gaulle en toile de fond t'appelle ça une dynamique ? Y en a même deux qui font leur rock sans se soucier de la venue de Ménage... »

Guillaume Lapaque : « Désolé Christophe. Je me doutais bien que cet élément qui prouve que l'unité de la droite tourangelle n'est qu'une unité de façade ne te plairait pas. On peut effectivement penser, comme tu l'indiques, que le fait de crier n'importe quel slogan lors d'une soirée étudiante entre copains est parfaitement innocent. Mais publier cette vidéo sur le blog des Jeunes Radicaux d'Indre-et-Loire est nécessairement révélateur d'une réalité. Cela prouve en tout cas que les blogs permettent de connaître des réalités politiques dont la presse locale ne s'est pas encore fait l'écho. »

Entre en scène un certain Dominique Lemoine, MoDem qui, dans la campagne municipale tourangelle finira colistier de Jean Germain. Il réagit : « M. Becker, comment pouvez-vous prôner sur certains de vos billets, une union de toute la droite allant de l'extrême (Peltier) au centre démocrate et cracher en même temps votre venin sur le mouvement démocrate ! Vous avancez à demi masqué pour promouvoir un candidat à la mairie, vous êtes donc vous aussi juge et partie. Je vous invite à prendre du recul et à être plus modeste dans vos certitudes. »

Christophe Becker rétorque : « Je pense que la lecture de mon blog vous montrera que je n'avance pas à demi masqué et que mon soutien à RDDV est clair et sans ambiguïté. Je prône une union de tous ceux qui pensent qu'une autre politique est possible à Tours, qu'un autre projet donnera un peu plus d'ambition

à notre ville. Je m'intéresse peu aux étiquettes politiques mais j'apprécie quand les positions des uns et des autres sont claires et nettes. Je ne suis pas juge. Je suis seulement « parti ». Pour le reste, j'apprécierai sans doute votre invitation et sachant qui vous êtes... bien que la lecture d'un ancien commentaire de votre part sur le blog de Serge Babary m'en donne une petite idée. Dire qu'il existe des tiraillements au MoDem, est-ce « cracher son venin » ? Toute la presse s'est fait écho des difficultés de cohabitation entre anciens socialistes, anciens écolos, anciens besancenistes (c'est comme ça qu'on les appelle ?) et anciens UDF... La Touraine serait-elle seule épargnée par ces querelles internes ? Je vous le souhaite ! »

Dominique Lemoine : « Monsieur Becker, pour savoir qui je suis, vous pouvez demander autour de vous : à RDDV, à Serge Babary etc... Vous faites une allusion un peu ironique (en mettant la page en lien) à un mail envoyé à Serge, en pleine campagne électorale alors que j'étais suppléant d'une candidate aux dernières législatives. Serge a pris le parti de soutenir publiquement RDDV et j'ai considéré que son positionnement était logique, je l'ai donc complètement respecté. Ma réponse sur le blog de Serge à laquelle vous faites allusion, faisait suite à une attaque de Serge sur des sujets qui étaient faux, et Serge le sait bien. Je savais, croyez bien que je ne suis pas naïf, que vous mettez votre talent de blogueur au service de RDDV mais ça va mieux en le disant. Je n'ai donc aucun commentaire à faire sur ce point chacun étant libre de défendre ses idées tant que les propos restent corrects et vrais. Je suis un fervent opposant d'alliance avec des gens de la droite extrême représentés par Peltier à Tours. Pour finir, je suis un ancien porte-parole nationale de CAP 21, ancien secrétaire général adjoint de CAP 21. Je suis toujours responsable de CAP 21 sur la Touraine ».

Retour de Guillaume Lapaque : « Christophe, je n'avais pas caché mon soutien actif à François Bayrou pendant la campagne présidentielle. Je suis, depuis, devenu l'adhérent n°0042487 du MoDem. Pour autant, je ne crois pas avoir jamais détourné TouraineBlogs pour en faire un lieu de propagande en faveur de

François Bayrou ou en faveur de la présidente de l'UDF d'Indre-et-Loire. Fais une recherche sur Bayrou ou MoDem sur ce blog : tu constateras que tu en parles plus souvent que moi ! Je souhaite que TouraineBlogs reste un lieu ouvert, qui suit l'actualité des blogs tourangeaux, militants ou non. J'avoue que j'y mets forcément un peu (beaucoup ?) de moi-même, ce qui me semble inévitable, mais je m'efforce de ne pas le faire de façon partisane. Je confesse également un esprit critique relativement développé, souhaitant qu'il soit excusé par un ton caustique dont j'espère qu'il fait parfois sourire quelques lecteurs. Sans être totalement neutre (est-ce possible ?), je m'efforce en tout cas de rester objectif et intellectuellement honnête. Mais tu as raison de rester vigilant : si je dérape, n'hésite pas à me le faire savoir. »

2. Le cœur à Paris et la tête à Bruxelles

Pendant ce temps-là, Guillaume Peltier, dans le cadre des accords pour les élections municipales et cantonales, rencontre en qualité de numéro deux du MPF des cadres de l'UMP (Alain Marleix, Ange Sitbon, Jérôme Peyrat et Brice Hortefeux...).

La droite locale se tâte : faut-il intégrer le jeune Peltier. RDDV n'y est pas favorable. Début octobre, il lance sa campagne, sans évoquer la question de l'union qu'appelle de ses vœux Guillaume Peltier, qui va dans le même temps recevoir l'investiture de la majorité départementale du conseil général d'Indre-et-Loire, avec la bénédiction du « président » Marc Pommereau, pour les cantonales sur le Val du Cher. Le 19 novembre il se présente aux municipales sur Tours. Et lance son offensive, toute en plans com' et petites phrases. Dont une, cinglante, qui va faire mal.

Le 12 décembre 2007, RDDV est officiellement nommé ambassadeur, chargé de la dimension culturelle de la présidence française de l'Union européenne. Mais les jours précédents cette nomination, l'information a filtré et une rumeur enfle.

C'est ainsi que fin novembre, on dit de lui qu'il aurait accepté une mission internationale confiée par Nicolas Sarkozy en personne pour « préparer une sortie » en cas de scrutin défavorable aux municipales... Tout est parti d'une phrase de Guillaume Peltier. RDDV, l'ancien ministre de la Culture, leader de l'opposition, aurait, selon son challenger, « le cœur à Paris et la tête à Bruxelles ». Une petite phrase qui résonne sur la scène politique tourangelle depuis que nos confrères du Figaro (16 novembre) ont écrit de Renaud Donnedieu de Vabres qu'il accepterait d'être ambassadeur culturel de la France, dans le cadre de la future présidence française au sein de l'Union européenne, une information qu'il avait donnée quelques jours plus tôt à la télé locale, TV Tours.

Une mission qui commencerait fin juin 2008, c'est-à-dire

après les municipales. Depuis, la rumeur galope : en cas d'échec, RDDV trouverait là une sortie par le haut, un avenir international pour oublier une succession de défaites locales.

D'où la prudence de l'intéressé, qui nous précisait alors que « s'il est exact que le Président de la république m'a parlé d'une mission d'ordre culturel, dans le cadre de la future présidence française, tout n'est encore qu'en pointillés. Je ne sais pas encore en quoi cette mission consistera, sinon qu'elle aura trait à la culture, et qu'elle dépasserait le seul problème du numérique et les solutions préconisées par Denis Olivennes » (NDLR : le patron de la Fnac, chargé par Nicolas Sarkozy d'une mission sur la lutte contre le téléchargement illicite et pour le développement de l'offre culturelle légale sur Internet).

Mais une fois le coup parti, le mal est fait et RDDV doit se battre pour réaffirmer son ancrage local, lutter encore contre cette vieille image de Parisien parachuté qui refait surface. Sur son blog, RDDV écrit : « Les échos de presse évoquant une mission à durée déterminée que me confierait le Président de la République sur le volet culturel de la présidence française de l'Union européenne font fantasmer certains, qui me verraient bien quitter le combat, pour prendre la place... D'autres, authentiquement amicaux, craignent que je ne sois pas assez disponible. Alors, disons-le tout net : Tours c'est ma ville, ma priorité, mon engagement. Je souhaite apporter à la majorité présidentielle cette belle victoire, cette rupture et ce renouveau. Il n'a jamais été question que j'aille à Bruxelles... »

Reste que cette rumeur ne trouverait pas un tel écho si elle n'était pas entretenue... par une autre lui donnant du crédit et selon laquelle RDDV n'aurait même pas le soutien des centristes aux municipales, dont le cœur pencherait plutôt à gauche. D'où ces conversations de comptoir qui dépeignent un RDDV seul, lâché par les centristes de Colette Girard et la droite plus franche de Guillaume Peltier, se préparant à un recyclage international... Terrible cabale, comme souvent en politique : si on voulait annoncer RDDV perdant d'avance, on ne s'y prendrait pas autrement.

3. Fausses notes ?

22 décembre 2007. La Nouvelle République doit se sortir d'une véritable pétaudière médiatique. L'édition locale a décidé de noter Jean Germain. Comment ? En comparant ses promesses de candidat aux municipales de 2001 avec les réalisations du mandat.

RDDV, ça l'intéresse. À sa rentrée politique en octobre 2007, il avait jugé « médiocre » le bilan de Jean Germain et promettait de « faire le compte des promesses de campagne qu'il n'a pas tenues. »

Mais comme le maire socialiste de Tours n'est pas du genre à promettre monts et merveilles, bien évidemment, presque tout ce qu'il avait annoncé, il l'a sinon tenu, du moins engagé, comme le tramway, même si c'était à quelques mois de la campagne. Résultat, au fil de décembre se sont égrenées des notes en forme de cadeau de Noël sur la culture, les transports publics, le logement...

La réaction ne tarde pas à tomber, violemment. Le 13 décembre, sur son blog, RDDV pose la question qui va fâcher le quotidien régional : « pour qui roule la NR ». Il propose de soumettre la question aux tourangeaux. « Le résultat serait instructif et permettrait de noter, comme c'est la mode en ce moment, les tenants du pouvoir médiatique dans notre ville (...) Le peuple est seul souverain. Il est adulte et n'est pas dupe lorsqu'il voit se mettre en place un vrai rouleau compresseur (...) Le métier de journaliste est l'un des plus beaux métiers qui soit. C'est une exigence, une passion, une délicate responsabilité pour faire vivre le débat démocratique et susciter de fécondes controverses. La fièvre électorale provoque parfois de faux procès. Je ne tomberai pas dans ce piège. À chacun d'avoir le recul nécessaire et l'autocritique salutaire. Y compris moi ! Que personne ne se méprenne : je respecte comme une valeur sacrée la liberté de la presse, conscient que le pluralisme est un défi quotidien tant les contraintes écono-

miques, sociales et financières sont lourdes. Alors bienvenue à chaque journaliste au cours de cette campagne électorale et vive leur indépendance... »

La rédaction est taxée de pro-Germain et le dernier volet de la série risque fort d'aggraver les choses : la dernière note sur la fiscalité aurait du être un vingt sur vingt ! Pourquoi, parce que Jean Germain arrivé en 1995 dans une ville en banqueroute a réussi à désengorger les finances locales tout en n'augmentant pas les impôts.

Vingt sur vingt, c'est impensable. Il faut donc passer au niveau deux de la notation pour obtenir un compromis plus proche de la moyenne et un signe fort de la neutralité du quotidien régional. Voilà le résultat...

Jean Germain avait promis de ne pas augmenter les impôts. Il a tenu. Il appelait de ses vœux la croissance. Ils ont été exaucés. Mais à quel prix ? Tours est devenue une ville chère et saturée. Les tourangeaux ont confié en 2001 à Jean Germain le soin de gérer au mieux leur ville tout en ménageant leurs intérêts : préserver un cadre de vie agréable, mais ne pas augmenter la pression fiscale.

Un cap pas facile à tenir, pour faire davantage sans augmenter les impôts, il n'existe qu'une seule solution : assurer une croissance démographique et économique suffisante pour que, avec les mêmes taux, la quantité de richesse taxée (ce qu'on appelle les bases) soit supérieure et, au final, que le produit de l'impôt augmente.

L'encours de la dette de Tours était de 278 millions d'euros en 2001. Il est redescendu à 243 millions d'euros en 2007. Son poids pour les tourangeaux a donc baissé, même si l'opposition ne cesse de dénoncer un étalement de la dette, la faisant peser sur les générations à venir. Mais l'étalement d'une dette n'est-il pas devenu un moyen de gestion comme un autre ?

La croissance démographique est indiscutable : depuis le recensement de 1999, la ville a accueilli près de 4 000 nouveaux tourangeaux. Il en va de même du développement économique, grâce au levier de Tour(s)plus : l'agglomération compte 120 000

emplois, le taux de chômage y est inférieur à la moyenne nationale et il se construit du mètre carré d'entreprise à tour de bras (30 000 mètres carrés de bureaux vendus en 2004, année record).

Jusque-là, c'est un sans-faute. Jean Germain n'a pas augmenté la pression fiscale et il a assuré le développement de Tours au cœur de l'agglomération tourangelle.

Est-ce que ce modèle de développement profite aux tourangeaux ? Pas nécessairement car il implique une augmentation de l'offre de logements. Sociaux et privés. Et, là, premier bémol : l'expansion de la ville de Tours a encouragé une surenchère immobilière énorme. Tant mieux pour les tourangeaux qui disposaient de biens immobiliers avant cet essor mais, pour les nouveaux arrivants, c'est autre chose.

En 2005, année record, le studio de 20 m² à Tours-Centre était monté à 4 000 € le mètre carré. Le début des années 2000 a atteint des sommets avec une augmentation des prix de 12 à 14 % par an, rendant impossible l'acquisition d'un premier bien immobilier pour un ménage aux revenus corrects. Des ménages qui se rabattent... sur les logements sociaux – la ville en compte 34 % et il s'en construit toujours – ou la deuxième couronne, quitte à faire exploser la ligne « déplacements » du budget familial.

Autre bémol : la circulation automobile. Davantage d'habitants, c'est davantage d'automobiles. Tours n'est pas Paris, bien sûr, mais la circulation et le stationnement sont devenus source d'irritation quotidienne des habitants. Des automobiles qui génèrent aussi davantage de pollution, même si l'air à Tours est encore respirable. D'où la nécessité de désengorger la ville et ses accès : boucler le périphérique, doubler l'A10 et construire un tram. Mais, les trois, ça fait un peu lourd pour les finances locales.

Un immobilier cher, des problèmes de circulation, autant de mauvais points en développement qui viennent un peu plomber le sans-faute de la fiscalité et de la croissance.

4. Joyeux Noël

24 décembre 2007, la NR ouvre le micro à RDDV, suite à la longue série de notes. Comme un cadeau de Noël, pour rattraper le coup. Sur les grands projets, RDDV conteste : « Qu'il s'agisse du tramway, du pont habité, de créer une zone économique autour de la gare ou de relier la gare à d'autres quartiers de Tours par un pont... Aucun de ces grands projets n'a été réalisé. »

Sur la fiscalité locale il estime que « la dette reste préoccupante non seulement parce qu'elle reste une des plus fortes de France avec 1 800 € par habitant, mais parce qu'aucun investissement lourd n'a été effectué pendant ce mandat. Par ailleurs, Jean Germain a reporté le remboursement du capital in fine en 2023, de l'emprunt de 80 M€, avec un surcoût de 48 M€ ! »

Sur le tramway, il constate « que le réseau bus est performant. Mais s'il y a une priorité aujourd'hui à développer le tramway, il faut le faire dans l'axe est-ouest afin de desservir Trouseau, Bretonneau, la gare de Saint-Pierre, le Grand Hall, Ikea... Avec une volonté d'intensifier les liaisons ferroviaires avec Joué-lès-Tours, Montlouis, Fondettes. Si je suis élu, je reprendrais tout le projet à la base, je consulterais la population et je n'engagerais le budget de la commune qu'à condition d'en ressentir l'absolue nécessité. Qui va payer les 600 millions que coûtera le tramway version Germain ? ».

Quant à Jean Germain, RDDV confie : « D'accord, Tours est une belle ville où il fait bon vivre. Les apparences sont sauvées, mais la réalité risque d'être difficile demain si on ne bouge pas, et collectivement. Je récuse la qualité de bon gestionnaire à Jean Germain. Il est malin, mais comme disait mon père, il a de l'aisance dans le vide. Il a une gestion lointaine de sa ville. »

Une gestion « lointaine de sa ville », là, RDDV se trompe, mais il l'ignore encore. Jean Germain est en train de mener avec ses poulains une campagne de terrain plus soutenue encore qu'en 2001. Mais dans la plus grande discrétion. Et puis l'actualité va continuer de le servir.

5. Pas d'étrennes

7 janvier 2008. Un Vert passe à l'Orange. Des trois couleurs primaires (bleu, rouge et jaune), quel est le point commun entre le vert et l'orange ? Le jaune, couleur de David Martin, l'adjoint au maire de Tours (chargé des nouvelles technologies, de l'économie solidaire...) qui annonce officiellement être la tête de liste du MoDem aux municipales de Tours.

David Martin, 37 ans, qui quitte ainsi sa première famille politique, les Verts, pour se draper de l'orange de François Bayrou. Cela dit, dans la famille d'origine, rares sont ceux qui pleurent son départ : pour certains, c'est un peu comme une épine qu'on vous retire du pied, tant les positions personnelles de l'adjoint tourangeau s'écartaient de celles des Verts et notamment François Lafourcade, qui va reprendre le flambeau écolo. Exemple – entre autres divergences – avec l'implantation d'Ikea à Rochepinard. Alors que les Verts s'y opposaient, lui s'en satisfaisait.

Le divorce est donc prononcé, et David Martin de nouveau en piste pour ferrailer aux municipales, comme en 2001, quand il était tête de liste des Verts. Au premier tour de la course à la mairie, sa liste avait obtenu quelque 7,20 % des voix. Est-ce qu'il pourra faire mieux avec l'étiquette MoDem, qui affichait un 9,62 % aux législatives, soit un peu plus de 3 000 voix ?

Difficile à dire, car pour l'heure, beaucoup de questions se posent : on attend de voir si des centristes comme Alain Devineau, l'ancien adjoint de Jean Royer, veulent cesser de soutenir l'action de Jean Germain. Quant à Colette Girard, on la dit mal à l'aise pour naviguer dans le même bateau que David Martin.

Voilà de quoi brouiller encore un peu plus les cartes pour ces municipales tourangelles où les électeurs devront choisir entre, d'une part, la liste conduite par le maire sortant, Jean Germain, alliant PS, PCF, ainsi que probablement des Verts, des PRG et des centristes hors MoDem... et, d'autre part, celles de l'UMP menée par RDDV, du MoDem estampillé David Martin mais encore, à

droite, la liste de Guillaume Peltier, sans oublier la LCR...

12 janvier 2008. On ne badine pas avec le code électoral ! La loi fixe des règles pour être candidat aux élections municipales et faute de les respecter, il est impossible d'entrer dans la course. La tête de liste du MoDem, David Martin lui-même, serait inéligible. Il ne serait ni inscrit sur les listes électorales, ni contribuable à Tours.

Pour pouvoir être candidat, il faut être inscrit sur la liste électorale ou au rôle des contributions directes de la commune (ou encore justifier de devoir y être inscrit au 1^{er} janvier de l'année de l'élection).

Le problème, c'est que David Martin a deux résidences, une à Tours, l'autre à Montlouis. Montlouis, où d'ailleurs on l'a annoncé, un temps, candidat. Et s'il a payé l'impôt à Tours, il ne le paie plus. Faute de pouvoir fournir le certificat du percepteur ou la copie des avis d'imposition des cinq dernières années à une des quatre taxes locales, il a donc fait l'objet d'un refus de la commission de révision des listes électorales. Il n'est d'ailleurs pas le seul : on parle d'autres candidats du MoDem et d'un candidat de l'UMP (liste de RDDV).

Cela dit, rien n'est perdu pour David Martin : « J'ai un bail à mon nom sur Tours et je peux justifier d'une des conditions, à savoir être inscrit au rôle des contributions pour payer la taxe d'habitation à Tours au 1er janvier de l'année de l'élection... »

Il ne lui reste plus, comme pour les autres candidats échaudés, qu'à faire appel du verdict de la commission de révision des listes électorales devant le TGI, une fois que les décisions auront été notifiées aux intéressés eux-mêmes.

Le 14 janvier, Colette Girard écrit sur son blog : « Invité de TV Tours, France Bleu Touraine et La Nouvelle République pour annoncer sa candidature et son programme, Jean Germain a également annoncé notre participation à son projet municipal pour l'échéance électorale de mars prochain. Avec Alain Devineau et quelques autres militants MoDem de Tours, je serai ainsi en mesure de mettre en action les valeurs de notre mouvement à une place de choix dans la vie politique de notre département.

Nous avons toujours estimé que Jean Germain a su gérer notre ville avec compétence et que les projets que nous portons sont en synergie avec les grands axes qu'il propose de poursuivre pour la prochaine mandature : le développement de l'économie et de l'emploi, la qualité de vie, le rayonnement de la ville et le développement durable. Jean Germain a, de son côté, reconnu le sérieux de certains d'entre nous et souhaité que nous travaillions avec lui dans un souci d'excellence et d'ouverture... »

Le MoDem aura beau suspendre ces dissidents et lancer tant bien que mal une liste sans tête aux municipales, Colette Girard et Alain Devineau rallieront à la cause Germain une bonne partie de l'électorat centriste, sans commentaires de la droite au conseil régional du Centre où siège Colette Girard.

15 janvier 2008. David Martin jette l'éponge « Colette Girard, loin de soutenir mon arrivée, a organisé une résistance active contre moi ».

30 janvier 2008. Qui est capable de faire monter dans le même bateau le PS, le PCF, le PRG, le MoDem et un ancien colistier de son principal opposant ? Jean Germain, qui a dévoilé, hier midi, sa liste pour les municipales. Deux exemples : on retiendra la présence, sur la liste Germain, du MoDem Alain Devineau, ancien adjoint de Jean Royer, et celle de Jacques Petitjean, colistier de Renaud Donnedieu de Vabres en 2001 ! Le tout dans une liste renouvelée à plus de 50 % (29 nouveaux sur 55 candidats), à majorité socialiste (27 encartés), sans oublier six communistes, trois PRG (Radicaux de gauche) et, comme annoncé, six MoDem.

Des MoDem ralliés à Germain dans un véritable bazar au sein du mouvement de François Bayrou, comme le reconnaît, une fois de plus, la figure emblématique de cette dissidence, Colette Girard : « Le choix de David Martin pour conduire une liste était une erreur que je ne pouvais pas cautionner. Rejoindre Jean Germain, sur un bilan solide et un projet fort, c'est rester fidèle à mes valeurs, à ma sensibilité, c'est rester aussi fidèle à nos électeurs, car ce ralliement est la meilleure façon de défendre leur intérêt et nos projets, qui sont, sur de nombreux points, en harmonie avec ceux de Jean Germain. » Un projet sur lequel convergent aussi les

communistes, explique l'un d'eux, Pierre Texier, pas particulièrement gêné de mener bataille aux côtés des six MoDem, tant qu'il s'agit de « défendre nos positions ».

Le MoDem à Tours n'est pas mort ! On l'imaginait balkanisé par le ralliement de Colette Girard à Jean Germain. On le croyait atomisé avec la prise de tête – de liste ! – de David Martin, le Vert orangé quittant l'équipe Germain. D'ailleurs, un adjoint de Jean Germain qui filait au MoDem tandis qu'une MoDem filait sur la liste de Jean Germain, ça donnait l'impression d'un match nul. Mais, même privée de capitaine, l'équipe MoDem de Tours veut encore disputer la partie. Une quarantaine de joueurs en tout (sur 179 inscrits au MoDem, dont six dissidents suspendus) ce n'est pas encore assez, mais c'est pas mal.

C'est en tout cas ce qu'explique Marc Fesneau, délégué national du Mouvement démocrate et administrateur provisoire de la fédération d'Indre-et-Loire : « Une consultation démocratique et individuelle a été organisée par des adhérents de Tours pour connaître le sentiment réel des adhérents sur la stratégie dans cette ville. Plus de 52 % des adhérents à jour de cotisation ont répondu à cette enquête et 80 % d'entre eux estiment qu'il serait nécessaire de présenter une liste autonome. »

Mais ça ne va pas être simple, car « depuis la suspension de la présidente et du délégué de cette fédération, la fédération de Touraine est placée sous l'administration provisoire de l'équipe nationale de ce mouvement », comme le précise Marc Fesneau. Ce qui implique notamment que le MoDem national ne pourra pas aider matériellement la liste tourangelle. Chacun devra investir et s'investir, en liquidant RTT et petites économies. Autre difficulté, le MoDem à Tours est décapité : il n'y a plus de personnalité « célèbre » pour conduire la bataille, plus de « pro » de la politique. Qu'à cela ne tienne, s'il n'y a pas une tête, il y en aura plusieurs, qui devraient être présentées d'ici la fin de semaine, avec un programme sur lequel cette équipe de « refondateurs » du MoDem à Tours finit de plancher.

Au final, Guillaume Lapaque, journaliste blogueur, fera office de tête.

6. Va falloir trouver autre chose

Le 15 janvier 2008, l'Insee lâche une bombe dans le paysage politique tourangeau : Tours serait passé de 132 677 habitants en 1999 – 137 046 en y ajoutant les 4 369 double compte (Jeunes inscrits à la fois dans leur ville d'étude et celle de leurs parents) – à 136 400 l'année dernière (environ 140 700 en tablant sur 4 300 double compte).

Des chiffres qui tombent au beau milieu du débat des municipales à Tours. À ceux de ses opposants qui, comme Renaud Donnedieu de Vabres, proposent la « relocalisation des activités, la recherche des métiers qualifiés pour éviter que les jeunes ou les hommes et les femmes dans la force de l'âge ne soient contraints d'aller travailler à Paris », Jean Germain va pouvoir répondre : « Non mais, vous n'avez pas vu les chiffres de l'Insee ? ». Aux autres, comme Guillaume Peltier, qui demandent aux électeurs s'ils préfèrent « une ville ambitieuse et dynamique, qui s'ouvre au monde, ou une ville qui se satisfait d'être dans la moyenne des moyennes ? », le maire de Tours rétorquera : « Merci, mais la moyenne, on est les seuls de la classe en région Centre à la dépasser... »

Et ils entendront probablement comme un petit déclic, vous savez, ce petit bruit du piège qui se referme une fois qu'on a mis le pied dessus. Est-il judicieux d'attaquer Jean Germain sur les capacités de son équipe à avoir assuré la croissance de la ville et de l'agglomération ? Pas certain au regard de ces chiffres de l'Insee. Et avec un effet de surprise en plus, s'il vous plaît ! C'est une chose de dire que Tours était en progression démographique, c'en est une autre de voir que c'est la plus forte croissance de la région Centre. À ce train-là, Tours repassera dans quelques années la barre des 140 000 habitants, comme à la belle époque, du temps de... Jean Royer !

Difficile, maintenant, de dire que Tours est une « belle endormie », que la gestion de Jean Germain est un peu trop « pépère ». Va falloir trouver autre chose.

7. La campagne sur le Net

Renaud Donnedieu de Vabres n'a découvert vraiment Internet qu'en 2002. Six ans plus tard, il a compris. Son site de campagne pour les municipales est exemplaire. Il lui vaudra quelques dizaines de secondes dans le journal de 20 heures sur TF1, le 27 janvier 2008. Oui, le journal de Claire Chazal, une proche de Renaud, ce qui a pour effet, rumeur aidant, de ruiner la crédibilité de l'information.

25 janvier 2008. Le site web Tours2008.fr, outil multimédia de Renaud Donnedieu de Vabres pour les municipales, est inauguré. C'est une réussite. Très esthétique, il présente de superbes vues de Tours avec des images à 360 degrés, ainsi que beaucoup de vidéos. RDDV y présente ainsi son programme en répondant à une interview. Chacun des soutiens du candidat UMP à la mairie de Tours y explique les raisons de son engagement. Avec plus ou moins de talent bien sûr, et entre Roger Mahoudeau et Philippe Briand, on n'osera pas écrire qui cause le mieux dans le poste. Bref, avec un site pareil, le succès est garanti, sinon auprès des électeurs, du moins chez les internautes.

Mais tout est compliqué sur Internet et à peine RDDV avait-il mis en ligne son site qu'il était déjà parasité ! Car si vous tapez « Tours2008 » sur un moteur de recherche, plusieurs réponses seront retournées qui n'ont rien à voir avec le candidat de l'UMP. C'est le cas par exemple avec tours2008.over-blog.com, créé le 18 janvier 2008 par Julien P... et qui fait l'éloge de... Guillaume Peltier !

Toujours en cherchant « Tours2008 », vous trouverez également sur un clip-vidéo dailymotion fort bien fait. Sur fond de musique rap, on y voit des étudiants vivre et manifester dans les rues de la ville. Mais là encore, point de RDDV, non, le clip est signé... MJS !

Un peu plus loin, un autre lien vers un Tours2008 (tours2008.wordpress.com). Encore un blog fraîchement ouvert

par Guylain, Léo et Arnaud, deux étudiants et un travailleur dans l'action sociale pour « délivrer les infos qu'on entend à droite, à gauche et qui méritent d'être connues ! ». Beau travail d'impartialité d'ailleurs, car on y découvre des renseignements sur toutes les listes.

Bref, il y a du buzz autour de Tours2008, et une chose est sûre, si quelqu'un, quelque part, a déposé la marque, il peut appeler son avocat !

8. Café-médias : pression ou pschitt ?

20 février 2008. Voilà que Renaud Donnedieu de Vabres accuse le directeur du service communication de la ville de Tours, Jean Breillat, d'avoir fait pression sur les administrateurs du Club de la Presse pour faire annuler le café-débat sur le tramway. « Le directeur de la communication de la ville, écrit RDDV, endossant la fonction de directeur de la campagne du maire, a cherché à faire annuler une rencontre de presse en présence de l'adjoint aux transports, du chargé de mission spécial du maire et du président du Medef 37. »

À l'appui, il publie sur son blog un mail interne au Club de la Presse signé par un des administrateurs où l'on peut lire : « Je viens de recevoir un appel amical de Jean Breillat qui nous signale les points suivants : le sujet du café média est fort intéressant et d'actualité. Il y a un gros risque de polémique qui sera difficile à maîtriser (...) Sans vouloir se mêler de nos actions, il suggère de reporter le débat après les élections. Je rappelle que la mairie de Tours et Tour(s)plus sont des partenaires importants pour le Club (9 500 € en tout et l'hébergement du Club)... » Chantage à la subvention ?

Jean Breillat dément formellement : « Jamais je n'ai exercé la moindre pression. Je me suis juste inquiété du risque de dérive en lisant l'intitulé du débat, qui laissait entendre que le tracé du tram avait été choisi à la loterie. Ensuite, le Club de la Presse a pris ses responsabilités en organisant ce débat de façon très professionnelle et il y avait d'ailleurs deux représentants de l'opposition qui ont pu s'exprimer. »

Mais en publiant ce mail privé, RDDV lance une chasse aux sorcières au sein du Club de la Presse. Son président, Jean-Jacques Talpin, s'interroge : « De quel droit RDDV publie-t-il un mail interne au Club ? Et comment s'est-il retrouvé entre ses mains ? » Car, de deux choses l'une : soit une messagerie Internet a été piratée, soit il y a une « balance » au sein du Club...

Jean Breillat a-t-il fauté ? Le directeur de la communication de la ville de Tours a-t-il, comme l'accuse Renaud Donnedieu de Vabres sur son blog, exercé une forme de pression sur le Club de la Presse afin de faire annuler le café-débat consacré au projet de tramway... qui s'est tout de même tenu ? « Non, écrit-il, je ne regrette rien... parce que j'ai agi en conscience, parce que je n'ai pas cherché à (me) cacher, manipuler, " faire pression ", censurer... parce que je n'ai rien fait qui soit contraire à l'éthique et la déontologie... »

Si Jean Breillat reconnaît être intervenu, c'est - précise-t-il - aussi en tant que membre du Club de la Presse (qui est ouvert aux journalistes et aux communicants). « J'étais donc bien dans mon rôle, insiste Jean Breillat, en tant que membre du Club de la Presse et directeur de la communication (à ce titre, j'ai quand même le droit de m'exprimer !) en alerte sur l'actualité, cherchant à être rassuré sur la teneur d'un débat (à venir) autour d'un sujet à l'incontestable portée politique, et ayant réagi spontanément à un intitulé à la neutralité contestable... », intitulé évoquant « la loterie du tracé ». Alors, oui, Jean Breillat a passé un coup de fil à Jean-Jacques Talpin, alors président du Club de la Presse (voir ci-dessous) : « J'ai indiqué que je trouvais cet intitulé inutilement polémique, réducteur, voire partial, en particulier dans le contexte de la campagne... »

Alors pour Jean Breillat, cette affaire « n'est qu'instrumentalisation, récupération (politicienne), interprétation volontairement fallacieuse, tentative pour jeter un discrédit, utilisation abusive d'un message à caractère privé et intentionnellement interprété pour nuire, etc. Bref, une volonté de salir... »

V. Le clou

1. Une liste drôlement apolitique

Petite surprise début février. Tandis que Guillaume Peltier s'est refait une virginité politique en faisant oublier aux électeurs et parfois même aux journalistes ses débuts de carrière aux extrêmes de la droite, on découvre que le villiérisme, lui aussi effacé, refait surface.

S'il fallait utiliser une métaphore animalière pour parler des familles politiques, on pourrait dire des villiéristes qu'ils sont grands migrants. Pour preuve le parcours de certains colistiers de Guillaume Peltier. Il explique laisser à la porte toutes les étiquettes et affiche 47 non-inscrits. Sauf que l'inspiration villiériste est certainement plus forte qu'il n'y paraît. « Il y a au moins 13 adhérents du MPF sur la liste », lit-on sur le blog tours2008.wordpress.com. À cette nuance près, répond Guillaume Peltier, « que les noms cités sont ceux d'anciens MPF ».

Il est vrai que l'engagement de ses colistiers au MPF remonte parfois aux législatives de 2002. À cette époque, Julie Danes, n° deux sur sa liste, était candidate MPF à Dijon. Paul Bridier (n° cinq) était président de la fédération MPF des Deux-Sèvres et candidat dans ce département. Marie-Pia Andrieu était candidate MPF sur la première circonscription d'Indre-et-Loire (Tours) sous le nom de Marie-Pia Goisque. Elle avait obtenu 1,22 % des

suffrages (392 voix).

Plus récemment, aux législatives de 2007, Odile Chopin était candidate dans le Morbihan, Brigitte Haxaire aussi, dans le Loiret, et Maud Chouanard en Rhône-Alpes. De même Violaine Vidal était candidate dans la 6e circonscription du Nord, sous son nom d'épouse (Tailliez). Cela nous donnerait donc sept anciens MPF.

Quant aux permanents du MPF, il faut compter Guillaume Peltier – n° deux du mouvement – et Mathieu Spiesser, 3^e sur sa liste, et trésorier du MPF. En option, le directeur de campagne de Guillaume Peltier est lui aussi dans l'exécutif du MPF.

Mais ça n'est pas ce genre de considération qui trouble le décomplexé Guillaume Peltier : « Nous avons tous des parcours différents, non linéaires, et c'est justement la richesse de notre liste. À côté d'une majorité de personnes complètement apolitiques, nous avons des MPF, actuels et anciens, des UMP comme Julie Danes et Marc Vieilfault, ainsi que des socialistes comme Evelyne Bérard et Sandrine Van Geertsom... »

Au PS, on nous dit ne trouver trace ni d'Evelyne Bérard, ni de Sandrine Van Geertsom. Quant à Julie Danes et Marc Vieilfault, ils se sont inscrits fin 2007, par Internet, à l'UMP.

2. Guillaume Peltier, grand prestidigitateur

27 février 2008. Houdini, le grand magicien, expliquait que ce que l'œil voit et que l'oreille entend, l'esprit le croit. Ce fondamental de la prestidigitation, Guillaume Peltier a dû le faire sien en politique. Dernier tour de passe-passe : « L'Avenir ». Ce magazine tout en couleurs de seize pages met en scène un duel final des municipales à Tours entre Jean Germain et... Guillaume Peltier ! Renaud Donnedieu de Vabres disparaît, comme par enchantement, de la scène politique.

Faire illusion est un métier, Guillaume Peltier le sait : la maquette de « L'Avenir » est bien faite et il y a du contenu. Photographies, portraits croisés à partir de citations repiquées dans L'Express, Le Nouvel Observateur et même nos colonnes de la NR, font illusion. De même qu'une interview de Jérôme Fourquet, directeur d'études de l'Ifop, le très sérieux institut de sondage, sur le renouveau en politique. Il en ressort – c'est en tout cas ce que met la présentation du texte en valeur – que « Guillaume Peltier peut répondre à cette envie de renouveau ». Jérôme Fourquet reconnaît avoir bel et bien accordé cette interview il y a plusieurs semaines, sans pour autant avoir « vu le document final ». Il précise : « Je n'ai pas dit que Guillaume Peltier va répondre à une envie de renouveau, mais qu'il peut le faire ». Reste la leçon d'Houdini : ces photos que l'œil voit et ces textes qui parlent aux lecteurs, l'esprit peut les croire.

Guillaume Peltier prestidigitateur médiatique, ça n'est pas nouveau. Philippe De Villiers, son patron du MPF, le sait, lui qui a vu son « petit génie » transformer le plomb en or aux Européennes de 2004 dont il était directeur de campagne. C'est à cette époque d'ailleurs que le jeune Peltier s'est rapproché de Tours en étant candidat de la circonscription interrégionale Massif central-Centre.

Cela dit, la prestidigitation, ça ne marche pas avec tous les spectateurs : en ville commencent à circuler de vrais-faux tracts

d'invitation aux meetings de Guillaume Peltier sous la bannière MPF - Front National. Et un mauvais public, ça déconcentre le prestidigitateur : un des colistiers de Guillaume Peltier vient d'écrire aux auteurs du site web qui recense les listes dans la course aux municipales à Tours pour lui demander de retirer toute référence au passé politique de la liste.

Le 3 mars, sur son blog RDDV, qui soupçonne Jean Germain d'avoir permis à Guillaume Peltier de monter ce coup médiatique, poste ce message : « Dans une semaine le premier tour sera joué. Souhaitons que les éparpillements suicidaires ne fassent pas le jeu de la gauche sortante, coupable dans notre ville de silences lâches et intéressés face aux descendants de Jean-Marie Le Pen et de complicités contre nature très voyantes, dont chacun recherche les vraies raisons... qui sont d'ailleurs faciles à imaginer ! La morale politique n'est pas du côté de la mairie. Cela devient chaque jour plus manifeste. »

3. Règlement de comptes

Le prestidigitateur Peltier devient encombrant. Le 15 janvier 2008, la presse fait part des soutiens que Guillaume Peltier revendique, notamment ceux de Philippe Briand et Frédéric Augis respectivement président et secrétaire de l'UMP d'Indre-et-Loire, ou encore d'Alain Marleix, Secrétaire National de l'UMP, chargé des élections depuis décembre 2004 ainsi que de celui de Marc Pommereau, président du Conseil Général d'Indre et Loire et chef de file de la majorité départementale.

Le 20 janvier 2008, le ministre Hervé Novelli, Philippe Briand, président de l'UMP, et RDDV se réunissent dans le QG de campagne de ce dernier : la Quincaillerie, superbe vieux commerce de l'avenue de la Tranchée.

Ils ont décidé d'installer un candidat UMP ou Nouveau Centre sur Val-de-Cher, pour contrer Guillaume Peltier. Il n'aurait pas respecté l'accord initial : le soutien officiel de la majorité départementale du conseil général à Guillaume Peltier sur le canton Tours - Val-de-Cher, avec la bénédiction de l'UMP nationale, ne vaut que s'il ne fait pas de tort à RDVV. Or Guillaume Peltier persiste et signe : il est candidat à Tours et entend bien être au deuxième tour des municipales, ce qui peut risquer de conduire à une triangulaire Germain - Donnedieu - Peltier, fatale à la droite, comme en 1995 quand la guerre entre Royer et Trochu avait permis de placer Jean Germain dans le fauteuil de maire de Tours.

Le 26 janvier 2008, Philippe Briand annonce, à l'issue d'une réunion du comité départemental de l'UMP : « Il faut être un minimum cohérent. On ne peut pas faire cavalier seul aux municipales et demander à être soutenu pour les cantonales ». En clair, Guillaume Peltier ne peut plus crier sur les places de marchés et dans les médias qu'il a l'aval de la majorité présidentielle.

Cela n'empêchera pas Marc Pommereau, le président sortant du conseil général, de maintenir son soutien à Guillaume

Peltier. Fin février, il vient épauler son poulain en meeting et déclare : « La démocratie et les élections, ce n'est pas la guerre ! Des gens, dehors, disent non au FN. Je suis d'accord avec eux ! Guillaume a fait une vraie connerie quand il avait 18 ans en militant pour ce parti. C'est une couillonnade. Et alors, on ne va pas le lui reprocher jusqu'à ses 90 ans ! La vie, c'est le mouvement (...) Guillaume Peltier, même s'il a un petit côté sulfureux, nous rejoint sur des positions qui sont les nôtres, sur nos valeurs de partage. Je suis un humaniste. » Guillaume Peltier peut continuer à coller des affiches où on le voit avec Marc Pommereau : « Divers droite, soutenu par la majorité départementale. »

4. Un air d'ultime combat entre Donnedieu et Germain

6 mars 2008. Si Renaud Donnedieu de Vabres perd les municipales, il ne restera plus grand-chose de sa carrière politique. En tout cas à Tours, car on peut faire confiance à l'ancien ministre de la Culture pour rebondir nationalement, voir internationalement. RDDV qui, quoi qu'il advienne, maire de Tours ou pas, est ambassadeur culturel de la présidence française de l'Union européenne depuis le 12 décembre 2007.

Alors il se bat avec cette énergie du dernier assaut, quitte à franchir les lignes jaunes de la rectitude jusque-là tracées dans le landernau politique tourangeau : attaquer tout et tous, y compris parfois les médias, dans une logique du « seul contre tous ». Il faut dire qu'il est seul. Y compris au sein de sa propre famille politique, où Guillaume Peltier est soutenu par le président sortant du conseil général, Marc Pommereau.

Une hantise, pour RDDV, que ce Guillaume Peltier, ce candidat de « droite décomplexée » qui l'a fait tomber aux législatives. Guillaume Peltier qui savait bien qu'en s'investissant dans cette guerre fratricide à droite, en jouant le rôle du tombeur de Renaud, il trouverait une formidable tribune médiatique. Et voilà un champ politique resserré pour RDDV, coincé à sa droite, par Peltier et au centre par les pointures du MoDem – Colette Girard et Alain Devineau notamment – qui, privées du droit d'en porter l'étiquette, continuent néanmoins de véhiculer leurs valeurs centristes.

Et Jean Germain reste imperturbable, dans ce qui est pour lui aussi très probablement le dernier combat municipal. Méthodique, il maîtrise son calendrier et ses partenariats politiques. Il a réussi à faire monter dans le même tramway, à ses côtés, outre les cadres du MoDem, le PS et le PCF. Manquent à peine les Verts, qui se compteront au premier tour, histoire de voir s'ils peuvent peser un peu plus lourd sur la majorité Germain en cas de victoire.

RDDV ne ménage pas sa monture, sillonnant Tours à pied, à vélo, ou sur le Web, avec son bluffant site Internet à 30 000 € dont Claire Chazal a fait l'éloge dans son journal. Internet qui sauvera peut-être l'ancien ministre de la Communication. Dès qu'il y écrit un commentaire, il le fait savoir à 10 000 internautes d'un seul clic...

VI. Final

1. La cybercampagne

7 mars 2008. Hier, c'était entre colleurs d'affiches que ça chauffait. Aujourd'hui, c'est entre blogueurs qu'on se frotte. En tout cas à Tours, car il faut bien le dire, la campagne sur le Net dans le département est un peu triste.

À Tours donc, où l'on trouve les plus gros sites Internet de campagne, à commencer par celui de Renaud Donnedieu de Vabres : vues de la ville en 3D, abondance de vidéo sur le programme et les soutiens, sans oublier le blog du candidat avec des « post » (commentaires) au vitriol... C'est aussi « une préfiguration de ce que peut être un vrai site pour la ville de Tours », explique un collaborateur de RDDV. Addition : 30 000 € sur les quelque 170 000 € du compte de campagne.

Une artillerie qui fait un peu sourire, en face, l'équipe de Jean Germain : « Ah ben nous, ça ne nous a rien coûté ! Notre site a été fait bénévolement par quelques jeunes militants motivés qui sont bons en informatique... » Au final, un site un peu tristounet, où l'on peut cependant poser des questions au candidat, qui répond assez rapidement. Évidemment, dans ces médias de l'immédiat on se lâche plus facilement : ça balance pas mal. On n'oubliera pas « l'affaire du Club de la Presse » où RDDV avait mis en ligne un échange de mail insinuant des pressions de la

ville de Tours autour d'un débat sur le tram. Des affaires, en voilà d'autres, sur le blog tours2008.wordpress.com qui a lancé une opération transparence sur les listes, à commencer par celle de Guillaume Peltier et ses ramifications villiéristes. Résultat : une menace d'action en justice.

Autre « affaire » qui tourne à l'aigre : le rappel du procès en blanchiment de l'ex-Parti Républicain. Ni une ni deux : réaction d'un blogueur anonyme pour rappeler que la loi interdit de faire état de ce sujet...

2. Sourires à gauche, grimaces à droite

Au soir du 9 mars 2007, sur 75623 inscrits, 43233 s'expriment. 20205 ont voté pour Jean Germain (46,74 %), 11996 pour RDDV (27,75 %), 3649 pour Guillaume Peltier (8,44 %), 2356 pour François Lafourcade (5,45 %), 2201 pour la liste soutenue par la LCR (5,09 %) et 1809 pour Guillaume Lapaque, du MoDem (4,18 %).

10 mars 2008. C'est vrai : Jean Germain n'a pas gagné au premier tour. Mais il s'en est fallu de peu et ses colistiers avaient le sourire. « Si on continue à faire cinq ou six points de plus à chaque élection, je ne vous dis pas... », lançait le maire sortant. Au nord de la Loire, à la Quincaillerie, le QG de RDDV, on souriait moins. « C'est foutu », lançait un des colistiers de Renaud Donnedieu de Vabres, de retour de l'hôtel de ville vers 22 h 30, les traits tendus. Mais RDDV ne laisse pas le temps à ses troupes de se démotiver et lance aussitôt la bataille du second tour. Certes, l'équipe Germain lui a mis une vingtaine de points dans la vue au premier tour, mais « Renaud » aura son duel au second. Et sans Guillaume Peltier, qui avait de la peine, lui aussi, à garder le sourire hier soir.

Guillaume Peltier qui promet de ne pas vouloir « jouer contre son camp au second tour ». RDDV sait ce que ça veut dire : Peltier appellera à voter pour lui. Ce genre de cadeau embarrassant qui lui a coûté cher aux législatives. Cette fois, refusera-t-il clairement ce soutien ? « Personne n'est propriétaire de ses voix, répond RDDV en colère. On ne les refuse ni ne les accepte. Mais je me fais fort de dire entre les deux tours que Jean Germain n'a rien fait contre l'utilisation de ses photographies dans le journal de campagne de Guillaume Peltier, et de rappeler le jeu étrange d'un Robert Sabourin, soutien de Peltier d'un côté et de Jean Germain de l'autre... »

Jean Germain prend les choses plus sereinement : son « sujet » maintenant, c'est de conclure un accord avec les Verts,

mais pas à n'importe quel prix : « On ne va tout de même pas aller jusqu'à faire un budget vélo plus gros que celui du CCAS, lance-t-il, mais nous sommes déjà d'accord sur bien des points, comme le tramway ou la fin des subventions à Ryanair... » Une alliance avec les Verts que RDDV voulait s'efforcer de brouiller : « Je ne suis pas certain, lançait RDDV, qu'ils acceptent facilement les ravages des rives du Cher par Ikea ou ceux du château de Belmont par le projet immobilier Bardet... »

3. L'intellectuel limonadier récurrent

11 mars 2008. C'est maintenant la guerre ouverte entre Renaud Donnedieu de Vabres et le cafetier-relais d'opinion de la place tourangelle, Robert Sabourin. Ce dernier fait parvenir aux rédactions un communiqué qui appelle Guillaume Peltier à « construire l'avenir » après « l'échec sans appel de RDDV ». Rien que ça !

Les hostilités ont été ouvertes au soir du premier tour quand RDDV, rappelant l'accolade entre Robert Sabourin et Guillaume Peltier, lors du grand meeting de campagne de ce dernier, déclarait à la presse locale et nationale vouloir « démasquer les accords de sous-sol honteux » comme « le jeu étrange d'un Robert Sabourin, soutien de Peltier, d'un côté, et de Jean Germain, de l'autre ».

Robert Sabourin s'explique : « J'ai toujours exclu les municipales du champ des combats politiques partisans et je partage avec Jean Germain une identité de vue sur le développement et la gestion de notre ville, y compris sur le tramway que veut remettre en cause RDDV (...) Mais je reste un homme de droite, attaché aux valeurs sociales du gaullisme, avec le souci que, dans l'avenir, la droite tourangelle, mise en lambeaux par le sectarisme de RDDV et de son équipe, puisse se reconstruire. » Robert Sabourin trouve donc normal, en tant que délégué régional de l'UDP (Union des Démocrates pour le Progrès) de « prodiguer à Guillaume Peltier des conseils utiles à son combat, base de départ d'un renouveau pour la droite politique tourangelle ». Et il invite Guillaume Peltier « à rejoindre les rangs de l'UMP... » Le limonadier du Helder serait-il missionné pour préparer un putsch ?

4. Un débat télévisé

13 mars 2008. Le débat TV Tours - France Bleu, entre Jean Germain et Renaud Donnedieu de Vabres, a eu lieu. Il n'aura départagé personne, mais éclairé l'électeur. On a cru l'espace de quelques minutes que le débat entre Jean Germain et Renaud Donnedieu de Vabres allait virer à l'aigre. D'abord, quand RDDV a reproché au maire sortant d'utiliser les supports de communication de la ville pour faire campagne : « J'ai ramené les trois derniers journaux municipaux et le journal de l'agglomération. Alors, c'est vrai, il n'y a pas d'édito, juste votre photo... Mais ce ne sont pas des informations objectives. Dans Tours Info, quand vous titrez sur un budget rigoureux et solidaire... Mes deux petits documents, ils font un peu pauvres à côté de ça... » Jean Germain : « Je fais ce que la loi m'autorise à faire (...) Des moyens, vous en avez d'autres : quand Claire Chazal fait un reportage sur TF1 pour dire que votre site, c'est le meilleur, c'est quand même autre chose... ».

Fâcherie, ensuite, à la vingtième minute, sur l'attachement de RDDV à Tours, avec un sous-entendu de Jean Germain : « Faut être pudique là-dessus, mais je suis à Tours au moins aussi souvent que vous... » Là, grosse colère de RDDV : « Dire que Monsieur Donnedieu de Vabres a le cœur à Paris, la tête à Bruxelles (NDLR : c'était la petite phrase de Guillaume Peltier), c'est de la désinformation. Il y a une mission de conseil auprès du Président de la République qui m'a été confiée pour la culture et pour l'Europe... Je l'exerce déjà depuis mon bureau qu'est La Quincaillerie et demain j'espère depuis la mairie. Quand vous faites votre travail d'inspecteur général de l'Éducation nationale ou de premier vice-président de la Région, vous êtes soit à Paris, soit à Orléans... ».

Discorde : le tramway, un « projet de deux lignes à 600 millions d'euros qui coûtera à chaque habitant de Tours 2 000 €, mal ficelé, mal préparé et ne correspond pas aux besoins de la

ville de Tours », lance RDDV, qui plaide pour la mise en valeur de l'étoile ferroviaire. Correction aussitôt de Jean Germain : ce projet, soutenu par tous les maires de l'agglo, c'est d'abord une ligne à moins de 300 millions d'euros et la 2^e ligne de tramway sera réalisée, une fois la première terminée, et il comprend déjà la mise en valeur de l'étoile ferroviaire...

Désaccord sur les infrastructures routières : Jean Germain plaide fortement pour que l'A10 bis serve de contournement de l'agglo, ce qui éviterait de construire le périphérique au Nord-est, en plus. RDDV est convaincu que la seule façon de désengorger Rochepinard, c'est précisément de boucler ce périphérique, en plus de l'A10 bis.

Opposition sur la fiscalité entre un RDDV qui veut diminuer les impôts en augmentant la prospérité de la ville et un Jean Germain droit sur sa ligne : ne pas augmenter les impôts tout en diminuant le montant de la dette de la ville. Avec en plus, le vieux débat sur l'endettement de la ville « excessif » selon RDDV, « contenu » selon Jean Germain.

Bref, après quelques coups pas loin de la ceinture de part et d'autre, histoire de se mesurer, RDDV a joué ce débat avec une belle fougue contre un Jean Germain dont la force tranquille est restée inébranlable. Et à la dernière seconde, il se lâche un peu et lance à son adversaire : « Tours, ça n'est pas Neuilly-sur-Loire »... RDDV voit rouge et fustige le « sectarisme » de Jean Germain.

5. La messe est dite

Le 16 mars 2008, sur les 40859 électeurs tourangeaux qui s'expriment, 25356 votent pour Jean Germain (62,06 %) et 15503 pour RDDV (37,94 %).

Il pleut sur la Tranchée. Un peu de lumière perce la bruine, celle de la façade de la Quincaillerie, et du grand écran de télé, où une poignée de militants, au rez-de-chaussée, observent tantôt France 3, tantôt TV Tours, pour avoir « des nouvelles ». Mauvaises.

20 h. Les traits sont tendus, les visages, figés. Le basculement à gauche du conseil général n'est pas encore avéré, mais Claude Roiron arbore un sourire qui en dit long. Le département participera au financement du tramway de Tours. « Ils sont fous, ils vont nous ruiner », commente un militant.

Au premier étage, installé dans son quartier général, Renaud Donnedieu de Vabres reste zen, même si les résultats des bureaux qui se distillent sont de plus en plus mauvais. Il semble lire la chronique d'une défaite annoncée. Deux jours plus tôt, il postait un texte sur son blog, le dernier avant le scrutin : « Dimanche, à 19 heures, il sera trop tard... »

21 h. Il est trop tard. RDDV voit les résultats sur plus de la moitié des bureaux de vote. Il gardait l'espoir de défendre un score honorable, proche des 40 %. C'est raté.

21 h 30. RDDV descend dans la cour intérieure de la Quincaillerie. Les militants l'acclament. Il prend la parole : « Regardez, comme il est beau ce lieu. Dire qu'il va être démoli... » Les militants font grise mine. Ils écoutent la première déclaration. RDDV leur annonce « deux mauvaises nouvelles » : la ville de Tours et le conseil général à gauche. Et une bonne : la droite a gardé le canton de Tours-Centre. Un lot de consolation qui réchauffe ce bout de la Tranchée où il pleut.

Jean Germain est plébiscité. Est-ce une information ? Rien ne pouvait arrêter la mécanique Germain, patiemment réglée au

fil des années. En 1995, il gagnait la ville de Tours avec 43 %. En 2001, avec 53 % et cette fois, avec 62 %. Victoire personnelle de Jean Germain, et victoire de son équipe : son adjointe Claude Roiron prendra les rênes du conseil général, un autre de ses poulains, Laurent Baumel, a remporté Ballan, qui pourrait renforcer le groupe des élus de gauche à Tour(s)plus, l'agglomération où le président Jean Germain peut déjà compter sur Fondettes.

Et encore, à 292 voix près, Agnès Mestre emportait le canton de Tours-Centre. Après la victoire de Jean-Patrick Gille aux législatives en juin dernier, ça fait beaucoup à avaler en moins d'un an.

Mais cette fois encore, RDDV était convaincu d'avoir le meilleur programme et qu'il suffisait de le faire connaître largement, sans se battre salement avec son adversaire. Quel adversaire ?

« Tout ça, c'est des coups de Jean Germain, et on ne les voit jamais venir », commente un militant UMP. C'est normal. Jean Germain a mené sa campagne selon son calendrier, qu'il n'a bouleversé à aucun moment. Réunions d'appartement, point ici avec les chauffeurs de taxi, là avec les commerçants... Depuis des mois, imperturbablement, discrètement, modestement. Jean Germain n'a mis les pieds sur le terrain médiatique de la campagne qu'au sortir des vacances de février, c'est-à-dire dix jours avant le premier tour.

Impossible de lutter contre un ennemi invisible ! RDDV y croyait, pourtant, avec cet incroyable optimisme de garçon de bonne famille à qui tout réussit dans la vie : ENA, ministères... Ce genre de parcours aux antipodes d'un Philippe Briand ou d'un Marc Pommereau. Et autant à gauche Jean Germain est un ennemi invisible, autant dans la droite les inimitiés sont palpables pour RDDV, qui dénonce les « coups de couteau dans le dos » et de « vrais faux soutiens ». Sans parler de Guillaume Peltier, ce « suppôt du Front National », soutenu par Marc Pommereau qui le fit déjà tomber aux législatives. Le numéro deux de Philippe de Villiers qui portait encore un coup à RDDV, hier soir : « Celui qui a perdu, c'est celui qui porte la responsabilité de l'échec en ayant

refusé l'alliance au second tour... »

Alors, quand on est aussi mal entouré par sa propre famille que par les autres, difficile, évidemment, de réussir. Comme si tout le monde politique tourangeau s'était ligué pour « sortir RDDV ». De quoi devenir paranoïaque.

D'ailleurs, entre les deux tours, une rumeur courait : sous la barre des 40 %, RDDV devra quitter la vie politique locale. Hier soir, il ne l'a pas fait. « Je veux être utile, non pas pour moi-même, pour ma carrière, mais pour mettre en place des règles et un processus de sélection des meilleurs candidats pour les prochaines échéances, législatives et municipales... » RDDV qui se propose de jouer le rôle « d'ingénieur-conseil » dans la réorganisation de la droite tourangelle.

Pendant ce temps-là, Jean Germain n'a pas eu grand-chose à faire, si ce n'est expliquer en bon pédagogue la justesse de sa vision pour Tours, forgée dans l'expérience de deux mandats. Lui non plus ne s'est pas battu « comme un chien » contre son adversaire. Tout juste a-t-il parlé de lui, parfois, en disant « l'ex ».

VII. Débandade

1. Défaillance

19 mars 2008. Élu sur la liste de Renaud, Serge Babary démissionne. Il ne siègera pas au conseil municipal. Il faut maintenant que la droite tourangelle se recompose, avec un groupe réduit à dix sièges au conseil municipal. Et quelle tête ? Serge Babary, le conseiller général de Tours-Centre, UMP victorieux dimanche, a annoncé sa décision à Renaud Donnedieu de Vabres et Jean Germain. Il devrait être remplacé, dans l'ordre de la liste, par le jeune Stéphane Fradet (Radical valoisien - tendance Borloo). Voilà un pilier de moins dans cette droite désassemblée et un coup dur de plus pour Renaud Donnedieu de Vabres, qui veut rester « utile » à son camp. Qu'est-ce que ça veut dire ? Tête de liste ou « ingénieur-conseil » ? Il insiste sur sa volonté de mettre en œuvre des pratiques transparentes pour la sélection des candidats aux prochaines échéances. Mais alors que tout le monde se demande qui assumera le leadership à droite, la réponse n'est pas encore claire.

Ajoutez-y la déclaration de Philippe Briand : « Renaud prend une circonscription en 1997 à 53 %, qu'il finit par perdre dix ans plus tard. Il doit, lui le premier, tirer les leçons de la défaite... »

En attendant, on peut lire le fond de la pensée de RDDV

sur son blog. Il admet l'échec, mais relativise : « Il faut dire que rien ni personne ne nous a aidés... Le système municipal est puissant. Tout était bien réglé, réparti, orchestré. À l'avance. Il fallait juste un taureau dans l'arène ! Je suis fier et heureux d'avoir mené ce combat, en ayant toujours su que l'architecture des trahisons, des alliances contre nature et du clientélisme ne laissaient que peu d'espoir... » Une diatribe difficile à assumer pour aider la droite locale à se reconstruire.

En lisant entre les lignes que RDDV va prendre de la distance, pour ne plus « jouer au taureau dans l'arène », sans pour autant quitter la scène locale, préférant parrainer des successeurs choisis dans la transparence.

On peut comprendre aussi qu'il va déployer de l'énergie pour faire barrage à un Guillaume Peltier, au cas où ce dernier aurait encore envie d'incarner « l'avenir de la droite à Tours », en dépit d'un score beaucoup moins encourageant que celui qu'il avait imaginé.

Mais voilà : « L'esprit indépendant, donc dangereux » de Renaud Donnedieu de Vabres doit composer avec l'UMP. La dissidence et la révolte, ça n'est pas très diplomatique pour l'ambassadeur chargé de la dimension culturelle de la présidence française de l'Union européenne. En clair : être chargé d'une mission par Nicolas Sarkozy d'un côté et, de l'autre, dénoncer les « copinages » et les « coups de couteau » de la droite tourangelle, c'est chevaleresque, certes, mais risqué.

2. Tram gagnant

19 mars 2008. Il y a les lignes politiques et les lignes de tramway ! En Touraine, c'est cette dernière qui semble séparer les vainqueurs et les perdants. C'est le tram gagnant ! Philippe Briand, le maire de Saint-Cyr, ou Philippe Le Breton, celui de Joué, sont pour : ils sont élus au premier tour ! Jean Germain le porte : il est plébiscité au second tour. La majorité sortante du Conseil général n'en voulait pas, la voilà évacuée par les électeurs. Renaud Donnedieu de Vabres, le plus fervent opposant au projet, s'est pris sinon une veste, du moins un gros gilet.

En plus, du côté des comptes, le passage à gauche du conseil général permet d'envisager plus sereinement les financements croisés État, région, conseil général, aggro, ville...

Autant dire que, pendant la campagne, il fallait tourner sa langue sept fois dans sa bouche avant de parler tram. D'autant que des études ont circulé à droite et à gauche sur la popularité du tram. Et quand bien même certains n'en auraient pas eu connaissance, la consultation des internautes lecteurs de La Nouvelle République, publiée dans ses colonnes le 16 février, ne laissait guère de doutes.

À la question « Qu'attendez-vous du futur maire concernant le projet de tramway ? », 20 % seulement des internautes répondent « qu'il renonce à équiper Tours d'un tramway ». La grande majorité n'était donc pas fondamentalement hostile, tout juste partagée entre l'envie que le maire « réalise le projet actuel sans rien changer » (37,6 %) et celle qu'il « reprenne le projet de zéro » (42 %).

Cette dernière expression correspondait, d'ailleurs, à peu de choses près, à celle de RDDV qui aurait aimé atteindre les 42 % aux municipales. Il a pourtant mené son combat en grattant sur la corde sensible du porte-monnaie jusqu'à la dernière minute, avec des tracts sans ambiguïté : « Pensez à votre intérêt : le tramway coûtera 2 000 € par habitant, 10 000 € pour une famille de

trois enfants. » À croire que les tourangeaux ont choisi de prendre le risque de cette dépense, en disant « banco » à Jean Germain.

Un cas isolé ? Non : à Angers, Bordeaux, Le Mans, Mulhouse ou Reims, le ticket tram a payé aussi.

3. La main tendue

Le 11 mars, Guillaume Peltier écrit sur son blog : « Les résultats de dimanche soir ont d'abord été marqués par l'échec historique de la droite à Tours. Pendant toute la campagne, j'ai tendu la main à l'ancien ministre de la Culture parce que je savais que seule l'union de toutes les forces de droite pouvait nous permettre de l'emporter. Cette main tendue a été refusée pour de basses raisons de politique politicienne. Dimanche soir, j'ai rappelé que j'étais de droite et que jamais je ne ferai perdre mon camp. Monsieur de Vabres a cru bon, une fois de plus, de refuser toute possibilité d'alliance pour le second tour prouvant ainsi qu'il préférerait perdre tout seul que préparer l'avenir avec les 4 000 tourangeaux qui ont voté pour nous dimanche soir. Considérant que les tourangeaux sont, seuls, propriétaires de leur suffrage, je ne donne pas de consigne de vote pour le second tour des élections municipales et je laisse mes électeurs libres. Je suis de droite et je me battrais toujours pour faire gagner mon camp. Mais pour faire l'union, je rappelle qu'il faut être deux, et que celui qui la refuse porte ainsi la responsabilité de l'échec... »

4. Neuilly-sur-Loire

Blog RDDV, message du 29 mars : « En langage de l'écurie André Laignel, maître en sectarisme universel, évoquer Neuilly-sur-Loire comme l'a fait Jean Germain en clôture du débat contradictoire qu'il a « consenti » à honorer de sa présence entre les deux tours, c'est essayer de me caricaturer et de faire apparaître comme élitiste et non démocratique notre projet. Avant de donner des leçons, il ferait mieux de pratiquer à Tours, notre ville malheureusement trop pauvre, le pluralisme, le respect (...) L'équipe des 10, renforcée par l'ensemble des 55 de la liste et stimulée par l'addition des énergies de très nombreux citoyens de Tours, va briser le mur du silence méprisant, de l'arrogance bonhomme et très sectaire. Je croyais d'ailleurs que les « Verts » avaient d'authentiques convictions sur le pluralisme politique et la démocratie de proximité. Puissent-ils se réveiller avant que le système Germain ne leur ait offert trop de petits avantages ! Pour anticiper, et susciter leur curiosité politique, nous leur indiquons la brûlante question du permis de construire à Tours Nord à l'emplacement de l'école normale de jeunes filles, promis aux promoteurs très amis... Nous, nous ne serons pas « debout couchés » ! Mais droits, ardents, libres et indépendants... L'esprit de « Neuilly-sur-Loire » c'est le contraire du sectarisme, de l'opacité, du clanisme, du copinage érigés en système de pouvoir. C'est rassembler l'arc-en-ciel de notre ville. Tourangeaux, je respecte votre choix. Par principe. J'espère que les conséquences de ce troisième mandat ne seront pas trop sévères et cruelles... »

5. Pierreux

Samedi 6 avril, le comité départemental de l'UMP d'Indre-et-Loire se réunit chez son chef, Philippe Briand, à Saint-Cyr. Renaud Donnedieu de Vabres annonce qu'il renonce. Plus largement, au-delà de l'échec à Tours, l'UMP est en crise : la droite a perdu la majorité au conseil général. Elle doit faire le ménage. Hervé Novelli, qui a gardé son secrétariat d'État, est candidat à la succession de Philippe Briand.

L'après-midi même, RDDV écrit sur son blog une sorte de testament : « Ce matin, au comité départemental de l'UMP, à Saint-Cyr sur Loire, la force de liens anciens et finalement très solides a permis d'éviter d'inutiles déchirements. À quoi bon régler ses comptes de façon prématurée et trop réactive ? Mon compagnonnage avec Philippe Briand remonte à 1978. Il comporte une vraie authenticité, mâtinée d'indépendance et de lucidité. Nous avons su dépasser de vraies querelles, chacun menant la vie politique correspondant à son tempérament et à son éthique personnelle. Aussi étrange que cela puisse apparaître aux observateurs extérieurs, qu'ils soient eux-mêmes élus ou journalistes expérimentés, nous sommes proches, conscients d'être à part, et disons-le avec orgueil, au-delà et au-dessus des médiocrités très banales. J'ai confirmé, de façon très apaisée, que je ne serai pas candidat lors des prochaines législatives et municipales, en ayant la volonté de continuer à être utile à nos concitoyens, à ma ville, à mon pays. Je serai un "facilitateur", "un ingénieur-conseil", d'autant plus libre et indépendant que je ne roule pas pour moi à Tours. Les impatientes très nerveux et fébriles ont des tics qui me font sourire et qui traduisent qu'ils ne seront jamais au niveau requis pour sauter la barre... D'autres plus sensibles et intelligents se préparent. Je les aiderai avec une totale sincérité. Et une énergie intacte, dont je ne vais pas m'excuser ! Dans notre réunion consacrée à la reconquête nécessaire après la série d'échecs constatés dans l'ensemble du département, les affrontements non

achevés, les rancœurs sous-jacentes et les plaies encore vives se sont en fait estompés derrière la solidité d'une vraie histoire politique commune. Le soldat de base d'aujourd'hui sera le ministre de demain, le parlementaire glorieux, le recalé provisoire, le militant ardent l'espoir du futur... Ainsi se déroule toute carrière politique... Vivre cela de cette manière, avec philosophie et humour, n'est pas un déni de réalisme, un rêve chimérique, une impuissance revancharde. C'est avoir envie de dire, malgré la dureté de l'échec, que la vie politique n'est médiocre que pour les petits. L'échec permet la renaissance. Il contraint au dépassement de soi. Il est une ascèse. Je repense à une sublime phrase du livre de mon père Vent d'espoir sur la démocratie : "Occident signifie déclin, mais déclin cyclique qui prépare l'aurore, renvoie le soleil à l'Orient, fonde les renaissances" et à ce trait d'humour très utile en politique, notamment à Tours : "la parabole du semeur ne recommande pas les semailles en terrain pierreux"... »

6. « L'éminence bleue »

Bruno Lavillatte, attaché parlementaire de Philippe Briand et conseiller municipal d'opposition à Tours aux côtés de Renaud Donnedieu de Vabres, m'a envoyé un mail, le 15 avril 2008.

« Sorti fatigué de la dernière campagne municipale sur Tours. Sorti avec un baluchon d'illusions perdues, presque de regrets, sur le dos. Plein la hotte d'avoir eu à assumer un très difficile et pourtant beau carrefour de sensibilités proches, mais au fond structurellement différentes : d'un côté un pragmatisme élevé au rang de théorie, celui de PHB (Philippe Briand), et de l'autre un idéalisme contraint de se frotter à la réalité, celui de RDDV. Dans les deux cas, une synthèse que je me suis efforcé de rendre vivable. Tenable, selon ses propres conditions de possibilité, aurait dit Kant. »

Et dans cette campagne surprenante, où les alliances n'en finissent pas de surprendre, Bruno Lavillatte a été pris de doutes sur sa juste place. N'aurait-il pas mieux fait de suivre Jean Germain ?

« Je n'ai pas voulu par loyauté à RDDV et fidélité à Philippe Briand rejoindre Jean Germain. Point par rejet à l'égard du maire de Tours, certainement pas. Mais si je l'avais fait, j'aurais mis en difficulté PHB auquel on n'aurait pas manqué de faire le reproche de « donner son fidèle parmi les fidèles », l'éminence bleue comme on aime à dire dans le microcosme politique tourangeau, à la mairie en place. C'est le « système qui aurait, à défaut de gagner avant élections, été renforcé » ! J'entends déjà les commentaires. Et si je l'avais fait, j'aurais trahi mes engagements auprès de RDDV, lui qui m'avait donné la chance de me présenter sur sa liste en position éligible et avec lequel les affinités intellectuelles sont réelles. »

Que reste-t-il aujourd'hui de ce dernier pilier de l'opposition tourangelle ? Un homme déchiré, tiraillé entre raison et loyauté : « Ce que je regrette aujourd'hui, c'est de ne pas pou-

voir agir. D'être contraint à une sorte de passivité active. D'exister comme un entre-deux. Ce que je ne regrette pas : avoir tenu mes engagements, avoir fait parfois le grand écart, avoir entendu, écouté, deviné les reproches d'une équipe de campagne qui voyait en moi « l'homme de Briand » à la mairie. Une sorte de préparateur en échéances électorales. Un œil, quoi ! Une oreille. PHB n'a pas besoin de moi pour faire cela. Il est instinctivement politique, alors que RDDV est rationnellement tacticien. Trop, pour ainsi dire. Ce qui me plaisait tenait en cela : assurer et construire à ma modeste manière une espèce de charpente et de pont à la Eiffel entre les deux. Combien de fois ai-je fait l'intermédiaire, adouci des propos, renforcé d'autres, pour équilibrer des points de vue qui formellement ne se ressemblaient pas et qui pourtant, sur le fond, étaient paradoxalement identiques. Sans jamais ne rien dire, ni à l'un ni à l'autre. Passeur, voilà un titre que je revendique. Sans octroi, naturellement ! Librement. Je formule pour RDDV qu'il laisse de côté une vision du monde qui se fonde d'avantage sur quelques grilles a priori que sur une réalité telles qu'en elles-mêmes, elles sont. On ne fait pas ployer la réalité à ses désirs, fussent-ils d'altitude. Son intelligence est une force ; elle peut être aussi un obstacle. Il doit retrouver la fluidité de la vie politique, c'est-à-dire être et redevenir l'expression d'une volonté générale et non point le transfert vertical de son propre horizon intellectuel, fut-il généreux, retrouver la mouvance d'une vraie communication, éloignée des artifices et des techniques de com', et assumer ses choix librement. Personnellement. Je crois sincèrement qu'il aurait dû appliquer les trois fondamentaux du commerce politique : chasser là où son électorat est fort / simplifier le message à l'extrême / ne jamais parler de la concurrence. Trois leçons que PHB m'a données et que je prends à plein cœur, sans savoir si elles me serviront un jour. Sans savoir si demain, elles seront encore valables. Et d'actualité. »

VIII. Arènes avides

Juin 2007. Un grand serviteur de l'État vient de se col-
leter avec une réalité locale non conforme à la destinée
dont il rêvait. Un énarque assis trois ans dans le fauteuil de Ma-
lraux découvre soudain que les êtres humains ordinaires peuvent
penser que l'élite n'a pas toujours raison. Et son entendement de
grand commis de l'État vacille.

Il ne comprend pas. Il repense à ces années de labeur au
ministère de la Culture et de la Communication. Il est fier d'avoir
mis sur pied la chaîne française d'information internationale,
d'avoir déployé la télévision numérique terrestre, d'avoir négocié
un plan d'urgence pour la restauration des monuments histori-
ques, d'avoir « calmé le jeu » du conflit des intermittents... après
lui, rue de Valois, Christine Albanel ne fait-elle pas pâle figure ?

Ces qualités que beaucoup d'acteurs de la culture lui re-
connaissent, cette humanité que ses proches estiment, cette éner-
gie qu'il voulait offrir, pourquoi les femmes et les hommes de
Tours n'en ont-ils pas voulu ?

Pour un homme ordinaire, l'échec patent, c'est l'occasion
de se remettre en cause, de prendre le temps de se poser des ques-
tions. Mais Renaud, serviteur de l'État, n'est pas un homme or-
dinaire. Il est le fils de Jacques Donnedieu de Vabres, maître des

requêtes au Conseil d'État et ancien secrétaire général du Gouvernement, et le petit fils d'Henri Donnedieu de Vabres, juge au procès de Nuremberg. Ce genre d'hérédité ne vous laisse pas le temps de vous apitoyer sur votre propre sort. Le chemin est tracé : le service public, l'intérêt général, le sens de l'Histoire, la grandeur de la France... Au bout de plusieurs générations, c'est devenu une caractéristique génétique. Qui ne le croit pas se trompe. Les détracteurs ont tort. Dans cette famille, on suit instinctivement la lumière, viscéralement la voie de la vérité. On sait. C'est devenu une seconde nature : on voit là où les concitoyens doivent aller pour vivre heureux. La simple idée d'en douter devient une hérésie.

Voilà campé notre héraut Renaud. Noble et splendide. Fait pour guider le peuple vers la lumière. En face, un manant : le petit Jean. Pour RDDV, il n'est qu'un avatar. Mais dans cette histoire, il faut toujours se demander lequel des deux est l'avatar de l'autre.

Renaud considère que se pencher sur sa propre nature humaine, c'est faire preuve de faiblesse, que l'introspection est une perte de temps. Il avance pour ne pas tomber, oubliant de sacrifier sur l'autel d'un agenda de ministre ces indispensables minutes de conscience qui émancipent. Il préfère foncer vers les sables d'une nouvelle arène où l'attendent picadors et banderilleros.

Après son échec aux législatives de 2007, les observateurs attentifs de la vie politique locale savent alors que RDDV va dans le mur et que ça va faire mal. Mais Renaud n'a pas peur des coups. Peut-être même aime-t-il souffrir. Convaincu que c'est dans la douleur et l'adversité, seul contre tous, qu'il livrera le meilleur de lui-même.

Aveuglé par l'envie de croiser un fer qu'il pense incassable, il n'a pas pris le temps d'estimer la puissance de ses adversaires, de les observer au combat, de saisir leur nature, de peser leur différence.

Il n'a pas non plus mesuré pleinement les inimitiés qu'il s'était attirées dans sa propre famille politique à Paris comme en Touraine. Il avance vers son destin. Résolu. C'est ainsi dans sa fa-

mille. Quand bien même, l'espace d'une seconde, il aurait voulu changer de route, ranger le doute, les figures ancestrales l'ont rappelé à l'ordre.

Ce drame humain a une portée qui dépasse la simple actualité politique régionale. Il nous interpelle sur les capacités du système français à former des élites. RDVV, et d'autres, comme son camarade de promo à l'ENA, Dominique de Villepin, jouissent des mêmes qualités : un QI largement supérieur à la moyenne, une belle mécanique cérébrale, une connaissance fine des rouages de l'État, un art politique, une pensée structurée – même pour ne rien dire ou si peu – et une éloquence brillante, sans faille. Mais nos énarques sont-ils doués pour « sentir » la nature humaine ?

Cette histoire soulève des questions de fond : comment reconnaître l'autorité de l'État quand ses grands corps et ses grands commis ressemblent si peu à la réalité humaine des citoyens ? Les grandes écoles sont-elles de piètres recruteurs ou d'excellents déformateurs ? N'y aurait-il aucune épreuve de sagesse ou de sensibilité dans les processus de sélection des candidats ? Ceux qui nous gouvernent – ou prétendent le faire – sont-ils des machines froides ou des femmes et des hommes faits de chair et de sang ?

Chroniques de génération aussi. Jean Germain est né en 1947 et comme tout homme, il est le produit de son temps. Il fait partie de ceux qui avaient vingt ans à l'aube de mai 68, ceux pour qui Yalta, le mur de Berlin, les blocs Est-Ouest et James Bond, ça signifie quelque chose. Après les générations de l'occupation et de la reconstruction, celle-là a vécu un moment d'Histoire susceptible de structurer une pensée politique correcte.

Marx a eu tort pour avoir raison. Dans la lutte contre le système, les patrons et le capitalisme, cette génération en apprend parfaitement les rôles, enjeux, fonctionnements, codes et rouages. Trente ans plus tard, ils ont pris le pouvoir, assimilé les lois du marché et parfois même taillé leur part dans le grand capital. Ceux qui sont restés « à gauche » assurent être les seuls à pouvoir contenir l'ultralibéralisme. Ce sont a priori, faute de concurrence, les derniers garants d'une société qui place l'économie au service de l'homme et non l'inverse. Jean Germain, par une de ces petites

phrases qu'il cisèle, résume, à propos de la globalisation libérale : « On n'arrête pas la marée montante avec un mur de sable ». Un de ses patrons André Laignel, cultivait le même art en disant : « Vous avez juridiquement tort puisque vous êtes politiquement minoritaires... »

Il faudra attendre vingt ans et la génération des gamins nés dans les années soixante, pour retrouver un tel contexte, un terreau politique fertile, avec des enfances brisées par l'apparition soudaine du chômage de masse, après les deux chocs pétroliers. Les jeunes qui se structurent à cette époque le font dans une conjoncture de rupture des modèles, d'ascenseurs en panne et de frustrations sociales. C'est la génération de Philippe Briand.

Dix ans plus tard, apparaissent des cohortes radicalement différentes : ces gamins des années soixante-dix qui, comme Guillaume Peltier, ont grandi dans un monde cruel parce que dénué de sens. Le collectivisme est devenu un mythe dangereux, le plein emploi est une leçon d'Histoire, le mur de Berlin est tombé et l'on a même recyclé les débris... Il n'y a plus de jardin secret où cacher un idéal politique.

On a grandi sur la planète du libéralisme mondialisé, dans l'univers du chacun pour son ego, la notion de service public et le sens de l'intérêt général ont fait place au concept du « gagnant-gagnant ». Comme si dans un concours effréné pour la survie de l'individu, chaque membre de l'espèce pouvait tirer le meilleur morceau en croyant qu'il est égal à celui de l'autre. Les lumières morales se sont éteintes.

Il faut dire qu'une génération de politiques a soufflé dessus avec ardeur à grands coups d'affaires, de financements occultes de partis politiques, de paradis fiscaux, de villas et de yachts. Ceux qui, précisément, sont le fruit de cette flamboyante dernière décennie des Trente glorieuses, époque bénie de la modernité giscardienne, de la classe moyenne où deux français sur trois trouveront le bonheur.

École nationale d'administration, 1978-1980 : promotion Voltaire. Ségolène Royal est née en 1953, Dominique de Villepin aussi. François Hollande en 1954, tout comme... Renaud Don-

nedieu de Vabres. Voilà une classe politique faite de femmes et d'hommes qui étaient des pré-ados en 1968 et des gens bien installés ou presque quand la misère sociale s'est mise à enfler au milieu des années quatre-vingt. Quand le mur de Berlin s'effondre, ils sont dans la place. Entre temps, quand ils avaient vingt ans et juste avant que le temps se gâte, ils ont croqué à pleines dents la première moitié de ces juteuses années soixante-dix.

Qu'est-ce qui pouvait bien à cette époque ruiner vos espoirs ? Comment ne pouvait-on pas croire que la vie allait vous sourire ? Des épreuves ? Elles avaient été surmontées. C'était la génération du progrès, de la modernité, de la liberté pour tout le monde et de la réussite pour chacun. Après, c'est sûr, l'histoire a apporté de cinglantes déconvenues, mais pas toujours au point de vous faire douter de ces belles lorettes des vingt printemps.

Une génération d'optimistes, parfois égocentrés, où l'idéalisme tutoie le dogmatisme. Des hommes et des femmes peu enclins à remettre en question leurs fondamentaux. Renaud en est. Chevalier blanc, certain de voir juste, n'en doutant que peu, même quand le peuple chuchote ou crie dans les urnes son doute, il peine à y croire. « C'est violent la politique. C'est violent de toujours proclamer : le peuple a raison », écrit-il le 18 juin 2007, au lendemain de sa défaite aux législatives. Bon constat. Jamais analysé.

Renaud, à peine remis d'une échéance, s'est précipité sur la suivante, aux municipales, enfourchant des montures moins solides sur un terrain politique qui s'amollit devant ses pas, thixotrope, comme diraient les spécialistes.

Aurait-il pu faire autrement ? Trouver d'autres chevaux de bataille ? Organiser la résistance culturelle de la France et de l'Europe contre Microsoft et les industries mondialisées du spectacle ? Défiler dans une *Gay Pride* ? Dénoncer les pressions de la route, du bâtiment et de l'immobilier ?

Si la politique, ses appareils et ses lobbies étaient capables de laisser aux élus et gouvernants une telle liberté, RDDV aurait trouvé son meilleur rôle et l'aurait interprété avec talent. Comment ne pas lui reconnaître cette superbe dans le combat po-

litique ? On oubliera peut-être les eaux troubles des frégates, le terrain miné du financement du PR, les compromis des intermittents et le grand écart de la loi DADVSI. On retiendra l'homme qui a dit deux fois non aux extrêmes, quitte à n'y rien gagner, en 1998 aux régionales et dix ans plus tard aux municipales à Tours, contre Guillaume Peltier.

Plus de ministère, plus de siège de député... Que faire maintenant ? Diplomate culturel de Nicolas Sarkozy président de l'Europe, un CDD de six mois ? Et après ? Député européen ? Pourquoi pas.

Mais des trois pouvoirs de notre constitution, peut-être dans la famille Donnedieu de Vabres n'est-on doué que pour le judiciaire. L'idéal de justice y est haut placé. Excellents juristes, brillants avocats, moins doués pour légiférer et mal à l'aise dans l'exercice du pouvoir exécutif. Renaud y réfléchira. Et il appliquera une fois de plus un de ses trois principes – « ne pas être une cicatrice en bandoulière » – pour digérer cette nouvelle épreuve.

Mais pour digérer, il faut assimiler, comprendre. Que s'est-il vraiment passé à Tours ? La mise à mort du taureau dans l'arène ? C'est une belle image, mais aussi rien qu'une théorie. En tout cas c'est déjà une façon d'analyser les choses. Car assez étrangement, pour tout dire : ce fut une corrida sans matador.

Ce taureau-là avait la bravoure, la noblesse et la caste. Il a affronté sans craindre picadors et banderilleros. Il savait même que la muleta est un leurre. Mais il voulait vaincre. Il attendait le combat contre un matador qui n'est jamais venu. Fatigué d'essuyer cette multitude de péones, usé de chercher en vain la bataille, il n'a pas vu le danger. Ce qui le tue, au final, c'est le sable sur lequel il évolue. Plus il se bat, mieux il s'enlise. Toréadors qui se cachent, yeux aveuglés par le sang. Quand le taureau s'agitait pour atteindre ces cibles fuyantes, il s'enfonçait.

Tours n'est pas Nîmes. Ici, point de plaza de toros. Ce sont les arènes tourangelles. Pas une terre de corrida, ni de conquistadors ou de poètes. Juste un pays d'intellectuels, de laquais, de vigneron et de marchands.

Le taureau découvre à l'épreuve du combat que le sol

se dérobe sous ses pas empressés. Il s'enlise. Ce sont des sables mouvants, ceux de la Loire où gisent d'autres victimes, où sont enfouis d'autres secrets, où se sont asphyxiés d'autres adversaires. Tous croyaient qu'il fallait cogner, avancer à visage découvert, se battre. Mais ici, on ne porte pas de coups, on avance à pas feutrés, on étouffe, on conspire, on empoisonne. Le flegme tourangeau est pétri d'une sourde violence.

Christophe Colinet

Informations sur l'Art Libre

L'Art Libre est une notion philosophique et juridique qui entoure la création littéraire et artistique. Celle-ci concerne toutes les œuvres de l'esprit (texte, image, son, art plastique, peinture, sculpture, vidéo, logiciels...), on parle donc d'œuvres libres, ou plus largement de contenu libre.

Cela s'applique à toutes les œuvres qui sont proposées à la diffusion et la redistribution dans des conditions plus souples et plus adaptés aux nouvelles technologies que le droit d'auteur par le ou les auteurs desdites œuvres. Cette notion concerne la diffusion, mais en aucun cas la liberté d'expression.

Les créateurs des œuvres peuvent décider des droits et devoirs qu'auront les récipiendaires des œuvres au travers de l'utilisation de licences libres ou ouvertes, en fonctions des droits cédés. Ces licences s'appuyant sur la loi, et plus précisément sur le Code de la propriété intellectuelle, elles ne s'y substituent pas, elle viennent en complément.

Ces droits et devoirs, que l'on appelle libertés, peuvent concerner la consultation (recopie, réutilisation, modification...) des œuvres et peuvent être associées à des obligations (citer l'auteur original, obligation de maintenir la licence originale...) et des restrictions (pas d'usage commercial, interdiction de certains médias ...).

Il existe différentes sortes de licences, qui proposent différentes options permettant aux auteurs de choisir le type d'utilisation de leur travail qu'ils souhaitent ou non autoriser.

À titre d'exemple, pour ce présent ouvrage, l'auteur a choisi de rendre libre la diffusion et la redistribution de son œuvre aux seules conditions que son nom soit toujours cité et qu'on ne transforme pas son texte (c'est ce qu'on appelle une copie carbone), les utilisations commerciales sont quant à elles autorisées.

Cette notice, autre exemple, a été réalisée par moi-même et en y incorporant des parties issues de wikipédia. Je le peux car la licence de diffusion de wikipédia me permet d'utiliser leur création, de la modifier et d'en faire un usage commercial – la

vente de ce livre – tout en citant la source. Ce que je fais : http://fr.wikipedia.org/wiki/Contenu_libre

Il existe de nombreuses licences pour l'Art Libre, certaines plus utilisées que d'autres. Mais elles ont toutes pour point commun de permettre une plus facile circulation de la culture et du savoir dans la société de l'information dans une totale sécurité juridique. Ce que l'Art Libre commence à faire depuis quelques années, moins de dix, le logiciel libre le fait depuis ses débuts de manière pratique et 1984 si on parle de la GNU/GPL. Licence emblématique du logiciel libre, qui donnera la notion juridique du Copyleft sur laquelle s'appuiera l'Art Libre.

Si vous désirez en savoir plus n'hésitez pas à suivre le lapin blanc :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Contenu_libre

http://fr.wikipedia.org/wiki/Licence_libre

http://fr.wikipedia.org/wiki/Licence_ouverte

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Copyleft>

Quelques sites proposant des oeuvres de l'esprit (musique, vidéo, image, texte, logiciel...) libres ou ouvertes, tout à fait légalement :

<http://www.dogmazic.net/>

<http://boxson.net/>

<http://www.ralamax.net/>

<http://openphoto.net/>

<http://www.inlibroveritas.net>

<http://www.framasoft.net>

<http://www.flickr.com/creativecommons/>

<http://www.ubuntu-fr.org>

Quelques licences libres (parmi les plus usitées au monde) :

<http://artlibre.org/>

<http://fr.creativecommons.org/>

<http://www.gnu.org/home.fr.html>

N'hésitez plus, laissez voyager et partagez vos oeuvres. Écrivez, peignez, sculptez, dessinez, chantez, composez, créez seul ou à plusieurs, mais créez sans relâche et libres, il en restera toujours quelque chose...

Fiche d'information rédigée par Mathieu Pasquini, Gérant & Fondateur de InLibroVeritas.

Copyleft : cette oeuvre est libre, vous pouvez la redistribuer et/ou la modifier selon les termes de la Licence Art Libre. Vous trouverez un exemplaire de cette Licence sur le site Copyleft Attitude <http://www.artlibre.org/>

Remerciements

« Tours avait aussi ses arènes romaines, il n'en reste qu'un pan de mur. »

Cette phrase est de Gérard Proust, l'auteur de cette photographie exceptionnelle de Renaud Donnedieu de Vabres en couverture. Car celui qui se présente humblement comme un « vulgaris citoyen de cette ville de Tours » est aussi un des meilleurs journalistes photographes de presse qu'il m'ait été donné de croiser.

Exceptionnelle, car au milieu d'un fonds iconographique de plusieurs centaines d'images de ce politique, on en trouve très peu qui montrent l'homme.

À vrai dire, aujourd'hui que ce livre est terminé, je regarde cette image et je me dis qu'elle contient bien plus que les milliers de mots dont j'ai eu besoin pour raconter cette histoire.

C'est tout le talent de Gérard Proust, la beauté de son métier : suspendre le vol du temps pour saisir ce centième de seconde où la vérité transparait. Et, parce que rien de ce qui est humain ne lui est étranger, en lisant ces lignes, Gérard Proust s'est souvenu des arènes romaines du premier siècle après Jésus-Christ qui vit l'Empire romain fonder au bord de la Loire la cité de *Caesarodunum* – la colline de César – avec son amphithéâtre, ses thermes, ses arènes... Tours était née.

Deux mille ans plus tard, de ces arènes, il ne reste rien qu'un pan de mur. Pourtant, il s'y joue toujours ces luttes spectaculaires qui fascinent la cité.

Merci Gérard, de voir aussi juste.

Christophe Colinet

Table

Édito de l'éditeur	9
Ouverture	21
I. Rivaux	
1. <i>Jean</i>	29
2. <i>Renaud</i>	32
II. Les autres	
1. <i>Guillaume</i>	45
2. <i>Philippe</i>	48
3. <i>Et pour le reste de la distribution</i>	54
III. Prélude	
1. <i>Les favoris dans la première</i>	59
2. <i>Tapette à mouches</i>	62
3. <i>C'est serré</i>	63
4. <i>Par 666</i>	68
IV. En piste	
1. <i>Blogopolitique</i>	71
2. <i>Le coeur à Paris et la tête à Bruxelles</i>	76
3. <i>Fausse notes ?</i>	78
4. <i>Joyeux Noël</i>	81
5. <i>Pas d'étrennes</i>	82
6. <i>Va falloir trouver autre chose</i>	86
7. <i>La campagne sur le Net</i>	87
8. <i>Café-médias : pression ou pschitt ?</i>	89
V. Le clou	
1. <i>Une liste drôlement apolitique</i>	91
2. <i>Guillaume Peltier, grand prestidigitateur</i> ..	93
3. <i>Règlement de comptes</i>	95
4. <i>Un air d'ultime combat entre Donnedieu et Germain</i>	97
VI. Final	
1. <i>La cybercampagne</i>	99
2. <i>Sourires à gauche, grimaces à droite</i>	101
3. <i>L'intellectuel limonadier récurrent</i>	103
4. <i>Un débat télévisé</i>	104

5. <i>La messe est dite</i>	106
VII. Débandade	
1. <i>Défaillance</i>	109
2. <i>Tram gagnant</i>	111
3. <i>La main tendue</i>	113
4. <i>Neully-sur-Loire</i>	114
5. <i>Pierreux</i>	115
6. « <i>L'éminence bleue</i> »	117
VIII. Arènes avides	119
Informations sur l'Art Libre	127
Remerciements	130

Achévé d'imprimer en France pour le compte de
InLibroVeritas en 2008

Dépot légal premier semestre 2008